

LA GAUCHE COMMUNISTE

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

- **PRESENTATION**
 - Le mouvement palestinien en Cisjordanie et à Gaza et la grève des mineurs en Afrique du Sud.
- **QUE VIENNE LA CRISE !**
 - La boursière, prodrome d'une grande crise historique qui frappera en même temps toutes les monstrueuses machines productives du monde.
- **GUERRE IMPERIALISTE OU REVOLUTION**
- **L'OCTOBRE PROLETARIEN RUSSE A BALAYE A LA FOIS L'ETAT BOURGEOISE ET LA GUERRE**
- **POURQUOI LA RUSSIE N'EST PAS SOCIALISTE.**
- **VIE DU PARTI.**

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La ligne qui va de Marx à Lénine, à Livourne 1921, à la lutte de la Gauche contre la dégénérescence de Moscou, au rejet des blocs partisans, la dure œuvre de restauration de la doctrine et le l'organe révolutionnaire, en contact avec la classe ouvrière, en dehors de politiques personnelles et électorales.

PRÉSENTATION :

Pour des raisons de trésorerie nous avons dû changer le format de la revue, qui sous cette forme réduite est beaucoup plus économique. A cette occasion nous en profitons pour rappeler aux lecteurs et sympathisants qu'ils peuvent soutenir la revue en prenant un abonnement (60F l'abonnement simple, ou mieux 120F l'abonnement de soutien), ou encore en envoyant une souscription. Faut de place nous n'avons pas pu publier un article déjà prêt sur la guerre Iran-Irak et la situation dans le Golf. Il sortira donc dans le prochain numéro. Suivant notre habitude nous utiliserons cette présentation pour dire quelques mots sur l'actualité la plus brûlante. D'abord nous saluerons le courageux combat du prolétariat palestinien contre son oppresseur immédiat, l'impérialisme israélien. Néanmoins nous rappellerons que cette lutte héroïque restera désespérée et sans issue tant qu'elle se cantonnera dans les limites du nationalisme et de la démocratie. Et ce n'est pas la formation hypothétique d'un État croupion sous l'égide Israélo-Jordanienne, avec les bons auspices de l'impérialisme américano-soviétique, qui résoudra quoique-ce-soit. C'est seulement en sortant des limites étroites du nationalisme et de la démocratie, abandonnant leurs illusoires revendications, pour se situer résolument sur un terrain de classe, que le prolétariat palestinien pourra s'émanciper en devenant le fer de lance de la révolution communiste au Moyen-Orient. Tant qu'il se battra pour des revendications qui n'intéressent que la bourgeoisie palestinienne, qui à la première occasion le lâche et le trahit, il se trouvera constamment désarmé face à son adversaire de classe (qui ne se réduit pas à l'État israélien), et servira de chair à canon pour les différents États arabes, qui le manipulent et l'utilisent dans leurs intrigues et l'écrasent lorsqu'il devient trop encombrant ou menaçant. Au contraire, en combattant non pas le sionisme, mais de façon plus générale son ennemi de classe, la bourgeoisie, tant arabe que juive ; en cherchant à unifier et à organiser l'ensemble du prolétariat du Moyen-Orient, entraînant derrière lui les masses pauvres et semi-prolétarisées, il acquerra une force formidable qu'il n'a pas et pour cause aujourd'hui. La révolution au Moyen-Orient, en balayant sur son chemin les États arabes, se heurtera inéluctablement à ce fort Alamo de l'impérialisme américain qu'est l'État israélien. Il se peut aussi que le prolétariat israélien ne rejoigne son frère de classe que lorsque sa propre bourgeoisie aura subi une défaite militaire. Mais la guerre révolutionnaire contre l'État israélien en étant conduite sur une base de classe au nom de la dictature du prolétariat pourra alors vaincre ! Nous saluons aussi, malheureusement avec retard, la formidable grève des mineurs sud-africains qui s'est faite dans des conditions extrêmement difficiles. Ceux-ci, contre l'avis de la direction syndicale, manifestement opportuniste, ont appliqué instinctivement la seule tactique juste. Le maintien sur le lieu de travail, avec l'affrontement direct avec les forces de police et les agents patronaux. Leur concentration et leur unité faisant leur force, alors que leur dispersion dans les Bantoustans, comme le voulait la direction syndicale pour éviter les heurts, ne pouvait que les affaiblir et les démoraliser. En outre une telle tactique démobilisatrice laissait le champ libre aux "jaunes" qui les auraient remplacés au fond des puits.

Au lieu d'une demi-victoire, les mineurs sud-africains auraient pu remporter une victoire totale,

si la COSATU (Confederation of South African Trade-Unions) avait appelé à une grève générale comme elle s'était engagée à le faire. L'attitude des syndicats sud-africains confirme notre thèse, que les syndicats, même s'ils naissent dans le feu de l'action, sont spontanément réformistes s'ils ne sont pas contrôlés par le parti communiste. Ils ne peuvent pas sans l'emprise du parti communiste s'élever au-delà des luttes et des revendications immédiates ; leurs prétentions socialistes restent purement phraséologiques. En outre ils ne peuvent alors que tomber sous l'influence de la petite bourgeoisie. C'est le cas des nouveaux Trade-Unions en Afrique du Sud, qui sont sous l'ascendance de l'ANC ou du PAC ; mouvements nationalistes, qui l'un comme l'autre sont effrayés par la lutte des classes.

Sur le dur chemin de son émancipation, le prolétariat sud-africain devra lutter énergiquement contre ces mouvements en se constituant en parti communiste, qui lui n'hésitera pas à organiser et à conquérir les trades-unions pour en faire de vrais syndicats de classe.

**CETTE REVUE EST ENTIÈREMENT RÉDIGÉE, COMPOSÉE, ADMINISTRÉE
PAR DES TRAVAILLEURS SALARIÉS, A L'EXCLUSION DE TOUTE
COLLABORATION DE PROFESSIONNELS OU DE PERMANENTS RÉTRIBUÉS.
C'EST LÀ LEUR CONTRIBUTION À L'ŒUVRE NÉCESSAIRE DE
CLARIFICATION. TOI, LECTEUR, SYMPATHISANT, QUELLE EST LA TIENNE ?
LA GAUCHE COMMUNISTE NE PEUT VIVRE QUE DES SUBSIDES
PROLÉTARIENS. LA GAUCHE COMMUNISTE NE PEUT FAIRE ENTENDRE SA
VOIX QUE PAR L'EFFORT CONJUGUÉ DE TOUS LES RÉVOLUTIONNAIRES
SINCÈRES. LA GAUCHE COMMUNISTE NE PEUT AMÉLIORER SA
PÉRIODICITÉ ET AUGMENTER SA MATIÈRE QUE PAR L'AIDE DE TOUS
CEUX QUI APPROUVENT SON EFFORT. LECTEUR, SYMPATHISANT, DIFFUSE
LA GAUCHE COMMUNISTE.**

ÉCRIS-NOUS, ABONNE-TOI, SOUSCRIS.

**"L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES
TRAVAILLEURS EUX-MÊMES"**

QUE VIENNE LA CRISE !

(La Crise Boursière Prodrome d'une Grande Crise Historique qui Frappera en même Temps
Toutes Les Monstrueuses Machines Productives du Monde.)

I. LA FIN DES ILLUSIONS

Après cinq ans et deux mois de hausse quasi continue (du 13 août 1982, où il était à son point le plus bas : 776, 82, au mois d'octobre 1987, l'indice Dow Jones culmina à 2670, soit 243% de hausse !), le cours des actions de Wall Street, déclenchant la panique générale sur toutes les places boursières du monde, connaît un effondrement retentissant dépassant et de loin le krach du fameux Vendredi noir de 1929 ! La similitude des événements est frappante. A cette époque aussi, le cours des actions avait grimpé de façon presque continue durant cinq ans et trois mois ; de 1924 à 1929 l'indice du New York Time passant de 106 à 469, soit 342% d'augmentation ! Alors, comme maintenant, la cause immédiate du krach était la montée des taux d'intérêt et notamment la décision de la Banque d'Angleterre de relever son taux d'escompte de 4,5% à 6,5%. Tout récemment la Bundesbank releva le sien, poussant à la hausse, comme alors, celui de la FED (la Banque centrale des États-Unis).

L'histoire ne se répète pas disent les bourgeois pour se rassurer ; elle bégaye. Nous autres marxistes endurcis en tirons la conclusion, une fois encore, que rien n'a changé sous le capitalisme, depuis que Marx entreprit d'analyser ses lois économiques à partir de l'exemple anglais de l'époque victorienne. La répétition de ces deux événements, à 58 ans de distance, tout en marquant « la fin des illusions », comme le titrait un article du journal « le Monde », pour la bourgeoisie, confirme donc la pleine validité de ces lois. Aussi est-ce à l'aide de Marx, notamment du tome 7 des éditions sociales du « Capital », que nous allons analyser la signification du krach boursier actuel.

II. EXALTATION DE LA PRODUCTION ET MONTÉE DES TAUX D'INTÉRÊT.

1. LES TROIS PHASES DU CYCLE PRODUCTIF.

La frénésie spéculative, qui partie de Wall Street, s'empara de toutes les places financières en un maelström général, contrastait étrangement avec le languissement de la production. Cependant la contradiction n'est qu'apparente. Pour permettre à la production industrielle, arrivée à un maximum en 79-80, de sortir de la récession des années 80-82 et d'aller au-delà des limites imposées par les rapports de propriété, le procès de reproduction fut tendu à son extrême limite en développant le système du crédit à une échelle encore jamais vue jusqu'ici. Si bien que la spéculation boursière n'est que le « château de cartes » bâti sur les sables mouvants d'une spéculation bien plus générale poussée à son extrême par les besoins de la production.

Marx distingue trois étapes dans le cycle productif qui précède la crise générale de surproduction.

1°« Une fois que le procès de reproduction a retrouvé l'état de prospérité qui précède celui de l'extrême tension, le crédit commercial connaît une très grande extension qui repose alors de nouveau réellement sur la base « saine » de rentrées faciles et d'une production élargie. à ce stade de la conjoncture le taux d'intérêt reste encore peu élevé, même s'il s'élève au-dessus de son niveau le plus bas. »

Il s'agit ici du moment du cycle qui suit une grave crise économique, où non seulement l'on a eu une importante chute de la production industrielle, mais par le biais de la déflation une importante dévalorisation du capital marchandise ; comme par exemple durant la crise de 1847-1848, ou plus près de nous en 1930-1932. Ce moment correspond donc aux années de reprise économique, ce qui dans notre après guerre coïncide avec la période de reconstruction et précède le second moment où la production industrielle a déjà dépassé largement le maximum atteint antérieurement à la crise.

2°« Par ailleurs, entrent maintenant en scène, en nombre considérable, les chevaliers d'industries, qui travaillent sans capital de réserve, ou même sans capital du tout, et, par suite, n'ont absolument aucune autre ressource que d'opérer avec du crédit financier. Il vient s'y ajouter maintenant aussi l'extension considérable du capital fixe sous toutes ses formes et la création en masse de nouvelles et importantes entreprises. L'intérêt monte, atteignant alors son niveau moyen. »

3° Le moment qui précède immédiatement la crise et la crise elle-même. « Son maximum, il l'atteint de nouveau dès qu'éclate la nouvelle crise : le crédit cesse brusquement, les paiements sont suspendus, le procès de production paralysé et, aux exceptions près que nous avons déjà notées, on constate, parallèlement à une pénurie presque totale de capital de prêt, une surabondance de capital industriel sans emploi.¹ »

2. CRÉDIT ET SPÉCULATION.

Le **crédit** nous explique Marx est la base de tout « l'édifice complexe du procès de reproduction ». Sans celui-ci la production non seulement serait étriquée, mais paralysée. Le commerçant qui achète les marchandises à l'industriel ne peut pas les lui payer avant de les avoir vendues. En effet celui-ci ne possède pas les fonds suffisants. Autant parce qu'il n'a pas vendu tout son stock antérieur, que parce que le volume de la production s'accroît constamment et partant la valeur du capital marchandise à réaliser. Mais le capitaliste industriel, ou mieux l'entreprise ne peut pas arrêter la production et attendre la réalisation de la valeur de son capital marchandise pour recommencer un nouveaux cycle productif. Aussi avance t-il au capitaliste commercial son capital en échange d'une reconnaissance de dette, c'est à dire d'une traite (lettre de change ou billet à ordre) payable à échéance. Ce même gros commerçant avancera ces mêmes marchandises contre des traites à d'autres commerçants. Pendant ce temps notre industriel pour acheter les matières premières nécessaires au procès de production offrira la traite qu'il a reçu en échange de ses marchandises, ou alors il se tournera vers la banque qui lui rachètera sa traite à un certain taux d'escompte ; le taux d'escompte étant le pourcentage que la banque prend sur la traite. Avec cette argent versé sur son compte il pourra payer les salaires et acheter les matières premières dont il a besoin. Ce sera alors à la banque, que, l'échéance venue, le négociant payera la traite. Mais si entre temps celle-ci a besoin d'argent frais, elle pourra toujours la revendre à un certain taux d'escompte sur le marché monétaire. C'est ainsi que se met à circuler sur le marché, en lieu et place de l'argent, comme moyen de paiement, toute une masse de traites, dont le volume augmente au fur et à mesure

¹ Karl Marx, le Capital, livre troisième, tome II, p 150. Éditions sociales 1970.

que s'accroît la production..

A côté de ce **crédit commercial**, qui constitue la base de tout le système de crédit, vient s'ajouter d'autres formes, dont nous ne citerons que les trois principales : les **obligations** qui sont des emprunts à long et moyen termes à taux d'intérêt fixe émis sous forme de titre de créance par de grandes entreprises, ou par les États (dans ce dernier cas il s'agit de bons du Trésor) ; les **actions** qui sont des titres de propriété donnant droit à empocher une partie du profit au prorata de sa valeur ; et enfin le **crédit direct** auprès d'une banque ou d'un institut financier. Le crédit, notamment le crédit commercial, offre la possibilité d'accélérer le procès de reproduction du capital et d'autre part, par l'intermédiaire des banques, de mettre à la disposition de l'industrie et du commerce l'ensemble du capital social ; c'est-à-dire du capital qui appartient à autrui, mais que les banques et les industriels utilisent comme étant leur propriété. Par là, il permet, sur la base de la société bourgeoise, d'outrepasser les limites offertes par les rapports de propriété bourgeois, jusqu'à ce que la production exaltée au maximum, sous sa poussée romanesque, fasse sauter tous ces rapports et provoque une rupture générale, la crise.

Parallèlement à l'accroissement de la production, grâce au gonflement du crédit qui en résulte, se développe la **spéculation**. Notamment à l'occasion de la création d'une nouvelle branche industrielle, qui connaissant un taux de croissance élevé permet des profits juteux et attire de ce fait le capital monétaire de tout le pays. Marx donne à ce propos l'exemple des chemins de fer. Ou encore lors de grands travaux publics, comme la construction du canal de Panama à la fin du siècle dernier, où toute une partie de la petite bourgeoisie française vit ses économies englouties dans la faillite financière qui en résulta (ce qui est normal, les couillons sont toujours couillonnés).

Mais la spéculation ne se limite pas à la production, elle se développe dans des proportions encore plus gigantesques dans le commerce. « Ceci est particulièrement valable dans le commerce de gros, la plus grande partie des produits sociaux devant passer par ses mains. Toutes les normes, tous les prétextes encore plus ou moins justifiés dans le système de production capitaliste disparaissent ici. Ce que risque le commerçant en gros qui spéculé n'est pas **sa propriété privée**, mais de la propriété sociale. » (p 104-105). Et Marx de citer, entre autres, le cas de ces commerçants, qui exportant dans les lointaines contrées, mettaient à profit le temps requis par les longs trajets, pour escompter auprès des banques des marchandises dont il restait à réaliser la valeur, marchandises qui en outre ne leur appartenaient pas, puisqu'ils les avaient reçues des fabricants en échange de traites. L'argent ainsi obtenu était réinvesti dans l'achat d'autres marchandises, dont on espérait obtenir un substantiel profit de la vente, ou encore pouvait être utilisé à d'autres buts spéculatifs ; par exemple à la Bourse. Que les marchandises viennent à ne pas être vendues par suite d'un encombrement du marché, ou que survienne un retard important, et c'est la faillite ! L'affaire Chaumet², dans laquelle un ministre se trouva impliqué, en est une bonne illustration. Leur faillite laissa un passif de 2 milliards de francs, soit huit fois le chiffre d'affaire de la maison mère !

L'autre grande voie de la spéculation est celle qui se porte sur les traites, les obligations, les

2 La bijouterie Chaumet était spécialisée dans l'achat et la vente des diamants. A la suite de l'effondrement des cours du diamant, ses propriétaires se lancèrent dans toute une série d'affaires, en bonne partie spéculatives. Ils se mirent en outre à ouvrir des comptes rémunérés tout comme le ferait une banque. Le fameux ministre est l'un de ceux qui possédaient un compte chez les Chaumet. En touchant un intérêt sur l'argent déposé sur ce compte, il participait indirectement aux affaires spéculatives de la dite société.

actions, etc. Le gonflement démesuré du crédit, par suite des besoins de la production, conduit à l'accumulation d'une masse gigantesque de titres en tout genre (traites, obligations, actions, etc.) qui n'est rien d'autre qu'une montagne de papier dont la valeur est purement fictive. Que survienne la crise et leur valeur nominale se dégonfle comme un ballon de baudruche, chacun cherchant à s'en débarrasser contre de l'argent comptant. Mais à ce moment l'argent est rare et donc cher.

Comment en arrive-t-on à cet état de chose ? D'un côté l'augmentation de la production crée un afflux constant de capital argent, de l'autre, le besoin en capital argent, surtout par suite de la baisse tendancielle du taux de profit, qui fait que cet afflux s'accroît de moins en moins vite, dépasse les possibilités du marché faisant ainsi monter les taux d'intérêt en rendant de plus en plus difficile la valorisation de l'immense masse de capital jetée constamment sur le marché, provoquant à la fin la paralysie du commerce et de l'industrie. La spéculation elle-même, en se surajoutant, contribue puissamment à la montée des taux d'intérêt. En effet les chevaliers du crédit, qui se lancent à corps perdu dans la spéculation, peuvent payer des intérêts élevés puisqu'ils le font en puisant dans la poche des autres, comme le fait remarquer Marx.

Tout ce processus qui aboutit à une accumulation gigantesque de titres, en partie spéculative, et dont la masse dépasse de loin le volume de l'argent en circulation ou tenu en réserve dans les coffres des banques centrales (celles qui sont autorisées à battre monnaie.), n'est que l'expression d'une croissance industrielle conduite de plus en plus sur la base du système de crédit. Si le crédit permet de repousser plus loin les limites offertes par la société bourgeoise à la production, elle n'a pas pu les supprimer et il arrive un moment où il faut passer à la caisse. Les taux d'intérêt montent alors et la surproduction générale apparaît en plein jour.

« Dans un système de production où tout l'édifice complexe du procès de reproduction repose sur le crédit, si le crédit cesse brusquement et que seuls aient cours les paiements en espèces, on voit bien qu'une crise doit alors se produire, une ruée sur les moyens de paiements. A première vue donc, toute la crise se présente comme une simple crise de crédit et d'argent. Et, en fait, il ne s'agit que de la convertibilité des effets de commerce en argent. Mais dans leur majorité, ces traites représentent des achats et des ventes réels, dont le volume dépasse de loin les besoins de la société, ce qui est en définitive à la base de toute la crise. Mais, parallèlement, une quantité énorme de ces effets ne représente que des affaires spéculatives qui, venant à la lumière du jour, y crèvent comme des bulles ; ou encore ce sont des spéculations menées avec le capital d'autrui, mais qui ont mal tourné ; enfin des capitaux marchandises qui sont dépréciés ou même totalement invendables, ou des rentrées d'argent qui ne peuvent plus avoir lieu. Tout ce système artificiel d'extension forcée du procès de reproduction ne saurait naturellement être remis sur pied parce qu'une banque, par exemple la Banque d'Angleterre, s'avise alors de donner à tous les spéculateurs, en papier-monnaie émis par elle, le capital qui leur manque, d'acheter à leur ancienne valeur nominale la totalité des marchandises dépréciées. » (p 151-152.)

III. DE LA REPRISE ÉCONOMIQUE A LA CRISE BOURSIÈRE.

1. LA MONTÉE DES TAUX EN 1974 ET 1980 - 1981.

Donc, durant les quelques mois qui précèdent la crise, les taux d'intérêt montent pour atteindre leur maximum durant la crise : l'argent se fait rare et coûte cher, et le capital marchandise qui encombre les marchés se dévalorise massivement, ainsi que les traites qui le représentent, les actions, etc.

Si l'on se reporte aux statistiques fournies par « International Financial Statistics » de l'ONU,

l'on constate effectivement cette montée des taux d'intérêt pour chaque crise.

Trois taux d'intérêt sont intéressants à suivre. Le taux d'escompte des banques centrales, qui correspond au prix qu'elles font payer pour prêter de l'argent aux autres banques. Le taux du marché des obligations, qui correspond aux emprunts à long terme et qui aux États Unis est désormais entièrement accaparé par le trésor public. Et le taux des prêts, à court et moyen terme, que les banques font aux entreprises. Pour des raisons de place nous ne rapporterons que le premier tableau.

Dans nos statistiques aux six pays occidentaux que nous suivons habituellement nous avons ajouté la Belgique, qui est un vieux pays industrialisé et qui a une position charnière en Europe du Nord, entre la France, l'Allemagne et l'Angleterre. La Belgique fut détachée de la France par la Sainte alliance au début du siècle dernier, justement à cause de sa situation géographique, pour jouer un rôle de tampon contre-révolutionnaire.

| ONU | TAUX D'ESCOMPTE OFFICIEL | | | | | | | | | | | | | | | | |
|-------------------|--------------------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| | 1970 | 71 | 72 | 73 | 74 | 75 | 76 | 77 | 78 | 79 | 80 | 81 | 82 | 83 | 84 | 85 | 86 |
| BELGIQUE | 6,50 | 5,5 0 | 5,0 0 | 7,7 5 | 8,7 5 | 6,0 0 | 9,0 0 | 6,0 0 | 10, 5 | 12, 0 | 15, 0 | 11, 5 | 10, 0 | 11, 0 | 9,7 5 | 8,0 0 | 8,0 0 |
| ALLEMAGNE | 6,00 | 4,0 0 | 4,5 0 | 7,0 0 | 6,0 0 | 3,5 0 | 3,5 0 | 3,0 0 | 3,0 0 | 6,0 0 | 7,5 0 | 7,5 0 | 5,0 0 | 4,0 0 | 4,5 0 | 4,0 0 | 3,5 0 |
| FRANCE | 7,00 | 6,5 0 | 7,5 0 | 11, 0 | 13, 0 | 8,0 | 10, 5 | 9,5 0 |
| ITALIE | 5,50 | 4,5 0 | 4,0 0 | 6,5 0 | 8,0 0 | 6,0 0 | 15, 0 | 11, 5 | 10, 5 | 15, 0 | 16, 5 | 19, 0 | 18, 0 | 17, 0 | 16, 5 | 15, 0 | 12, 0 |
| ANGLETERRE | 7,00 | 5,0 0 | 9,0 0 | 13, 0 | 11, 5 | 11, 2 | 14, 2 | 7,0 | 12, 5 | 17, 0 | 14, 0 | | | | | | |
| ÉTATS-UNIS | 5,50 | 4,5 0 | 4,5 0 | 7,5 0 | 7,7 5 | 6,0 0 | 5,2 5 | 6,0 0 | 9,5 0 | 12, 0 | 13, 0 | 12, 0 | 8,5 0 | 8,5 0 | 8,0 0 | 7,5 0 | 5,5 0 |
| JAPON | 6,00 | 4,7 5 | 4,2 5 | 9,0 0 | 9,0 0 | 6,5 0 | 6,5 0 | 4,2 5 | 3,5 0 | 6,2 5 | 7,2 5 | 5,5 0 | 5,5 0 | 5,0 0 | 5,0 0 | 5,0 0 | 3,0 0 |

En donnant un coup d'œil au tableau l'on peut voir que les taux d'intérêt, à quelques exceptions près, rejoignent leurs maxima en 74 (73-74 pour les taux d'escompte) et 80-81. Entre ces deux maxima les taux diminuent, pour remonter ensuite peu avant la nouvelle crise.

A partir de 82-83 on peut constater une diminution lente, mais régulière des taux d'intérêt. Cette diminution accompagne la reprise économique vigoureuse qui se fait sentir aux États-Unis et au Japon à partir de 83. Toutefois cette diminution des taux n'est pas aussi importante qu'elle paraît et

même s'inversera à partir de 85 en valeur réelle, par suite de la diminution de l'inflation qui a fait suite à la reprise industrielle, pour atteindre, comme on le verra, des niveaux records. Ce qui annonce une nouvelle récession et cette fois-ci historique !

2. 1983-84 : REPRISE ÉCONOMIQUE, MAIS AU PRIX D'UN ÉNORME ENDETTEMENT.

A partir de 1983 l'on a une vigoureuse reprise industrielle en Amérique. Reprise de courte durée puisqu'elle atteindra son maximum en 84 (+10,9%), pour ralentir en 85 (+2,7%) et devenir négative en 86 avec un petit -0,9%. La courbe industrielle du Japon est exactement parallèle à celle des États-Unis. En Europe la reprise économique sera plus tardive en ne se faisant sentir qu'à partir de 1984 et sera de plus de faible ampleur. La plupart des pays européens ne rattrapant, ou ne dépassant leur maximum antérieur qu'en 85 (fin 86 pour l'Italie). 1986 au contraire aura été une année de stagnation générale.

Dans son ensemble la reprise économique n'a pas été merveilleuse. Elle s'est faite au prix d'un endettement fantastique et elle a été accompagnée d'une spéculation inouïe, jamais vue jusqu'ici dans cette après guerre. Surtout, sans les importations massives de produits industriels de la part des États-Unis, le monde serait aujourd'hui en pleine récession. Pour s'en convaincre il suffit de regarder les statistiques fournies par l'ONU : 1983 : +11% ; 1984 : +25% ; 1985 : +12% ; 1986 : +15%.

| ONU | INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE | | | | | | | | | | | | | | | | |
|------------|--------------------------------------|----|----|-----|----|----|----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| | BASE 100 = 1980 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 1970 | 71 | 72 | 73 | 74 | 75 | 76 | 77 | 78 | 79 | 80 | 81 | 82 | 83 | 84 | 85 | 86 |
| LE MONDE | 74 | 76 | 81 | 88 | 88 | 81 | 87 | 91 | 95 | 100 | 100 | 100 | 96 | 99 | 104 | 110 | 111 |
| ÉTATS-UNIS | 72 | 73 | 80 | 87 | 86 | 78 | 85 | 92 | 98 | 102 | 100 | 102 | 95 | 101 | 112 | 115 | 114 |
| JAPON | 67 | 69 | 73 | 85 | 81 | 72 | 80 | 84 | 89 | 96 | 100 | 101 | 101 | 105 | 117 | 122 | 122 |
| ALLEMAGNE | 84 | 85 | 88 | 93 | 91 | 85 | 91 | 93 | 95 | 100 | 100 | 98 | 95 | 95 | 98 | 103 | 105 |
| ANGLETERRE | 90 | 90 | 91 | 100 | 98 | 92 | 95 | 100 | 103 | 107 | 100 | 97 | 98 | 102 | 103 | 108 | 110 |
| FRANCE | 74 | 79 | 83 | 89 | 91 | 85 | 92 | 93 | 96 | 99 | 100 | 98 | 98 | 99 | 100 | 101 | 102 |
| ITALIE | 71 | 71 | 74 | 81 | 84 | 77 | 86 | 85 | 89 | 95 | 100 | 98 | 95 | 92 | 95 | 97 | 99 |
| BELGIQUE | 80 | 82 | 88 | 93 | 96 | 87 | 95 | 95 | 97 | 101 | 100 | 97 | 98 | 99 | 102 | 104 | 105 |

| ONU | INCREMENT DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE | | | | | | | | | | | | | | | | |
|------------|---|-----|-----|------|------|-------|------|------|-----|-----|------|------|------|------|------|-----|------|
| | 1970 | 71 | 72 | 73 | 74 | 75 | 76 | 77 | 78 | 79 | 80 | 81 | 82 | 83 | 84 | 85 | 86 |
| LE MONDE | 1,3 | 2,7 | 6,6 | 8,6 | 0,0 | -8,0 | 7,4 | 4,6 | 4,4 | 5,3 | 0,0 | 0,0 | -4,0 | 3,1 | 5,1 | 5,8 | 0,9 |
| ÉTATS-UNIS | -4,0 | 1,4 | 9,6 | 8,8 | -1,1 | -9,3 | 9,0 | 8,2 | 6,5 | 4,1 | -2,0 | 2,0 | -6,9 | 6,3 | 10,9 | 2,7 | -0,9 |
| JAPON | 13,5 | 3,0 | 5,8 | 16,4 | -4,7 | -11,1 | 11,1 | 5,0 | 6,0 | 7,9 | 4,2 | 1,0 | 0,0 | 4,0 | 11,4 | 4,3 | 0,0 |
| ALLEMAGNE | 6,3 | 1,2 | 3,5 | 5,7 | -2,2 | -6,6 | 7,1 | 2,2 | 2,2 | 5,3 | 0,0 | -2,0 | -3,1 | 0,0 | 3,2 | 5,1 | 1,9 |
| ANGLETERRE | 0,0 | 0,0 | 1,1 | 9,9 | -2,0 | -6,1 | 3,3 | 5,3 | 3,0 | 3,9 | -6,5 | -3,0 | 1,0 | 4,1 | 1,0 | 4,9 | 1,9 |
| FRANCE | 5,7 | 6,8 | 5,1 | 7,2 | 2,2 | -6,6 | 8,2 | 1,1 | 3,2 | 3,1 | 1,0 | -2,0 | 0,0 | 1,0 | 1,0 | 1,0 | 1,0 |
| ITALIE | 7,5 | 0,0 | 4,2 | 9,5 | 3,7 | -8,3 | 11,7 | -1,2 | 4,7 | 6,7 | 5,3 | -2,0 | -3,1 | -3,2 | 3,3 | 2,1 | 2,1 |
| BELGIQUE | 2,5 | 2,5 | 7,3 | 5,7 | 3,2 | -9,4 | 9,2 | 0,0 | 2,1 | 4,1 | -1,0 | -3,0 | 1,0 | 1,0 | 3,0 | 2,0 | 1,0 |

3. LES IMPORTATIONS AMÉRICAINES TIRENT L'INDUSTRIE MONDIALE.

Aucun autre pays industrialisé n'a importé autant. Au contraire, Japon et Allemagne en tête, tous se mirent à exporter plus qu'ils n'importaient. Dans le même temps, si les États-Unis voyaient l'indice de leurs exportations remonter légèrement à partir de 1983, il n'en restait pas moins encore en 1986 toujours inférieur de 14% à son maximum de 1980.

On le sait, le résultat est un déficit commercial record, qui a entraîné à son tour un endettement croissant des États-Unis vis à vis du monde extérieur. La balance des paiements qui était positive jusqu'en 1981 devint déficitaire : -107 milliard de dollars en 1984 et -117,7 milliards en 1985. Depuis les choses se sont encore aggravées. Si bien que les États-Unis vivent à crédit sur le monde entier.

La dette extérieure américaine s'accroît au rythme de 12 milliards de dollars par mois. De 220 milliards de dollars en 1986 elle a dépassé les 300 milliards fin 87, et l'on prévoit qu'elle pourrait égaler le PIB français en 1990. Il est évident qu'une telle situation ne peut pas durer. Les conséquences en sont la montée des taux d'intérêt et la dévaluation du dollar qui depuis 1985 ne fait que dégringoler. Ce qui veut dire que l'on est déjà dans une situation de surproduction générale.

4. 1986 : CONTRACTION DU MARCHÉ MONDIAL.

L'on retrouve les mêmes conditions qu'avant les récessions de 1975 et de 1980-82 : dévaluation du dollar pour sauver l'économie américaine et hausse des taux d'intérêt. Mais dans une situation

générale qui s'est nettement aggravée pour le capitalisme. D'un côté le marché américain tend à se fermer aux exportations européennes et japonaises, de l'autre les marchés qui s'étaient ouverts après la crise de 1975 sont en pleines contractions.

Les pays de l'Est et les pays en développement, par suite de leur endettement croissant (126 milliards de dollars pour les pays de l'Est et 1200 milliards de dollars pour les PVD³ en 1987), tendent à importer le moins possible et à exporter au maximum ; ces derniers tendent même à augmenter leurs échanges Sud-Sud, au détriment de leurs échanges avec les pays industrialisés. Le temps où ces pays importaient massivement des capitaux et des marchandises pour s'industrialiser est révolu. Pour pouvoir payer leurs dettes, non seulement les PVD ont réduit notablement leurs importations, mais leurs nouvelles industries, jeunes et compétitives, exerce une vive concurrence à l'encontre de celles des vieux pays industrialisés. De 1984 à 1986, la part des PVD dans l'achat des produits manufacturés se serait réduite de 5% représentant un manque à gagner de 43 milliards de dollars. Voici ce qu'écrivait "Le Monde" du 25-03-86 sur la situation économique et sociale de ces pays et sur les conséquences de la fermeture de leurs marchés.

« Sur quinze ans pourtant, l'évolution a été telle, avec la diversification étonnante de leurs productions compétitives, qu'elle devrait frapper tous ceux qui doutaient d'un décollage industriel du tiers-monde. (...) Certes, les versements fortement majorés par l'augmentation des taux d'intérêt et la hausse du dollar ont contribué à l'élimination de concurrents gênants. Il s'agit de milliers de fermetures d'usines et d'arrêts de chantiers, de millions d'hommes privés de travail, d'une chute de revenus par habitant de 10% en trois ans en Amérique latine. Une longue souffrance et un recul économique (...) Dans l'immédiat, les versements exigés ne peuvent être assurés que par une offensive commerciale désespérée des pays endettés, et la fermeture de leurs marchés. Avec toutes les suites et contradictions pour les économies industrielles. »

Comme on le voit ces pays sont bien exploités et pressurés par le capital financier international. Cela n'empêchera pas le capitalisme des pays développés de connaître la récession et la déflation comme nous la lui augurons.

La situation des PVD s'est encore trouvée aggravée par la baisse du prix des matières premières liée à une surproduction, d'autant plus importante que l'industrie mondiale a connu en 1986 un ralentissement général. Dans le même temps l'effondrement des cours du pétrole a diminué les importations des pays de l'OPEP (-24% en 1986 et -22% en 1987). C'est surtout l'Europe dont le commerce est important avec ces pays qui en a ressenti les effets.

D'après les économistes bourgeois eux-mêmes, les échanges mondiaux n'auraient sûrement pas dépassé leur niveau de 1981 sans les importations américaines. En 1986, l'augmentation des profits et des revenus consécutifs à la diminution du prix du pétrole et des matières premières, et donc l'augmentation du marché intérieur qui en est résultée pour les pays industrialisés, n'a pas permis de compenser la contraction du marché mondial.

A ce propos le journal « Le Monde » nous donne des chiffres non dénués d'intérêt sur la croissance industrielle et les exportations d'après guerre. En fait il serait plus intéressant d'avoir ces mêmes chiffres pour les importations qui exprime l'extension du marché, les exportations reflétant de leur côté, comme nous l'enseigne Marx, la croissance industrielle. Dans un travail ultérieur nous verrons à nous procurer ces mêmes chiffres, afin de mettre en parallèle, comme nous l'avons déjà fait dans le passé, la croissance du marché mondial et celle de l'industrie, afin de saisir le moment où les deux courbes se croisent, indiquant ainsi « l'heure » de la crise.

3 Pays en voie de développement.

Bref, d'après ce journal les exportations internationales de marchandises ont augmenté de 9% entre 1963 et 1973 ; de 4% entre 1973 et 1979 ; et de 2% entre 1979 et 1984 ; contre respectivement 6%, 3% et 1,5% pour la production industrielle. Ces deux séries de chiffres sont bien parallèles, comme il se devait et confirment la théorie de la baisse tendancielle du taux de profit, pour laquelle nous avons tracé un vaste tableau économique dans notre numéro 11-12 (« Volcan de la Production ou Marais du Marché ? »).

5. ENDETTEMENT GALOPANT DES ÉTATS ET MONTÉE DES TAUX.

En résumé la reprise économique, qui a fait suite à la récession de 1980 -1982, n'a pas été mirobolante et montre les premiers signes de la fin. Celle-ci s'est faite au prix d'un endettement fantastique, tant des États, que des entreprises et des particuliers.

Nous ne disposons pas de toutes les données statistiques, mais les quelques chiffres que nous avons pour les États-Unis et la France sont suffisamment éloquents. En 1986, le total de la dette (publique et privée) a dépassé 7400 milliards de dollars, soit sur un an une augmentation de près de 1000 milliards de dollars ! Colossal n'est-ce pas ? On se rendra mieux compte de son énormité en rapportant la valeur à celle du PNB. On obtient alors le chiffre de 177% ! Soit le ratio le plus élevé depuis les années trente. La dette publique quant à elle représente environ le 1/4 de ce chiffre fantastique ; soit plus de 2000 milliards de dollars en 1986, contre 1000 milliards en 1981 : plus du double, en partant d'un chiffre pourtant déjà élevé. D'après les journaux, le déficit public absorberait les 2/3 de l'épargne nationale.

Mais l'État américain n'est pas le seul à s'endetter à ce point. Comme nous l'avons montré dans notre numéro 11-12, tous les autres pays suivent la même pente. Ainsi par exemple pour la France, l'on apprend que la dette publique pourrait passer de 22,6% du PIB en 1984, à 31% de ce même PIB en 1990.

Les États-Unis ne peuvent se payer le luxe d'un tel endettement que parce qu'ils vivent à crédit sur le monde entier. Toutefois il arrivera un moment où le fardeau de la dette extérieure deviendra intolérable, moment d'autant plus proche qu'elle s'accroît à un rythme exponentiel. Alors l'État américain sera contraint de se déclarer en faillite, comme il advint pour l'État anglais durant la grande crise de 1848.

Pour le moment le résultat d'un tel endettement est de pousser à la hausse des taux d'intérêt. En effet la dette devient si gigantesque et la demande d'argent si importante que les investisseurs étrangers, notamment japonais, rechignent de plus en plus à acheter des bons du trésor américains ; la baisse du dollar elle-même aggravant encore la situation, les obligations antérieurement achetées se trouvant dévalorisées d'autant. De ce fait les investisseurs n'acceptent d'acheter des bons du trésor qu'à condition d'augmenter la prime de risque, c'est à dire les taux d'intérêt.

La dette américaine, et de façon plus générale l'endettement croissant de tous les États, a été l'un des facteurs les plus importants ayant contribué à la hausse de ces taux qui a conduit au Krach boursier le plus retentissant depuis 1929.

6. QUAND LES BOURGEOIS SE LANCENT CORPS ET ÂME DANS LA SPÉCULATION

La situation économique d'aujourd'hui est la répétition de celle qui a précédé la grande dépression des années 1930 -1931, mais en plus grave. A l'époque la production industrielle américaine avait augmenté de 11% de Janvier 1928 à août 1929 (aggravant d'autant la surproduction), le budget fédéral était équilibré et la balance commerciale excédentaire.

Tout comme aujourd'hui, les années 1928 - 1929 avaient connu une véritable orgie spéculative. Elle avait été précédée par une diminution des taux d'intérêt de la Banque fédérale de New-York, qui étaient passés de 4% à 3,5%. Là encore la similitude des événements est frappante. En 1986, dans un effort désespéré pour doper l'économie, les Américains ont abaissé quatre fois leurs taux d'escompte.

Aux mêmes causes, les mêmes effets. Dans le contexte général de surproduction, ces diminutions successives, au lieu de stimuler la croissance industrielle, stimulèrent surtout la spéculation à Wall Street. Adolph C Miller, qui travailla à la Banque fédérale américaine, et dont les propos sont rapportés par JK Galbraith, dans son livre « the Great Crash 1929 », décrit par la suite les effets de la réduction du taux d'escompte de 1927, comme : « (...) l'une des erreurs les plus coûteuses commise par elle, ou par n'importe quel autre système bancaire durant les derniers 75 ans ». Et Galbraith d'ajouter : « Les fonds que la Réserve Fédérale rendit disponibles étaient soit investis dans l'achat d'actions à la bourse, ou (et plus important) ils devenaient disponibles pour aider à financer l'achat d'actions par d'autres. Ainsi pourvus de fonds les gens se ruèrent sur le marché. » Un autre bourgeois, toujours cité par Galbraith, conclut : « A partir de ce moment, suivant toutes évidences, la situation échappa complètement à tout contrôle. »

Les mêmes événements se répétèrent en 1986 - 1987. L'indice Dow Jones, parti de 1200 au début de 1985, était passé à 1500 -1800 dans les premiers mois de 1986, où il plafonna ensuite à ce niveau durant quelques temps dans l'attente d'une réforme. Puis à partir du début Janvier 1987 ce fut l'envolée, plus de 30% de hausse, l'indice passant de 1900 à 2722, son record historique qu'il atteignit le 22 août 1987. Nous trouvons une description des mêmes scènes, mais pour 1928, rapportées par le journal « Le Monde » du 23-10-1987.

« Dès le début 1928, une véritable orgie spéculative se développe, elle est encouragée par la pratique des « ventes sur marges » : les acheteurs au lieu de verser la totalité de leurs achats, ne payent que 10% au comptant de la valeur acquise, et déposent des titres de garantie pour les 90% restant, lesquels sont empruntés par les agents de change (« Brokers »), à des taux bien supérieurs à ceux du marché auprès des banques. Les prêts des Brokers passeront de 1,5 milliards de dollars au début des années vingt, à 2,5 milliards en 1926 et à 7 milliards à la fin de 1928, témoins de l'ampleur prise par la spéculation. »

On se doute bien que nos « modernes » golden boys, et avec eux les institutions qui les employaient, ont fait mieux que leurs ancêtres de 1929.

Lorsque le capital arrive en fin de cycle, la spéculation est inévitable. Elle exprime simplement ce fait que « l'expansion industrielle est de plus en plus conduite sur la base du système du crédit » et qu'elle réclame toujours plus, pour se maintenir, des facilités de paiement. Le crédit, tout en permettant à la production de repousser plus loin les limites imposées par les rapports de propriété, permet aussi, comme on l'a vu, la spéculation. Plus la société vit à crédit et plus la

spéculation se développe. Spéculations industrielles et commerciales d'abord, sans parler de la spéculation immobilière sur les terrains et la construction, puis ensuite, lorsque la production industrielle s'est gonflée démesurément, de telle sorte que s'annonce déjà la surproduction et la crise, spéculation boursière.

Aucun bourgeois, dans ces conditions, ne résiste à la perspective d'un gain facile et immédiat. Tentation qui s'est encore trouvée renforcée du fait du ralentissement général de la production industrielle. Et phénomène important, pour la première fois dans cet après guerre ; la diminution de la croissance industrielle s'accompagne d'une baisse notable de l'inflation, alors que jusqu'ici elle avait augmenté régulièrement avec la croissance industrielle, et qu'elle persistait même durant les crises économiques.

D'après les statistiques pour la zone OCDE, elle se maintenait au rythme de 1 à 2% par an, en moyenne, de 1952 à 1965, elle passa ensuite à 5% par an en moyenne de 1965 à 1972, pour s'accélérer ensuite et atteindre son maximum en 1980, avec des taux dépassant, dans la plupart des pays, 10% l'an. Depuis le processus s'est inversé : +4,5% en 1985 et +2,7% en 1986.

Nous ne disposons pas du chiffre de 1987, mais l'on sait qu'il est légèrement supérieur à celui de 1986, à cause d'une certaine accélération de la production aux États-Unis, au Japon et dans certains pays d'Europe, dont l'Angleterre qui n'a rejoint et dépassé son maximum de 1979 qu'en 1985. L'Allemagne au contraire voit sa croissance industrielle continuer de ralentir, à cause de la stagnation de ses exportations, et même de leurs régressions en volume. Toutefois l'inflation a recommencé à diminuer ces derniers mois, battant même des records à la baisse.

Cette « désinflation », comme la désigne la presse bourgeoise, ne fait qu'exprimer l'état d'engorgement dans lequel se trouvent les marchés, et subséquentement la concurrence acharnée que se livrent les capitalistes entre eux, qui n'hésitent pas, pour maintenir leurs parts de marché, à diminuer leur marge bénéficiaire, avant d'être contraints de vendre à perte. Dans ces conditions il est évidemment plus avantageux de spéculer que d'investir. Nous citerons ici les propos, tout à fait éloquentes, d'un industriel français, rapportés par « Le Monde » du 10-02-1987.

« La totalité des gros profits que nous avons encaissés l'an dernier provenait, de nos placements sur le marché financier, me disait récemment le président de la filiale argentine d'un très important groupe français. » Et le journaliste de commenter : « En effet les producteurs de biens réels (produits manufacturés et agricoles, matières premières, services) se font une concurrence acharnée qui pèse sur les prix, contribuant à maintenir un taux d'inflation relativement bas. Résultat : il est devenu plus rémunérateur d'acheter des titres que de procéder à des investissements matériels (équipement, usines, etc.). »

Pourquoi investir lorsque l'on n'est pas assuré de vendre. Notre journaliste, et avec lui beaucoup de bourgeois et tous les petits bourgeois, croit qu'il suffirait d'arrêter la spéculation pour que les investissements reprennent et que la production redémarre de plus belle. Il ne comprend pas que l'accumulation du capital est devenue si démesurée, qu'il ne peut réaliser sa valeur qu'à crédit. Aussi tous les bourgeois se jetèrent corps et âme dans la spéculation avec une frénésie en rapport avec la formidable accumulation de capital de cet après-guerre.

Les capitaux du monde entier (réels ou fictifs) affluèrent sur les différentes places boursières, principalement Wall Street, la City et celle de Tokyo. A ce sujet l'on pouvait lire dans « Le Monde » du 14-08-1987 : « (...) pour le premier trimestre, les placements étrangers en valeurs mobilières américaines se sont faits à un rythme annuel de 37,2 milliards de

dollars, soit deux fois le montant net de l'augmentation des placements enregistrés l'année précédente et sept fois celui de 1985. »

Les rachats d'entreprises ou de participation eux-mêmes, bien souvent, n'avaient pas un but économique, mais purement spéculatif, obligeant les entreprises à s'endetter pour racheter leurs parts au prix fort afin de ne pas perdre leur propre contrôle ; les fameux OPA (offre publique d'achat) dont la presse a tant parlé.

« La plus grande vague d'achats et de ventes de groupes industriels entiers, dans l'histoire américaine, commence à répandre l'alarme générale. La recherche du profit fait monter le prix des actions à des niveaux que personne n'avait jamais envisagé pour 1985. Mais dans le processus, les entreprises industrielles et commerciales américaines se sont lourdement endettées afin de verser les milliards de dollars nécessaires au rachat de leur contrôle. (...) La Fédérale Réserve (la banque centrale américaine, ou FED) dit que le ratio entre la dette des entreprises et leur valeur de marché équivaut à 71,4%, un haut niveau, mais en aucun cas un record. Ce qui rend ce ratio alarmant, d'après les économistes, c'est que tant la valeur des entreprises que le niveau de leur endettement sont extraordinairement élevés ; bien que depuis 1981 on assiste à une vaste accumulation de dettes, à la suite de la vague de profits spéculatifs, l'accroissement en valeur des entreprises a grossièrement gardé le pas avec celui de l'endettement, principalement à cause de la montée des valeurs boursières et de l'expansion économique générale. Mais beaucoup craignent que le fardeau du service de la dette puisse heurter gravement l'industrie américaine en cas de profonde récession et de chute des profits. (...) un nouveau type de contrôle est apparu depuis 5 ans ; achat non pas en vue d'une expansion ou d'une diversification, mais seulement pour liquider une compagnie en vue d'un profit immédiat. » (« The Herald Tribune » du 10-01-1986).

7. EN ROUTE POUR UN NOUVEAU 1929, BIEN PLUS FORMIDABLE ENCORE !

Voilà où aura conduit la folle accumulation de capital de cet après-guerre. Un gigantesque engorgement des marchés, doublé d'un endettement colossal, une spéculation frénétique, puis une récession et une dévalorisation massive du capital marchand en rapport à l'accumulation antérieure. Cette spéculation ne pouvait à son tour que faire monter les taux d'intérêts. Tous ces facteurs, gonflement démesuré du capital marchandise, endettement colossal, tant des entreprises que des différents États, et en premier lieu, à tout seigneur tout honneur, celui des États-Unis, spéculation sans frein, conduisent à la montée des taux d'intérêt, prélude à la récession générale qui cette fois sera historique.

8. LA MONTÉE DES TAUX ET LE KRACH BOURSIER.

Après avoir rejoint leurs maxima avec la crise de 1980 - 82, les taux d'intérêt, tout en restant à un niveau élevé, ont nominalement diminué depuis. Toutefois hors inflation le processus s'est inversé, si bien qu'en valeur réelle ils atteignent désormais des sommets historiques. A partir de fin mars 1987, tant à cause de la spéculation, qui cette année a battu tous ses records, qu'à cause de la demande insatiable de fonds de la part du trésor américain, tous les taux d'intérêt à moyen et long terme se sont mis à grimper.

Tous les économistes bourgeois ont dirigé leurs critiques sur la boulimie du trésor américain et sur le déficit record du budget fédéral des États-Unis. Ces derniers ont effectivement un poids incomparable dans l'économie mondiale, néanmoins tous les États sont aujourd'hui hyper endettés et tous entrent en concurrence pour leurs emprunts avec les entreprises sur les marchés des capitaux

à long terme.

Il n'en est pas moins vrai que dès fin mars, le rendement des emprunts du trésor américain augmente régulièrement sous la pression des prêteurs, notamment japonais, peu rassurés sur la situation économique américaine et sur la dégringolade du dollar qui dévalorisait d'autant les obligations antérieurement contractées.

Notamment le taux des obligations à 30 ans, considérées comme un emprunt phare, s'éleva régulièrement, prenant de la hauteur à chaque appel trimestriel d'un trésor de plus en plus gourmand. De 7,50% il franchit le seuil des 8%, puis des 9% et enfin des 10% pour atteindre le maximum de 10,44% juste avant le krach boursier. Si nous prenons le prime rate, qui correspond aux prêts consentis par les banques aux meilleures entreprises, nous retrouvons le même phénomène.

| 1987 | | | | | |
|-------|-------|---------|-------|-------|-------|
| MAI | JUIN | JUILLET | AOÛT | SEPT | OCT |
| 8,14% | 8,25% | 8,25% | 8,25% | 8,75% | 9,25% |

Dans ces conditions les taux d'escompte des différentes banques centrales ne pouvaient à leur tour que monter. C'est ce mouvement général de hausse des taux qui provoqua le krach boursier.

Marx fait remarquer que la valeur des actions monte ou baisse en raison inverse des taux d'intérêt. Lorsque la valeur des titres boursiers s'élève, leur rendement (c'est à dire l'intérêt rapporté à leur valeur) diminue d'autant. Par rapport à d'autres titres ou obligations dont l'intérêt augmente elles se trouveront dépréciées. C'est ce qui s'est passé en octobre. D'autre part la cherté de l'argent a contraint un certain nombre d'institutions et d'entreprises à se défaire de leurs titres pour se procurer de l'argent : « Aux époques de basses eaux sur le marché de l'argent, ces titres verront donc leurs prix s'effondrer pour deux raisons ; d'abord parce que le taux d'intérêt monte, et ensuite, parce qu'ils sont jetés sur le marché en quantités massives par ceux qui veulent les réaliser en argent. » (Le Capital, livre troisième, tome II, p 130).

Tous les bourgeois, après avoir connu les délices et le délire de la montée des cours sont alors saisis par la terreur et chacun se presse de vendre à qui mieux mieux. « Quand la panique règne, un homme d'affaires ne se demande pas à quel taux il peut investir ses billets de banque, ou s'il va perdre 1 ou 2% en vendant ses bons du trésor ou son 3%. Quand il se trouve sous l'influence de la terreur, peu lui importe le gain ou la perte. Il se met lui même à l'abri, le reste du monde peut faire ce qu'il veut. » (idem, p79.).

On connaît le résultat : des millions et des millions de titres vendus en une seule journée. Tous les mass media ont à cette occasion parlé de pertes fabuleuses ; 1000 milliards de dollars à Wall Street, 405 milliards de dollars à la bourse de Tokyo, etc. Tous ces chiffres mirobolants ne sont rien d'autre que des fadaises. La montagne de papiers que représentent ces titres n'a aucune valeur par elle même. Le capital argent qui a été dépensé à leur achat est consommé depuis longtemps, soit dans la production par l'industrie, soit de façon stérile dans des affaires louches et spéculatives, soit improductivement pour les besoins de l'État. Dans tous les cas il n'y a pas création de valeur à la bourse. Et si le Krach boursier n'annonçait pas la récession générale, les nations ne se retrouveraient pas plus pauvres qu'avant.

Comme l'indique Engels, dans une lettre que nous publierons à la fin de cet article, **la bourse est avant tout un lieu où les bourgeois s'escroquent mutuellement**. Et le krach boursier a pour effet de **concentrer** les titres dans la poche de quelques-uns au détriment des autres.

« La dépréciation qu'ils ont subi pendant la crise est un puissant moyen de centralisation de la richesse financière. Si la chute ou la montée des cours de ces titres n'a pas de rapport avec le mouvement de la valeur du capital réel qu'ils représentent, la richesse d'une nation est aussi grande avant leur dépréciation ou la hausse de leur valeur qu'après.

Si cette dépréciation ne traduisait pas un arrêt réel de la production et du trafic par canaux et voies ferrées, ou d'entreprises déjà en chantier ou la dilapidation de capital dans des affaires positivement sans valeur, l'éclatement de ces bulles de savon gonflées de capital argent nominal ne ferait pas la nation plus pauvre d'un liard. » (idem, p131.)

Ceux qui y ont laissé des plumes, outre certains spéculateurs et gros bourgeois, sont avant tout les petits bourgeois, mais bien entendu nous ne verserons pas une larme sur ces couillons qui ne méritent de toute façon que coup de pied au cul, sinon des coups de trique.

Mais pour revenir aux affirmations des mass media, qui présentent le krach boursier comme une catastrophe générale qui aurait appauvri les nations et pourrait entraîner une récession, par suite d'une réduction du marché à la suite de ces pertes ; étant incapables, pour des raisons de classe, de comprendre l'origine de la valeur, ils renversent la réalité des choses en prenant l'effet pour la cause.

En conclusion nous donnerons l'analyse que Marx-Engels firent en 1850, dans la « Neue Rheinische Zeitung », des événements économiques qui précédèrent la grande crise de 1847-1848 :

« Les années 1843-45 furent des années de prospérité industrielle et commerciale. Nécessaire conséquence de la dépression industrielle, quasi continue, durant la période 1837-1842. Comme toujours, très rapidement la prospérité donna naissance à la spéculation. Régulièrement la spéculation apparaît quand la surproduction est déjà pleinement développée. Elle fournit des canaux par lesquels cette surproduction peut momentanément être détournée, bien que dans le même temps elle hâte la venue de la crise et amplifie son impact. La crise elle-même apparaît d'abord sur le terrain de la spéculation et s'empare seulement après de la production. Ce n'est donc pas la surproduction, mais la surspéculation, qui n'est en soi qu'un simple symptôme de la surproduction, qui apparaît, à une vue superficielle, comme la cause de la crise. L'interruption violente de la production qui suit, n'apparaît pas comme la nécessaire conséquence de son exubérance antérieure, mais purement comme la répercussion de l'effondrement spéculatif. » (Collected Works of Marx-Engels. Volume 10. p 490).

IV. BIEN CREUSÉ VIEILLE TAUPE !

1. LA CRISE DE 1975.

1975 fut la première grande récession de cet après guerre qui frappa en même temps toutes les grandes nations industrialisées, y compris les pays de l'Est. Toutefois l'on ne connut pas la grande crise d'entre deux guerres que notre parti attendait.

Le capitalisme, dans les grandes pays impérialistes, n'avait pas brûlé toutes ses réserves et disposait encore suffisamment de marges de manœuvre et de ressources pour éviter que la crise de surproduction ne se déplie dans toutes ses potentialités : importante chute de la production

conjuguée à une dévalorisation massive de capital-marchandise, avec pour corollaire celle de cette énorme masse de papiers que sont les titres en tous genres, puis son cortège de faillites d'entreprises industrielles et commerciales et de banques.

On eut bien une chute aiguë de la production industrielle, avec des faillites retentissantes, mais elle ne fut pas suffisante et dura un laps de temps trop court pour entraîner une dévalorisation massive du capital. Au lieu de la déflation, l'inflation se maintint, et même, avec la reprise économique qui fit suite, elle s'amplifia pour atteindre un sommet durant la crise de 1980 - 1982.

Dans les secteurs les plus touchés, comme la production d'acier, de ciment, les chantiers navals, la construction, etc., les États intervenaient à coups de subventions pour soutenir leurs industries et obligeaient en même temps les industriels d'une même branche à s'entendre, afin de réduire la production, tout en maintenant les prix. Ce qui permettait de rehausser le taux de profit, tombé au niveau zéro, au détriment des ouvriers, qui eux étaient licenciés massivement.

Parallèlement de nouveaux marchés s'ouvraient : la hausse considérable du prix du pétrole a permis un transfert imposant de richesses vers les pays de l'OPEP, qui offrirent en contre partie un important débouché aux marchandises occidentales. Sous couvert de transfert de technologie, les pays dits du tiers-monde (surtout l'Amérique latine et l'Asie), rebaptisés pays en voie de développement, furent l'objet d'une sollicitation renforcée, c'est-à-dire d'un plus grand pillage : exportation de capital argent (à crédit bien sûr) pour permettre l'exportation de la surproduction des nations impérialistes.

Dans le même temps, l'endettement des États impérialistes eux-mêmes, qui avait pour but de limiter la casse et de stimuler la production, prit des proportions inouïes.

Aujourd'hui le capitalisme a brûlé toutes ses cartouches. Les marchés qui s'étaient ouverts après la crise de 1975 se referment ; soit à cause du poids d'un endettement devenu intolérable, qui pousse les PVD à exporter le plus possible, tout en réduisant au maximum leurs importations, soit à cause de la baisse du prix du pétrole, due à une surproduction consécutive à une multiplication des puits et à une intense spéculation dans un domaine qui était devenu très lucratif, ce qui oblige les pays de l'OPEP à réduire de façon drastique leurs importations.

Le marché américain, qui tira l'économie mondiale après la crise de 1980-82, se ferme à son tour aux importations européennes et japonaises. La dévaluation du dollar - presque 100% contre le mark et le yen jouant le rôle de barrière douanière. La consommation et l'activité économique elles mêmes, notamment dans le bâtiment, diminuent depuis trois mois consécutifs aux États-Unis, la croissance industrielle reposant désormais sur les exportations. Dans ce contexte la concurrence devient de plus en plus acharnée sur le marché mondial, rendant désormais toute entente au sein d'une même branche industrielle toujours plus difficile. L'incapacité des pays de l'OPEP à s'entendre en est une bonne illustration.

Enfin l'endettement des différents États et la spéculation frénétique de ces dernières années, après avoir offert un répit en élargissant la sphère de reproduction, voient dialectiquement leurs effets s'inverser : en poussant à la hausse des taux d'intérêt, ils précipitent la crise, tout comme l'avait fait en son temps l'augmentation du prix du pétrole.

Jusqu'ici nous n'avons pas beaucoup parlé des pays de l'Est, cependant la situation économique n'y est pas plus brillante. La nouvelle politique économique et sociale du gouvernement de

Gorbatchev (qui est identique à celle des pays de l'Ouest : déréglementation faisant jouer plus étroitement la loi du marché, fermeture des entreprises non rentables, licenciement du personnel en trop, vérité des prix, etc.) expriment justement les difficultés du capitalisme soviétique. Dans « Le Monde » du 05-11-1987, on pouvait lire une description saisissante de l'état de l'économie soviétique rapporté par un grand commis d'État :

« Ce qu'il faudrait, c'est un certain volant de chômage, un minimum d'insécurité dans l'emploi, pour que les gens fassent un effort dans leur travail (...). Selon M. Abel Agaubeuiou, un des conseillers de Mr Gorbatchev pour les affaires économiques, la production agricole est aujourd'hui inférieure à celle de 1978 ; il n'y a eu aucune croissance économique en URSS de 1979 à 1985 ; la production a diminué pour 40% des biens industriels, la productivité est en baisse, ainsi que le rendement des investissements. (...) Pour les entreprises, l'autonomie signifie qu'elles devront équilibrer leur bilan, et que, dans une certaine mesure, les unités déficitaires ne pourront plus compter sur des subventions de l'État pour maintenir artificiellement des productions inutiles ou obsolètes. » Et le journaliste de s'interroger ; « Comment les autorités pourraient-elles à la fois pratiquer une politique de vérité des prix et des salaires, et maintenir le niveau de vie, ainsi qu'elles le proclament ? Permettre aux entreprises de licencier les travailleurs en surnombre, et continuer à maintenir artificiellement le plein emploi alors que la productivité est déjà dramatiquement basse ? »

2. QUAND L'INCENDIE EST ÉTEINT AVEC DU PÉTROLE.

A l'Est comme à l'Ouest le capitalisme est mûr pour une grande crise de surproduction. Tous les ingrédients d'une telle crise sont en place. Et la diminution momentanée des taux d'intérêt, tout comme après le krach boursier de 1929, ne change rien à cette réalité profonde. Au contraire, la façon dont le jeu a été calmé n'a fait qu'empirer l'état de choses. Pour éviter que le krach boursier ne se transforme en faillite générale du capital financier, puis en crise commerciale et industrielle, la « Federal Reserve Board », bientôt suivie des autres banques centrales, donna ordre aux différentes banques américaines de répondre à toute demande d'argent liquide. Ce qui impliquait qu'elle couvrirait ces demandes, faisant ainsi chuter les taux d'intérêt. Les taux sur les fonds fédéraux tombèrent de 7 ½% à 5 7/8% - 6 1/8%. Ceux sur les bons du trésor à trente ans repassant sous la barre des 10%.

L'intervention des banques centrales permit donc de calmer le jeu, mais à crédit. Ce mouvement fut renforcé du fait que dès le début de la chute des cours, les investisseurs se sont portés massivement sur les valeurs à revenu fixe, c'est-à-dire sur le marché des obligations, considéré en la circonstance comme plus sûres.

Mais comme le soulignait « Le Monde » du 13-14 Déc 1987, « En termes pratiques, cela a signifié que l'institut d'émission américain s'est mis à acheter sans compter des titres de la dette publique dont les banques cherchent à se débarrasser pour se procurer du cash. Dans l'immédiat, cela soulage les banques, mais a aussi pour effet d'augmenter la masse des bons du trésor pratiquement gelés dans les actifs, cette fois-ci de la banque centrale des États-Unis. »

Si bien qu'ils ont bien éteint, momentanément, l'incendie, mais avec du pétrole ! Sur les différents marchés la masse des titres est devenue colossale. Et le gouvernement américain en arrosant trimestriellement le marché d'obligations pour satisfaire ses besoins de trésorerie, ne fait qu'augmenter cette masse. Or en période de crise, ce dont on a besoin, ce n'est pas de titres, mais d'argent ! Les banques centrales, elles-mêmes, dont la fonction est de répondre aux besoins de liquidité en constituant des réserves monétaires, ont immobilisé une bonne partie de leurs réserves avec de tels titres.

Depuis les accords du Louvre les différentes banques centrales interviennent activement pour soutenir le cours du dollar. Elles le font en achetant massivement des dollars qu'elles recyclent outre Atlantique, en acquérant des bons du trésor américain, qu'elles thésaurisent dans leurs coffres parce qu'invendables. Rien que pour 1987, elles ont dépensé entre 110 et 140 milliards de dollars (entre 32 et 37 milliard pour la seule banque du Japon) pour soutenir le cours de la devise américaine. Dans le même article le journaliste notait : « Nous ne sommes plus loin du moment où, premièrement, la liquidité du système dans son ensemble risque de n'être plus assurée, et deuxièmement, les avantages de la simple négociabilité - possibilité de vendre, mais avec un risque de prix - seront eux mêmes remis en cause. (ce qu'ils sont déjà, pour certains types d'emprunts, sur l'euromarché). »

Un grand bourgeois anglais, cité devant une commission d'enquête parlementaire, à la suite de la crise de 1847, indiquait déjà : « Voici quel est notre système, nous avons pour 300 millions de livres sterling d'engagements, dont le paiement en monnaie nationale courante peut être exigé à un moment donné : et cette monnaie nationale, même si nous l'employons toute à cet usage, s'élève à 23 millions de livres sterling ou à quelque autre chiffre, peu importe, n'est-ce pas là une situation qui peut à tout instant provoquer des convulsions ? » Et Marx de commenter : « D'où, pendant les crises, le brusque passage du système de crédit au système monétaire. » (le Capital. t7, p197).

« La quantité de traites en circulation est donc en définitive déterminée, comme celle des billets de banque, par les besoins du commerce ; en période normale, dans les années cinquante à soixante, il circulait dans le Royaume-Uni, à côté de 39 millions de billets de banque, à peu près 300 millions d'effets, dont 100 - 120 millions sur la seule place de Londres. Le volume de la circulation de ces traites n'a aucune influence sur le volume de la circulation des billets et n'est influencé par lui qu'en période de pénurie monétaire ; alors la quantité des traites augmente et leur qualité se détériore. Enfin, au moment de la crise, la circulation des traites cesse totalement ; personne ne peut avoir besoin de promesses de paiement, puisque tout le monde ne veut accepter que des paiements en espèces, seul le billet de banque conserve, du moins a conservé jusqu'à présent, en Angleterre, sa capacité de circulation, car c'est la nation qui, avec toutes ses richesses, se tient derrière la Banque d'Angleterre. » (idem, p 201)

Nous ne connaissons pas le rapport existant aujourd'hui entre la masse des traites en circulation, et de façon plus générale de tout ce château de papier que sont les obligations, bons du trésor, actions etc, qui représentent du capital fictif, et la masse monétaire réelle, en circulation ou stockée dans les coffres des banques, notamment centrales. Mais l'on peut imaginer que ce rapport doit être vertigineux et bien supérieur à celui qui avait cours dans l'Angleterre de 1847.

En URSS, la pénurie des moyens de paiements pourrait se trouver aggravée par une chute de la production des céréales, comme il advint en 1975 (-20% à l'époque !). Le caractère cyclique des crises agricoles en URSS et la pénurie actuelle semble bien conforter une telle perspective. Dans ce cas l'État soviétique sera contraint d'immobiliser d'importants fonds en devises pour acheter des céréales. Ces débours, malheureusement, profiteront à son compère et concurrent américain, mille fois plus vampire, en soulageant d'autant sa surproduction agricole.

3. LA CRISE DE 1847, PROTOTYPE DE TOUTES LES CRISES DE SURPRODUCTION.

Lorsque la crise se présentera, emportant sur son passage tous les « châteaux de cartes » du capital financier, entraînant la faillite de milliers et de milliers d'entreprises commerciales et

industrielles, ainsi que la dévalorisation massive de la pléthore de capital productif et marchandise, balayant les mirages et les illusions de la société bourgeoise, et the last but not the least, secouant de sa torpeur ce géant qu'est le Prolétariat en ramenant la lutte des classes, alors nous l'accueillerons d'un formidable rire homérique, en criant les paroles de Marx : « Bien creusé vieille Taupe ! »

« Mais tous les bâtiments de fabrique récemment construits, toutes les machines à vapeur et à filer, tous les métiers à tisser étaient insuffisants pour absorber la plus-value qui afflue en masse au Lancashire. Avec la même passion que l'on avait mise à augmenter la production, on se jeta alors dans la construction des chemins de fer ; dès l'été 1844, l'envie de spéculer des fabricants et des commerçants trouva à se satisfaire. On souscrivit autant d'actions que possible, c'est-à-dire jusqu'à concurrence de la couverture des premiers paiements ; pour le reste, on verrait plus tard lorsque l'on eut à faire de nouveaux paiements, on dut en faire les frais.

Dans la plupart des cas, ces affaires propres étaient, elles aussi, déjà écrasées de charges. La tentation de profits élevés avait conduit à des opérations bien plus étendues que ne pouvaient le justifier les liquidités disponibles. Mais le crédit existait, facile à obtenir et, de plus, bon marché. L'escompte bancaire était bas : $1\frac{3}{4}$ à $2\frac{3}{4}$ % en 1844, au-dessous de 3% en 1845 jusqu'en octobre, puis en hausse, atteignant 5% pendant un court laps de temps (février 1846) ; enfin, retombant à nouveau jusqu'à $3\frac{1}{4}$ % (décembre 1846). La banque possédait dans ses caves un stock d'or d'un montant inouï. Jamais auparavant les valeurs boursières intérieures n'avaient été aussi élevées. Pourquoi alors laisser passer la belle occasion, pourquoi ne pas aller hardiment de l'avant ? Pourquoi ne pas fournir aux marchés étrangers assoiffés de produits anglais toutes les marchandises qu'il était possible de fabriquer ? Et pourquoi le fabricant lui-même n'aurait-il pas récolté le double gain résultant de la vente du fil et du tissu dans l'Est lointain, et de la vente en Angleterre du fret de retour qu'il en avait obtenu ?

C'est ainsi que s'est développé le système des consignations massives (expéditions de marchandises) contre avances, vers l'Inde et la Chine qui, très vite, évolua vers un système de consignation uniquement pour obtenir des avances comme l'expliquent en détail les notes qui vont suivre ; elles montreront aussi comment cette pratique devait nécessairement aboutir à un engorgement massif des marchés et au krach.

C'est à la suite de la mauvaise récolte de 1846 que le krach éclata. L'Angleterre et particulièrement l'Irlande eurent besoin d'une importation énorme de moyens de subsistance, surtout en blé et pommes de terre. Mais les pays fournisseurs ne pouvaient être payés que pour une part infime en produits industriels anglais ; il fallait payer avec des métaux précieux, de l'or, pour au moins 9 millions, partit pour l'étranger ; de cet or, 7 millions et demi provenait du Trésor de la Banque d'Angleterre, dont la liberté de mouvement sur le marché financier se trouva par là sensiblement paralysée, les autres banques, dont les réserves sont déposées à la banque d'Angleterre, se confondant effectivement avec les réserves de cette banque, durent alors limiter leurs facilités monétaires (attributions de crédit). Le flux rapide et aisé des paiements s'en trouva perturbé, d'abord localement, ensuite partout. L'escompte bancaire qui était encore en janvier 1847 de $3\frac{1}{2}$ à $3\frac{1}{2}$ % s'éleva en avril à 7%, déclenchant la première panique ; ensuite, en été, se manifesta une petite amélioration passagère ($6\frac{1}{2}$ et 6%), mais, comme la nouvelle récolte était encore mauvaise, la panique éclata plus violemment que jamais. Le taux minimum officiel de la Banque s'éleva en octobre à 7%, en novembre à 10%, ce qui voulait dire que la grande majorité des traites était seulement escomptée contre des intérêts usuraires énormes, ou pas du tout ; l'arrêt général des

paiements amena un certain nombre de firmes de premier plan et beaucoup, beaucoup d'autres de moyenne et faible importance à la banqueroute. » (idem, p72-73).

V. LES FORCES PRODUCTIVES SE REBELLENT CONTRE LES RAPPORTS DE PRODUCTION

Nous voulons écarter ici tout malentendu sur les causes de la crise de surproduction. Nous avons analysé, en suivant Marx, la crise dans sa complexité phénoménale. Mais en mettant l'accent sur le rôle du crédit et la raréfaction des moyens de paiement durant la crise, on pourrait peut-être croire que son origine se trouve dans la sphère de circulation et non dans celle de la production.

En fait des sorties considérables d'argent, à cause soit d'une crise agricole, ou de l'augmentation importante du prix d'une matière première indispensable à l'industrie - comme le coton dans l'Angleterre du siècle dernier, ou le pétrole en 1973 et 1979 -, ou encore à cause d'une forte demande d'argent de la part de l'État pour ses besoins de trésorerie, faisant monter les taux d'intérêt, ne provoque pas la crise, mais la précipite. La crise a lieu parce que l'on se trouve déjà en situation de surproduction. En phase ascendante du cycle productif, lorsque le seuil de surproduction est encore loin, des sorties importantes de fonds de la part de la Banque Centrale peut tout ou plus perturber le cycle, provoquer une mini crise, mais en aucun cas une grande crise historique comme celle de 1847.

D'autre part la cause de la surproduction n'est pas extérieure au procès de production capitaliste, mais se trouve dans ce procès lui-même. Avant de mieux expliciter ce point, nous voulons ici rapporter le résumé qu'Engels fait de toutes les crises dans « Socialisme Utopique et Socialisme Scientifique ».

« **L'énorme force d'expansion** de la grande industrie, à côté de laquelle celle des gaz est un véritable Jeu d'enfant, se manifeste à nous maintenant comme un *besoin* d'expansion qualitatif et quantitatif, qui **se rit** de toute contre-pression. La contre-pression est constituée par la consommation, le débouché, les marchés pour les produits de la grande industrie. Mais la possibilité d'expansion des marchés, extensive aussi bien qu'intensive, est dominée en premier lieu par des lois toutes différentes, dont l'action est beaucoup moins énergique. L'expansion des marchés **ne peut pas** aller de pair avec l'expansion de la production. La collision est inéluctable et comme elle ne peut engendrer de solution tant qu'elle ne fait pas **éclater** le mode de production capitaliste lui-même, elle devient périodique. La population capitaliste engendre un nouveau « cercle vicieux ».

En effet, depuis 1825, date où éclata la première crise générale, la totalité du monde industriel et commercial, la production et l'échange de l'ensemble des peuples civilisés et de leurs appendices plus ou moins barbares se détraquent environ une fois tous les dix ans. Le commerce s'arrête, les marchés sont encombrés, les produits sont là aussi en quantités aussi massives qu'ils sont invendables, l'argent comptant devient invisible, le crédit disparaît, les fabriques s'arrêtent, les masses travailleuses manquent de moyens de subsistance pour avoir produit trop de moyens de subsistance, les faillites succèdent aux faillites, les ventes forcées aux ventes forcées. L'engorgement dure des années, forces productives et produits sont dilapidés et détruits en masse jusqu'à ce que les dépréciations plus ou moins fortes, jusqu'à ce que production et échange reprennent peu à peu leur marche. Progressivement, l'allure s'accélère, passe au trot, le trot industriel se fait galop et ce galop augmente à son tour jusqu'au ventre à terre d'un *steeple chase* complet de l'industrie, du commerce, du crédit et de la spéculation, pour finir, après les sauts les plus périlleux, par se retrouver... dans le fossé du krach. Et toujours la même répétition. Voilà ce que nous n'avons pas vécu moins de cinq fois depuis 1825, et que nous vivons en cet instant (1877) pour la sixième fois. Et le caractère de ces crises est si marqué que Fourier a mis le doigt sur toutes en qualifiant la première de *crise pléthorique*.

On voit, dans les crises, la contradiction entre production sociale et appropriation capitaliste arriver à l'explosion violente. La circulation des marchandises est momentanément anéantie ; le moyen de circulation, l'argent, devient obstacle à la circulation ; toutes les lois de la production et de la circulation des marchandises sont mises sens dessus dessous. La collision économique atteint son maximum : *le mode de production se rebelle contre le mode d'échanges, les forces productives se rebellent contre le mode de production pour lequel elles sont devenues trop grandes.* » (p105-106, éditions sociales 1973)⁴

Il n'était pas forcément nécessaire pour notre propos de donner toute cette longue citation. Mais il était difficile d'y résister. Que dit Engels : qu'à l'énorme force d'expansion des forces productives s'oppose la contre pression exercée par le marché. Les lois du développement du marché et de la production étant différentes, il se produit un heurt conduisant à une crise, puis à l'explosion sociale en cas de révolution. La crise dans ce cas résulte de la contradiction existant entre le marché et la force d'expansion de l'industrie qui se rit de toute contre pression.

Cependant Engels n'en reste pas là. Il poursuit en indiquant que la crise provient de la contradiction entre « production sociale et appropriation capitaliste » conduisant à une rébellion du mode de production contre le mode d'échanges et des forces productives contre le mode de production pour lequel elles sont devenues trop grandes. La contradiction est donc double ; en fait il s'agit d'une seule et même contradiction vue sous deux aspects différents. La contradiction entre le caractère social des forces productives et l'appropriation privée des moyens de production et de consommation (ce qu'Engels appelle appropriation capitaliste).

Cette contradiction se manifeste immédiatement par l'antagonisme existant entre la production qui possède ses propres lois de développement et le marché dont les lois d'expansion sont différentes. Cependant si l'on s'arrêtait à cet aspect des choses, la contradiction fondamentale, inhérente au capitalisme resterait extérieure au mode de production.

« D'abord il existe une limite inhérente, non à la production en générale, mais à la production fondée sur le capital. Cette limite est **double**, ou plutôt, il s'agit d'une **seule et même limite**, envisagée dans deux directions. Il suffit de montrer ici que le capital contient une limitation particulière de la production - contredisant sa tendance générale à dépasser tous les obstacles qui entravent cette production -, pour découvrir du coup la cause de la surproduction, la contradiction fondamentale du capital développé ; pour découvrir tout simplement que le capital n'est pas, comme le pensent les économistes, la forme absolue de développement des forces productives - ni une forme de richesse qui coïnciderait absolument avec le développement des forces productives. » (Les Gründrisse. éd social t 1, p354-355).

Marx énumère ensuite ces différentes limites qui toutes sont liées à la création de valeur et donc au caractère privé de l'appropriation. Disons sans trop nous appesantir, que toutes les contradictions que le capital dans son mouvement doit constamment surmonter peuvent se ramener à ceci : le capital dans sa faim de travail vivant, ou plus exactement de surtravail, c'est-à-dire de plus-value, est contraint d'accroître constamment la puissance du travail afin de réduire le travail nécessaire. Il s'ensuit que le travail devient toujours plus superflu face à l'apport technologique et à la productivité des moyens de production. Ce faisant le capital produit sa propre négation : d'un côté, afin de satisfaire son appétit insatiable de plus-value, il socialise les travailleurs et rend le travail nécessaire de moins en moins indispensable ; en un mot il développe sur une échelle toujours plus large les bases de la société communiste. De l'autre, la part du travail vivant se réduisant constamment face au travail mort, le capital mine ses propres bases comme production et accumulation de valeur. De là les crises de surproduction après un cycle d'accumulation, devenant

4 Les passages en gras le sont par nous, par contre ceux en italique le sont par Engels.

chaque fois, toujours plus terrifiantes.

« L'échange de travail vivant contre du travail objectivé, c'est-à-dire la position du travail social sous la forme de l'opposition entre capital et travail salarié – est le dernier développement du **rapport de valeur** et de la production reposant sur la valeur. La condition implicite de celle-ci est et demeure : la masse de temps de travail immédiat, le quantum de travail employé comme facteur décisif de la production de la richesse. Cependant, à mesure que se développe la grande industrie, la création de la richesse réelle dépend moins du temps de travail et du quantum de travail employé que de la puissance des agents mis en mouvement au cours du temps de travail, laquelle à son tour – leur **puissance efficace** – n'a elle-même aucun rapport avec le temps de travail immédiatement dépensé pour les produire, mais dépend bien plutôt du niveau général de la science et du progrès de la technologie, autrement dit de l'application de cette science à la production. (...) »

Dans cette mutation, ce n'est ni le travail immédiat effectué par l'homme lui-même, ni son temps de travail, mais l'appropriation de sa propre force productive générale, sa compréhension et sa domination de la nature, par son existence en tant que **corpus social**, qui apparaît comme le grand pilier fondamental de la production et de la richesse. **Le vol du temps de travail d'autrui, sur quoi repose la richesse actuelle**, apparaît comme une base **misérable** comparée à celle, nouvellement développée, qui a été créée par la grande industrie elle-même. Dès lors que le travail sous sa forme immédiate a cessé d'être la grande source de la richesse, le temps de travail cesse nécessairement d'être sa mesure et, par suite, la valeur d'échanges d'être la condition du développement de la richesse générale, de même que le **non travail de quelques uns** a cessé d'être la condition du développement des pouvoirs universels du cerveau humain. Cela signifie l'écroulement de la production reposant sur la valeur d'échange, et le procès de production matériel immédiat perd lui-même la forme de pénurie et de contradiction. C'est le libre développement des individualités, où l'on ne réduit donc pas le temps de travail nécessaire pour poser du surtravail, mais où l'on réduit le travail nécessaire de la société jusqu'à un minimum, à quoi correspond la formation artistique, scientifique, etc. , des individus grâce au temps libéré et aux moyens créés pour eux tous. Le capital est lui-même **la contradiction en procès**, en ce qu'il s'efforce de réduire le temps de travail à un minimum, tandis que d'un autre côté il pose le temps de travail comme seule mesure et source de la richesse. » (idem, p192-193)

Et cette contradiction fondamentale, qui est l'autre aspect de l'antagonisme entre le caractère social des forces productives et l'appropriation privée (appropriation dont le caractère privé est déterminé par les rapports de production que sont le salariat et le capital), se manifeste par la loi de la baisse tendancielle du taux de profit.

« C'est là, à tout point de vue, la loi **la plus importante** de l'économie politique moderne et la plus essentielle à la compréhension des rapports les plus complexes. Du point de vue historique, c'est la loi la plus importante. C'est une loi qui jusqu'ici, malgré sa simplicité, n'a jamais été comprise et encore moins consciemment exprimée. Étant donné que cette diminution du taux de profit est synonyme 1) de la force productive déjà produite et de la base matérielle qu'elle constitue pour une nouvelle production ; ce qui présuppose en même temps un Énorme développement *des puissances scientifiques* ; 2) de la **diminution** de la partie du capital déjà produit qui doit être nécessairement échangé contre du travail immédiat, c'est-à-dire de la diminution du travail immédiat requis pour la reproduction d'une **valeur énorme** qui s'exprime dans une grande masse de produits, (...) ; 3) de la dimension du capital en général, y compris la portion de ce dernier qui n'est pas du *capital fixe* ; donc synonyme de commerce énormément développé, d'une somme importante d'opérations d'échanges, de l'extension du marché et de la grande diversité du travail simultané ; moyens de communication, etc, (...) que le **développement des forces productives** suscité par le capital lui-même dans son développement historique, parvenu à un certain point, **abolit** l'auto-valorisation du capital au lieu de la poser. Au delà d'un certain point, le développement des forces productives devient un obstacle pour le capital ; donc le **rapport** capitaliste devient un obstacle au développement des forces productives du travail. Parvenu à ce point, le capital, c'est-à-dire le **travail salarié**, entre vis à vis du développement de la richesse sociale et des forces productives dans le même rapport que les corporations, le servage, l'esclavage, devient une entrave dont, nécessairement, on se débarrasse. L'ultime figure servile que prend l'activité humaine, celle du **travail salarié** d'un côté, du **capital** de l'autre, se trouve ainsi dépouillée, et ce

dépouillement lui-même est le résultat du mode de production correspondant au capital ; les conditions matérielles et intellectuelles de la **négation** du travail salarié et du capital, qui sont déjà elles-mêmes la négation de formes antérieures de la production sociale non libre, sont elles mêmes résultats de son procès de production. L'inadéquation croissante du développement productif de la société aux **rappports** de production qui étaient les siens jusqu'alors s'exprime dans des contradictions aiguës, des **crises**, des **convulsions**. La destruction violente du capital, non pas par des circonstances qui lui sont extérieures mais comme condition de sa propre conservation, est la forme la plus frappante du *conseil* qui lui est donné *de se retirer pour faire place à un niveau supérieur de production social.* » (idem. T II. P 236-237. ⁵)

VI. CRISES ET GUERRES SONT INÉVITABLES SI LE PROLÉTARIAT NE PREND PAS LE CHEMIN DE LA RÉVOLUTION.

La crise qui vient sonnera le glas de la société bourgeoise en ramenant la lutte de classe, mettant fin ainsi à soixante ans de contre-révolution. Soixante ans de crétinisme et d'abêtissement sans nom, qui ont vu cinquante millions d'hommes s'exterminer en un carnage immonde, permettant au capitalisme, pendant 30 ans de reparcourir tout un nouveau cycle d'accumulation, abrutissant encore plus le prolétariat et les larges masses de la société, le débilitant complètement avec l'aide de l'opportunisme et l'exploitant doublement ; d'abord comme producteur de plus-value, ensuite comme consommateur, en lui faisant miroiter le « bien être » d'un monde réifié, fondé sur la concurrence, l'exaltation de l'individualisme, l'atomisation de toute communauté, la dissolution de toute convivialité ; faisant passer les comportements et les produits les plus asociaux pour le summum du développement humain – qui ne se prostitue pas pour avoir sa voiture, son frigidaire, son téléviseur couleur ? – ; exaltant les instincts les plus bas, rabaissant les sentiments les plus élevés, érigeant la connerie en système.

Si bourgeois et petits bourgeois se désespèrent à la venue de la crise, nous, au contraire, l'accueillerons avec joie, en y puisant une vigueur et une force nouvelle. Elle annoncera la fin de ce cauchemar que représente la société bourgeoise. Tel un tremblement de terre, elle ébranlera tout l'édifice social jusqu'en ses fondements, balayant mirages et illusions, démystifiant la propagande de l'opportunisme et de la bourgeoisie. Elle ruinera cet ignoble marais de la paix sociale que sont les classes moyennes et l'aristocratie ouvrière ; expropriant massivement et féroceement ces couches débiles et crétinisées, prélude indispensable à la révolution. Elle secouera le prolétariat de sa torpeur et de sa léthargie, le sortant de l'état d'abrutissement auquel la société bourgeoise le réduit, pour le rendre de nouveau apte à l'action.

« Les crapauds prospèrent, après tout étant donné la prospérité momentanée et la perspective de la gloire de l'empire, les ouvriers semblent s'être parfaitement embourgeoisés. Ils auront besoin d'endurer quelques crises et d'être à rude école pour redevenir sous peu capables de faire quelque chose. » (lettre d'Engels à Marx du 24-09-1852.)

Et l'état de crise économique chronique dans lequel se trouve la société bourgeoise depuis 13 ans aura préparé le « terrain ». La fraction du prolétariat qui sortira des rangs pour rejoindre le parti sera alors plus importante qu'elle n'aurait pu l'être, si la grande crise d'entre deux guerre, que notre parti a prévu et attend depuis longtemps, était venue sans coup férir, après trente ans de « prospérité » et d'abrutissement général, en 1975. Là, au contraire, elle aura été annoncée par deux crises

5 Comme précédemment nous nous sommes permis de mettre en gras quelques mots clefs, mais les passages en italiques sont de Marx.

antérieures qui auront en partie préparé les masses. Crises qui insidieusement exercent un travail de sappe vis à vis de l'influence morale de la bourgeoisie et de ses agents au sein du prolétariat.

« Ça va être du beau ici quand surviendra la crise, et tout ce qu'on peut souhaiter, c'est qu'elle traîne encore quelque peu en longueur pour devenir un état chronique avec de brusque accès d'explosion comme en 1837/42. » (idem)

Le parti enfin rétablira le lien que la contre-révolution a rompu avec les masses, lui permettant, au travers de longues années, suivant une courbe qui ne sera pas seulement ascendante, mais connaîtra aussi des reculs, après un long travail d'agitation, d'organisation et de propagande, de les préparer pour l'assaut final contre la bourgeoisie.

Il serait vain de croire qu'au cours de la crise le prolétariat va surgir armé de pied en cap, tel un seul homme, prêt à renverser la bourgeoisie. De telles illusions ressortent d'une conception spontanéiste et anarchiste que nous n'avons pas. En effet la préparation subjective du prolétariat à la prise du pouvoir requiert des années d'intervention du parti en vue d'en conquérir de larges strates.

Toutefois, la crise économique, par les grèves et les émeutes qu'elle provoquera, pourrait bien créer les conditions d'une répétition générale de la révolution, tout comme 1905 fut la répétition de la Révolution de 1917.

Durant la période de reprise économique qui suivra la crise et précédera la troisième guerre mondiale, la lutte économique et l'organisation syndicale sera alors d'une grande importance. Avec la reprise économique, le rapport de force sur le « terrain » des luttes économiques sera en effet favorable au prolétariat. Le parti cherchera alors à systématiser et à organiser les organisations syndicales de classe qui auront antérieurement surgi, ou qui surgiront, en cherchant à en prendre la direction.

Dans un délai qu'il est impossible de déterminer, se présentera l'inéluctable échéance de la 3^{ème} guerre mondiale. A la différence du 4 août 1914, il s'agira pour le prolétariat de saisir la grande occasion historique qui lui sera offerte, de se dresser, non pour arrêter la guerre avec la paix, mais pour renverser par la force des armes la bourgeoisie, en transformant, suivant les paroles de Lénine, la guerre impérialiste en guerre civile. Ou passera la guerre, Ou passera la Révolution !

« (...) et la question est de savoir s'il se présentera dans l'avenir une crise mondiale ayant la même ampleur que celle d'alors (c'est-à-dire celle de 1929-1932). Notre réponse dérive de notre fidélité à la tradition et à la doctrine marxiste, et va dans le sens qu'une telle crise viendra, et qu'elle précédera de beaucoup une troisième guerre mondiale et posera avant l'éventualité d'une reprise internationale de la lutte de classe et de la possible guerre sociale, seule alternative à la catastrophe du conflit impérialiste.

Si les prodromes d'aujourd'hui ne sont pas encore ceux d'une grande crise, ils démontrent toutefois le caractère fallacieux de toutes les écoles du bien être, et démontrent la thèse marxiste classique, qu'en économie mercantile, toute élévation de la production, qui seule permet une légère augmentation du niveau de vie moyen, et simule un nivellement social, ne fait que préparer l'inversion du processus et la vraie et proprement dite crise.

La vraie et grande crise, qui se présentera historiquement entre la deuxième et la troisième guerre mondiale, sera, plus encore que celle entre la première et la seconde guerre, internationale ; en est une preuve la collaboration de l'État russe aux « mesures anticrises » ; collaboration qui culminant dans la thérapie de l'extension du commerce mondiale, prouve au contraire, même avec sa seule présentation idéologique, avec une force dialectique, que la prochaine authentique crise de surproduction, frappera en même temps toutes les monstrueuses machines productives du monde. Ce sera la crise de la folie super productive qui réunit

l'Amérique et la Russie dans la compétition émulative, tant vantée par eux.

Et cette crise mettra le monde à la veille d'une troisième guerre mondiale, sinon à celle de la révolution, dont l'une des conditions est le développement, réclamant des décennies, d'un parti dont le programme sera destructeur du « mythe productif » et de celui de la « consommation », liés entre eux au « mythe mercantile ». (Le cours du capitalisme mondial dans l'expérience de la doctrine marxiste. » (« Il Programma Comunista ». n°9, 1958.)

Lettre d'Engels à Auguste Bebel (à Berlin)

LONDRES 24 JANVIER 1893.

(...)

« Je suis très curieux de voir le sténogramme du discours de Singer sur la Bourse. En le lisant sur le « Vorwärts » j'en ai eu une très bonne impression. Sur cet argument il y a pourtant un point que les nôtres ont toujours l'habitude de laisser de côté : la Bourse est une institution où les bourgeois n'exploitent pas les ouvriers, mais où ils se volent les uns les autres ; la plus-value qui à la Bourse change de main, est une plus-value déjà existante, produite d'une exploitation passée des ouvriers, c'est seulement quand cette exploitation est portée à son terme, que la plus-value peut servir aux escroqueries de la Bourse. La Bourse nous intéresse seulement indirectement, dans la mesure où son influence, sa répercussion sur l'exploitation des ouvriers est indirecte et a lieu par voies de traverses. Prétendre que les ouvriers s'y intéressent directement, et qu'ils doivent s'indigner du dépouillement auquel sont soumis à la Bourse les Junkers, les industriels et les petits bourgeois, revient à prétendre que les ouvriers doivent prendre les armes pour défendre leurs exploiters directs dans la possession de la plus-value qu'ils leurs ont antérieurement extorquée. Mille mercis. Mais comme le fruit le plus exquis de la société bourgeoise, comme foyer de la corruption la plus extrême, comme serre du scandale de Panama et de bien d'autres scandales – et donc aussi comme moyen excellent pour la concentration des capitaux, pour la désagrégation et la dissolution des derniers résidus de cohésion naturels dans la société bourgeoise, et contemporanément, pour l'anéantissement et le renversement en leurs contraires de tous les concepts moraux usuels – comme élément de destruction le plus incomparable, comme la plus puissante accélératrice de la révolution, en ce sens historique, alors oui la Bourse nous intéresse directement. »

(...)

Traduit de l'édition italienne des œuvres complètes de Marx-Engels. Ed riuniti.

GUERRE IMPÉRIALISTE OU RÉVOLUTION.

Bien que nous ayons déjà consacré un numéro entier à la guerre impérialiste (la "Gauche Communiste" n°5-6), nous revenons sur ce sujet avec la publication de quatre articles qui seront étalés sur 3 numéros. Ce n'est pas pour nous étonner. Plus nous nous rapprocherons de l'inéluctable échéance, plus nous reviendrons sur cette question. Dans le numéro 5-6 en nous appuyant sur Lénine nous avons rappelé l'inéluctabilité de la guerre impérialiste sous le capitalisme. La guerre fait partie des sociétés de classe et encore plus du mode de production capitaliste qui dans sa phase de putréfaction et de décadence, ne survit que grâce aux monopoles: monopoles industriels, monopoles financiers, monopoles des matières premières et monopoles des marchés qui lui permettent de réaliser de fabuleux surprofits sans lesquels le capitalisme serait en crise depuis longtemps. Surprofits qui en rehaussant le taux de profit, alors que ce dernier tend historiquement à diminuer, permet d'allonger les périodes de prospérité et d'acheter la paix sociale en corrompant de larges couches de l'aristocratie ouvrière. En période de crises économiques, à la suite de l'encombrement des marchés et de la chute accélérée du taux moyen de profit, la concurrence entre les divers blocs impérialistes pour l'écoulement de leurs marchandises et de leurs capitaux devient plus aiguë, plus âpre ; le sourd affrontement pour le contrôle, non seulement de pays agraires et industriels plus faibles, mais même de continents entiers devient acharné avant de se transformer en conflits ouverts. La guerre, tout en réalisant un nouveau partage du monde suivant les nouveaux rapports de force qui se sont faits jour, permet au capitalisme de surmonter la crise économique qui le pousse vers "l'abîme" révolutionnaire, en détruisant l'immense surproduction de capitaux, lui donnant ainsi, en le rajeunissant, la possibilité de recommencer tout un nouveau cycle grâce aux millions de cadavres des champs de batailles et des villes. La guerre n'est pas un accident de la société bourgeoise, une politique inconsidérée d'une poignée de militaristes et d'industriels liés à l'industrie d'armement, où pire l'œuvre d'un fou qui aurait réussi à fanatiser un peuple égaré ; non, elle découle de la nature même du mode de production capitaliste.

La guerre ne pourra disparaître qu'avec ce mode de production fondé sur l'exploitation du travail salarié du prolétariat, forme ultime et la plus achevée de la longue chaîne des sociétés de classe, et d'une façon générale par la disparition de toute société de classe. C'est pour cela que l'alternative n'est pas la guerre ou la paix, mais **la guerre impérialiste ou la guerre de classe, la guerre civile**. Toute autre alternative n'est qu'illusion et tromperie. Les pacifistes de tous poils, qu'ils soient staliniens, ou petits bourgeois démocrates sont les pires ennemis du communisme révolutionnaire. Loin de préparer les masses prolétariennes à cette terrible échéance, ils les désarment, les émasculent en les berçant dans l'illusion que la guerre sous le capitalisme n'est pas inéluctable ; pour les uns parce que la grande Russie socialiste est là, pour les autres parce que l'équilibre de la terreur en neutralisant les adversaires garantit la paix, et enfin et surtout, parce qu'une autre politique serait possible, tout en faisant l'économie de la révolution. Tout comme la libre concurrence engendre le monopole, la démocratie engendre le militarisme et le fascisme ; loin de

désarmer, les divers blocs impérialistes s'arment jusqu'aux dents. Face à cette réalité il s'agit non pas de réclamer le désarmement de la bourgeoisie, ce qui est totalement impossible et illusoire, mais au contraire de préparer l'armement du prolétariat afin de la renverser par la force des armes. Or on n'y arrivera pas en comptant sur la désertion individuelle, en refusant de faire le service militaire, bien au contraire. On s'y prépare par un long travail de propagande au sein des armées, en organisant les prolétaires sous l'uniforme, en les appelant à apprendre le maniement des armes afin de les retourner contre leurs propres officiers. La lutte contre la guerre se prépare longtemps à l'avance par un travail de propagande régulier et opiniâtre parmi les masses prolétariennes, en relation avec la lutte des classes, en vue de leur arracher les préjugés bourgeois de patrie et leurs illusions démocratiques. C'est le seul travail efficace qui prépare effectivement le prolétariat à appliquer la seule tactique possible en cas de guerre: le défaitisme révolutionnaire, comme l'entendait Lénine. C'est-à-dire le sabotage unilatéral de la guerre, la préparation de la défaite de son "propre" pays, la fraternisation avec les prolétaires d'en face, le retournement des armes contre ses propres officiers, contre sa propre bourgeoisie.

Nous revenons donc une fois encore sur ces différents thèmes que nous martèlerons jusqu'à ce que le prolétariat, suivant la formule de Marx, se mettant en mouvement, s'empare de la théorie de la critique pour la transformer en critique par les armes. Le premier texte, en servant d'introduction générale aux autres, reprend les questions du "pacifisme ou marxisme", du "militarisme", du "caractère des guerres" et de "notre antimilitarisme" en les approfondissant. Le second texte examine la façon dont la seconde Internationale, à travers les congrès de Bâle et de Stuttgart, appréhenda théoriquement la nature de la guerre impérialiste, du militarisme et de leurs rapports dialectiques avec la révolution et la tactique révolutionnaire à appliquer à leur rencontre. Si la seconde internationale sut analyser correctement la nature du militarisme et de la guerre impérialiste, à l'inverse ses résolutions restèrent lettres mortes dans la mesure où elle n'en tira pas les conclusions pratiques et qu'elle ne se prépara pas effectivement à cette échéance, qu'elle savait pourtant inéluctable. La raison nous la connaissons : une longue période de paix et une certaine prospérité avaient endormi les masses prolétariennes tandis que l'impérialisme avait permis de corrompre une certaine fraction du prolétariat donnant naissance à l'opportunisme dans l'Internationale. Les deux autres textes se rapportent à la "Gauche Italienne" qui fonda le parti communiste italien en 1921 à Livourne et le parti communiste international après guerre. Le premier texte montre comment notre courant, indépendamment de Lénine, a appliqué durant la première guerre mondiale le défaitisme révolutionnaire. Après avoir opposé le nouveau antimilitarisme, celui révolutionnaire, à l'ancien antimilitarisme réformiste de la seconde Internationale, l'on examine dans quelle mesure cette expression est appropriée pour exprimer la tactique révolutionnaire dans l'armée et durant la guerre, et dans quelle mesure elle ne prête pas à confusion avec l'antimilitarisme totalement différent des anarchistes. Tout comme nous ne sommes pas athées mais matérialistes, ni antifascistes, mais contre toutes formes de gouvernement de la bourgeoisie, nous ne sommes pas antimilitaristes, en ce sens que nous ne sommes pas contre un aspect de la société bourgeoise, mais contre la société bourgeoise en général. Le second texte montre comment la "Gauche" a analysé les deux premières guerres mondiales et la relation dialectique entre guerre impérialiste et la révolution. La guerre étant la solution bourgeoise à la crise de surproduction, celle-ci, si elle se développe et s'étend, loin de favoriser la révolution, l'affaiblit objectivement et subjectivement. Pour cette raison notre courant a repris, à propos de la 3^e guerre

mondiale, l'hypothèse de Lénine sur celle de 1914, c'est-à-dire que le prolétariat l'arrêtera par la révolution au moment de son déclenchement. Néanmoins si les premiers missiles devaient partir, l'on ne devra pas sombrer dans le découragement. En effet si la guerre impérialiste renforce l'opportunisme en exaltant le chauvinisme, la haine entre les peuples, en resserrant l'unité nationale, en développant à fond la collaboration de classe, etc, nous savons aussi que l'effroyable misère dans laquelle elle jette les masses et les atroces souffrances qu'elle engendre, tandis qu'une minorité de la société continue à s'enrichir honteusement, poussent le prolétariat à se rebeller, à s'opposer à la bourgeoisie. D'autre part c'est des plus grandes défaites militaires que surgissent bien souvent des révolutions : voir la Commune, voir 1905. C'est en faisant levier sur cette réalité, en travaillant à la défaite de son "propre" pays, que nous réussirons à transformer la guerre impérialiste en guerre civile. Et si la révolution surgit dans le cours de la guerre, même si les conditions objectives et subjectives seront moins favorables, mieux vaut tard que jamais.

"La Révolution reviendra avec la lointaine guerre générale. Mais Lénine, en traçant cette lumineuse doctrine, ne pensait pas tant au retour de la situation qui s'était déterminée à la fin du premier conflit : défaite militaire, éclatement d'une révolution bourgeoise retardée et entrée en lice du prolétariat, qu'à celui de la situation ruinée en 1914 par les traîtres social démocrates, et de nouveau en 1939 par ceux qui s'étaient pourtant nourris autrefois de ses enseignements. Ils voyaient la révolution qui arrête la mobilisation et la guerre, et renverse les États impérialistes, bestiaux et sanguinaires. " ("DIALOGUE AVEC LES MORTS". 1956.)

LA GUERRE, PHÉNOMÈNE INÉLUCTABLE DES SOCIÉTÉS DE CLASSE.

OU PACIFISME OU MARXISME :

Nous ne pouvons débiter l'explication marxiste du rapport entre communisme et guerre, et la tactique et propagande qui en découlent, sans nous libérer dès le départ, et de l'équivoque qu'engendre le pacifisme bourgeois, et de toutes ces théories et mouvements politiques qui se proposent comme tâche d'abolir les guerres et la violence en général, sans supprimer la société capitaliste, en théorisant que paix universelle et "non violence" peuvent être des objectifs réalisables par l'espèce humaine dans une société divisée en classes antagonistes.

Le petit bourgeois pacifiste au nom d'idéaux abstraits, tels la paix universelle, le désarmement, défend toujours la solution arbitrale des conflits internationaux qui surgissent entre les États, et ceci constitue sur le plan mondial l'illusion que dans chaque nation le parlement bourgeois puisse garantir des conditions sociales et économiques équitables et sanctionner l'inégalité sociale et économique propre aux sociétés basées sur la propriété et les classes.

Le pacifiste pense que la société procède de façon évolutive et éducative ; s'il existe des dangers de guerre, quelques marches de la paix suffiront à ouvrir les yeux des gouvernants et gouvernés sur la barbarie que produirait la guerre et, avec la conviction unanime de tous, conscients de cette folle erreur, les menaces de guerre s'estomperaient. En régime capitaliste, la guerre est inévitable.

« La clé de la pensée socialiste est qu'au contraire la classe dominante en régime capitaliste ne peut gouverner et retenir les forces qui sont emprisonnées par les rapports actuels des formes de

production, et reste à son tour victime de certaines contradictions inévitables du régime économique, lequel ne répond pas aux exigences de la grande majorité des hommes. Le grand schéma marxiste de la production capitaliste met en lumière ces contrastes et l'impuissance de la bourgeoisie à les dominer. Du fait que les instruments de production et d'échange ne sont pas encore socialisés, il n'est pas possible de les employer rationnellement, il n'y a pas de rapport juste entre les besoins et la production, basée seulement sur l'intérêt du capitaliste et il découle de tout cela les crises économiques colossales et très dévastatrices, qui ravagent les marchés, les surproductions absurdes par lesquelles l'abondance engendre le chômage des salariés et la misère ; et comme ultime conséquence la ruine de quelques uns des capitalistes eux-mêmes, dans l'intérêt desquels tourne la machine monstrueuse de l'économie présente. Il découle de tout cela nous récapitulons que la vie moderne n'est pas l'évolution continue vers une civilisation meilleure, mais est le parcours de la parabole fatale qui, au travers d'une exacerbation des luttes de classe, et d'une aggravation des conditions de vie des travailleurs se résoudra par l'écroulement final du régime bourgeois.

Eh bien, parallèlement à ce processus par lequel la classe dominante prépare sans pouvoir l'éviter son suicide historique, nous assistons à un autre phénomène absurde. Le développement des moyens de production au niveau économique, la diffusion de la culture au niveau intellectuel, la démocratisation des États au niveau politique, au lieu de préparer la fin des guerres et le désarmement des armées fratricides, conduisent à une intensification des préparatifs militaires. Est-ce une survivance d'autres temps par exemple de l'époque féodale -, est-ce un retour aux siècles de barbarie, ou n'est-ce pas plutôt une caractéristique essentielle du régime social moderne, bourgeois et démocratique ? Remarquons, cependant, que ces bourgeoisies étatiques, lesquelles ne peuvent en temps de paix soutenir les défis de la production, et conjurer les catastrophes financières, mêmes si elles le voulaient, sont impuissantes à empêcher le déclenchement des guerres, qui se présentent comme la voie de sortie unique et fatale des situations économique-politiques dans lesquelles sont enfoncés les États.

Le dommage que les bourgeoisies subissent du fait de la guerre, d'autre part, est-il si immense ? La guerre est certes une destruction de capitaux, mais ce qui intéresse la bourgeoisie comprise comme une classe, c'est la conservation des rapports juridiques qui lui permettent de vivre sur le travail de la grande majorité, plus que la possession matérielle des capitaux. Ces rapports, internes aux nations, consistent dans le droit de monopoliser les instruments de travail, qui sont à leur tour le fruit d'un autre travail de la classe prolétarienne. En clair, à condition que reste intact le droit de propriété privée sur les terres, les bâtiments, les mines, après la dévastation de la guerre, le prolétariat reconstruira les machines, les établissements, etc., et les remettra à ses exploités, en ressentant toutes les conséquences du manque de denrées de consommation, mais en reconstituant les capitaux nécessaires à la vie de tous pour en faire à nouveau le monopole de quelques uns. Naturellement, nombre de bourgeois, en tant qu'individus seront emportés, mais d'autres les remplaceront. » ("Le socialisme d'hier face à la guerre d'aujourd'hui". L'Avanguardia de novembre 1914, reproduit dans la "Storia della Sinistra Comunista" 1912/1919, p 224, et traduit dans La Gauche n°5-6).

La guerre est surtout une nécessité économique du capitalisme, déterminée essentiellement par la chute du taux moyen de profit à l'échelle mondiale. Elle permet, après la destruction d'énormes quantités de capital constant et de force de travail, une hausse consistante du taux de profit, qui

devient fonctionnelle à la reprise de l'accumulation pour tous les États capitalistes, qu'ils soient vainqueurs ou vaincus. Mais en même temps, comme Lénine le dit, "une guerre n'éclate pas par hasard". Il y a des facteurs économiques et sociaux dont le poids s'accumule dans le temps jusqu'à atteindre un point fatal de rupture où tout s'écroule, où masses, pays et partis sont entraînés dans le massacre et la destruction.

« Nos critiques écrit Engels dans **la préface aux Luttes de classe en France** nous accusent de faire dépendre les bouleversements sociaux de causes exclusivement économiques : s'il en était ainsi, la révolution serait un problème de formules faciles à résoudre comme une équation du premier degré. En réalité, les faits sociaux ont comme base les déterminations économiques, mais les causes des bouleversements historiques se superposent et s'entrecroisent en une myriade de combinaisons qui donnent lieu à des processus, attitudes, mouvements et réactions psychologiques qui deviennent eux-mêmes facteurs matériels déterminants du mouvement social. Sur la gueule de certains vieux canons apparaissait la phrase : "**Ultima ratio regis**", l'ultime raison du roi. C'est-à-dire, toutes les autres possibilités étant épuisées, la parole devait être laissée aux armes. En d'autres termes, avec Clausewitz [repris par Lénine], "**la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens**". »

Quels moyens ? Qui, ou mieux, qu'est-ce qui les prépare et comment ? A l'époque impérialiste, le militarisme est la conséquence directe de la concurrence entre États. La conquête de nouveaux marchés amène l'augmentation de la production, la production pour le marché extérieur et sa défense armée. Dans la phase décadente du capitalisme (qui ne correspond pas pour autant à une phase de faiblesse), l'énorme production pousse chaque pays à la frénétique recherche de nouveaux marchés ou à la soustraction de ceux des exportations d'autrui. Le capitalisme international s'arme, et en le faisant, trouve une issue ultérieure à son orgie productive. Le militarisme imprègne toute la société ; les armées deviennent des buts en soi, se lient à la production et en reflètent le cours. La guerre devient un élément obligatoire de l'existence de la société capitaliste, dont l'expression maximum d'efficacité et de puissance se manifeste précisément en ce qu'elle constitue à la fois le point d'arrivée et le point de départ de son cours cyclique.

C'est pourquoi un marxiste ne peut être par principe ni pacifiste, ni anti belliciste.

Le pacifisme comme idéologie et mouvement pratique est la réaction petite bourgeoise à la politique grande bourgeoise nationaliste et militariste qui justifie la guerre comme moyen de diffusion de son système social, ou comme moyen de conquête d'espaces vitaux pour un pays qui a peu d'espace économique pour trop de capitaux.

Le petit bourgeois puritain et pacifiste, non lié directement aux grosses affaires de la grande bourgeoisie, condamne toutes les guerres ; et il est clair que toutes ces idéologies vides se heurtent aux formes violentes de la société bourgeoise. L'abolition de la guerre est impossible, comme l'est du reste l'élimination de la violence la plus banale et quotidienne, même avec les organes de police, les tribunaux, les juges.

Le communisme marxiste ne peut, par principe, être pacifiste, même si son but est une société sans classe, sans guerre, sans violence de classe mais d'harmonie et de collaboration dans les rapports sociaux. Ceci n'est pas une contradiction comme le voudraient les théoriciens de la non violence, car l'identité entre le but à atteindre et les moyens pour y parvenir ne peut être immédiate dans la société capitaliste dominée par la violence de classe.

La synthèse entre but et principes tactiques peut seulement survenir à travers un processus historique révolutionnaire tourmenté de luttes et heurts entre les classes, et le but, la non violence sociale, présuppose d'utiliser la violence révolutionnaire comme unique moyen indispensable pour y parvenir.

Dictature de classe, violence révolutionnaire sont les principes invariants que l'histoire a consignés au prolétariat pour arriver à une société nouvelle, dans laquelle il n'y aura plus de classes antagonistes, ni de domination politique d'une classe sur l'autre qui sont la présupposition des violences d'aujourd'hui.

L'aversion pour le pacifisme bourgeois humanitaire et anti-révolutionnaire est déjà contenu dans les premiers écrits de Marx-Engels qui lancent leurs puissantes flèches contre tous les mouvements qui se proposent d'éviter la guerre.

Marx et Engels dans la polémique avec les anarchistes, les "anti-autoritaires" par excellence, défendent le principe d'autorité de la dictature prolétarienne, de la méthode de la terreur pour réprimer la classe vaincue et démarrer le processus de transformation vers le socialisme.

Lénine reprenant ces points cardinaux fondamentaux affirme que, non seulement les communistes se différencient des pacifistes parce que ces derniers nient l'emploi des armes dans les luttes entre les classes sociales et pour leur incapacité à apprécier au niveau historique la guerre, mais aussi pour un autre point encore plus fondamental :

« Ce qui nous sépare des pacifistes bourgeois est "notre concept de la dépendance **causale** des guerres, de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays, et **la conviction de l'impossibilité de mettre fin aux guerres sans l'abolition de la société de classes et sans la victoire révolutionnaire socialiste**".

Le léninisme ne dit pas aux pouvoirs capitalistes : je vous empêcherai de faire la guerre, ou je vous frapperai si vous faites la guerre ; il leur dit bien que tant que vous ne serez pas renversés par le prolétariat, vous serez, que vous le vouliez ou non, entraînés dans la guerre ; et de cette situation de guerre, je profiterai pour intensifier la lutte et vous abattre. Ce n'est que lorsque cette lutte sera victorieuse dans tous les États que l'époque des guerres pourra finir.

Il s'agit d'une position générale. Le marxiste ne peut être pacifiste ou anti-belliciste puisque ceci signifie admettre qu'on puisse abolir la guerre avant d'abolir le capitalisme.

Il ne suffit pas de dire qu'il s'agit là d'une erreur théorique. C'est une trahison politique, puisqu'une telle illusion ne facilite pas l'acheminement des masses vers une lutte plus vaste, mais en facilite plutôt l'asservissement, non seulement au capital, mais aussi à la **guerre même**. Les masses prolétariennes guidées par de mauvais marxistes qui s'étaient toujours dits **pacifistes** ont dû faire la guerre contre les Allemands parce que leurs chefs ont dit que seuls ces derniers menaçaient la paix, comme elles ont dû le faire contre les Russes pour le même motif : elles ont marché deux fois et marcheront peut-être une troisième, et dans des camps opposés, pour combattre dans une guerre "qui devra mettre fin aux guerres".

Il s'agit, disons, d'une position. Le marxiste n'est pas pacifiste pour des raisons identiques à celles qui n'en font pas un anti-clérical : il ne voit pas la possibilité d'une société de propriété privée, sans religion et sans églises, mais voit finir les églises et les croyances religieuses par l'effet

de l'abolition révolutionnaire de la propriété. L'organisation de l'esclavage salarié vivra d'autant plus longtemps que ses complices feront croire que, sans en bouleverser les bases économiques, il soit possible de la rendre immune des superstitions religieuses, ou d'en éliminer l'éventualité de guerres et lui supprimer ses autres caractères rétrogrades ou brutaux.

Substituer, à l'approche de nouvelles guerres, au critère dialectique de Marx et Lénine tant dans la doctrine que dans l'agitation politique l'exploitation grossière de l'ingénuité des masses eus égards à la **sainteté** de la Paix et de la Défense, n'est autre que travailler pour l'opportunisme et la trahison, contre lesquels Lénine construisit la nouvelle Internationale révolutionnaire super hanc petram ; sur cette pierre : CAPITALISME ET PAIX SONT INCOMPATIBLES⁶. »

Le pacifisme bourgeois, propre aujourd'hui à tous les partis soi-disant de "gauche", ne peut comprendre, étant une force de la conservation sociale, que la guerre est un produit nécessaire du capitalisme, et qu'il n'y a rien pour la conjurer ; et il invoque le principe de la non violence, condamne au nom de ce principe toutes les guerres, y compris la guerre révolutionnaire de la classe salariée opprimée, diffusant ainsi une idéologie conservatrice du système capitaliste, désarmant le prolétariat dans sa lutte d'émancipation, et devenant la force auxiliaire de la bourgeoisie.

La politique de paix des partis opportunistes est le complément du terrorisme du militarisme bourgeois, et du chantage atomique des super-puissances, et elle tente d'inculquer par une propagande capillaire et quotidienne l'idée fautive selon laquelle il suffit de mobiliser les consciences particulières, de soutenir une lutte pour le désarmement, organiser des marches pour la paix ou des référendum "autogérés" pour éviter la guerre.

L'alternative ou guerre ou paix est une fautive alternative : la paix impérialiste présuppose une nouvelle guerre impérialiste et ce cycle inéluctable ne peut être brisé que par la révolution prolétarienne. La propagande pacifiste désarme le prolétariat, prépare le terrain au militarisme de façon à en favoriser la participation dans la prochaine guerre au côté de sa bourgeoisie. Le pacifisme bourgeois humanitaire, anti-révolutionnaire est une force auxiliaire de la bourgeoisie (Lénine, 3ème congrès de l'IC).

Le marxiste, à l'opposé de ces positions conservatrices, moralistes et anti-historiques ne théorise pas une position abstraite de condamnation de toutes les guerres, faisant fagot de tout bois.

L'analyse de chaque guerre devient une analyse spécifique qui est déterminée par les conditions objectives pour lesquelles chaque guerre nécessite un examen historique des causes qui la produisent et de la classe sociale qu'elle sert.

Il y eut dans l'histoire des guerres entre États et Peuples, lesquelles, malgré leurs horreurs, leurs manifestations bestiales, les misères et les tourments qu'elles causèrent, ont représenté un progrès historique, ont servi à l'évolution de l'humanité en facilitant l'abolition de systèmes devenus nuisibles et réactionnaires, comme l'esclavage, l'absolutisme, le despotisme féodal.

La victoire de la Grèce sur la Perse, même si elle amena la chute du mode de production asiatique et introduisit l'esclavage, rendit possible la fusion de la civilisation grecque avec celles méditerranéennes. Les invasions barbares ont clos une période historique importante de civilisation, mais posèrent les bases pour la formation des États nationaux européens. Toutes les guerres nationales et révolutionnaires conduites par la bourgeoisie naissante contre l'absolutisme féodal, y

6 "Tartufe du pacifisme" ; Battaglia Comunista 1949.

compris les guerres napoléoniennes, sont des guerres de progrès historique et social.

Les guerres impérialistes modernes commencées en 1914 n'étaient sous aucun aspect des guerres de progrès, mais de purs conflits entre exploités impérialistes, des guerres entre maîtres d'esclaves pour la consolidation de l'esclavage(Lénine), de sorte que le devoir de tous les socialistes d'hier et des communistes d'aujourd'hui était et reste celui de lutter contre tous les gouvernements bourgeois belligérants, dans tous les pays. Les communistes défendent dans certains cas le caractère de la guerre, mais face à la guerre impérialiste, la tâche du communiste est le sabotage ouvert, concrétisé par le défaitisme révolutionnaire et la transformation du caractère de la guerre d'impérialiste en guerre civile.

LE MILITARISME CAPITALISTE :

« Le militarisme est un phénomène qui dans son origine et dans sa substance, dans ses moyens et dans ses répercussions si intéressantes, si importantes, plonge ses racines profondément dans la nature des organisations de la société classiste, et qui cependant peut revêtir des formes si multiples, à l'intérieur même d'une organisation sociale, en fonction des conditions particulières naturelles, politiques, sociales et économiques de chaque État et territoire.

Le militarisme est une des plus importantes et des plus énergiques manifestations de la vie de la majeure partie des organisations sociales, parce que en lui s'exprime de la façon la plus vigoureuse, la plus concentrée et exclusive, l'instinct de conservation national, culturel et de classe ».

Ainsi s'exprime **Karl Liebknecht** dans le célèbre essai "Militarisme et antimilitarisme" publié en 1907 pour la publication duquel le chef de l'organisation de la jeunesse social-démocrate internationale fut poursuivi, persécuté et condamné pour haute trahison. Liebknecht met en relief, poursuivant l'analyse matérialiste du phénomène, comment le soutien décisif de tout rapport de domination sociale réside en dernier lieu dans la supériorité de la force physique, qui comme phénomène social ne se manifeste pas sous la forme d'une vigueur physique majeure des individus de la société.

« La force, affirme **Engels** dans la polémique avec Dühring, n'est pas un simple acte de volonté, mais exige pour se manifester des conditions préliminaires très réelles, surtout des **instruments** dont le plus parfait a le dessus sur le moins parfait ; que ces instruments doivent en outre être produits, ce qui signifie en même temps que le producteur des instruments les plus parfaits de la force, de vulgaires armes, bat le producteur d'instruments moins parfaits et que, en un mot, la victoire de la force s'appuie sur la production d'armes, et celle-ci s'appuie à son tour sur la production en général, par conséquent...sur la "puissance économique", sur "l'ordre économique", sur les moyens matériels qui sont à la disposition de la force.

La force, de nos jours, est représentée par l'armée et par la marine de guerre et l'une et l'autre coûtent, comme nous le savons tous à nos dépens, "une terrible quantité d'argent". Mais la force ne peut faire de l'argent, elle peut tout au plus enlever ce qui a déjà été fait, et même ceci ne sert pas à grand chose comme nous l'avons expérimenté, cette fois à nos dépens, avec les milliards français. Par conséquent en dernière analyse, l'argent doit être fourni par la production économique ; la force donc est à son tour conditionnée par l'ordre économique qui lui procure les moyens pour préparer et maintenir ses instruments. Mais cela ne suffit encore pas. Rien ne dépend plus des conditions

économiques que précisément l'armée et la marine. Armement, composition, organisation, tactique et stratégie dépendent avant tout à chaque époque du niveau atteint par la production et par les communications. Ce ne sont donc pas les "libres créations de l'intelligence" de géniaux commandants, mais plutôt l'invention d'armes meilleures et la modification du matériel humain qui ont ici agi révolutionnairement ; dans le meilleur des cas, l'action exercée par de géniaux commandants se limite à adapter La manière de combattre aux nouvelles armes et aux nouveaux combattants. »

Ce n'est donc celui qui a la plus grande vigueur physique qui a le pouvoir, mais l'appareil armé des classes dominantes historiquement formé, appareil très articulé qui fournit des instruments de pouvoir au groupe social qui le manœuvre, groupe quelque peu minoritaire par rapport à la société, et quelque peu ramolli et privé de vigueur même physique dans l'actuelle phase putride du capitalisme, mais qui à travers l'armée, la police, la justice, l'école, la culture, l'Église a le pouvoir effectif et l'utilise de façon dictatoriale sur la société entière. **Liebkecht** continue :

« Le militarisme n'est pas un phénomène spécifique du capitalisme. C'est au contraire un aspect propre et essentiel à toutes les organisations sociales classistes, dont le capitalisme n'est que le dernier. Certes le capitalisme, de même que toute autre organisation fondée sur la division de la société en classes, développe son type spécifique de militarisme ; le militarisme en effet, conformément à sa nature, est un moyen en relation avec un but ou plusieurs buts, lesquels sont différents selon le type d'organisation sociale, et que l'on peut atteindre par des voies diverses fonctions de leur différence. Ceci ne concerne pas seulement l'organisation de l'armée, mais aussi les autres aspects du militarisme qui résultent de la réalisation de ses tâches. A la phase du développement capitaliste correspond dans le meilleur des cas l'armée fondée sur la conscription générale ; bien qu'elle soit une armée tirée du peuple, elle n'est pas une armée du peuple, mais une armée contre le peuple, ou une armée qui est de plus en plus manipulée dans ce sens. »

Voici la description que la Gauche donne du militarisme moderne dans un article déjà cité : "Le socialisme d'hier face à la guerre d'aujourd'hui" :

« Vu les progrès de la technique, les canons, les explosifs, les navires qui sont construits de nos jours, sont sans comparaison plus puissants que les vieux moyens offensifs. Le développement de l'économie bourgeoise, et l'énorme importance prise par les organismes étatiques, centralisateurs de tant de fonctions vitales, permettent à ces derniers dans la préparation de la guerre des ressources financières ignorées des anciens monarques et chefs de toutes époques. En outre, les liens par lesquels les États modernes lient, sous le vernis de la civilisation démocratique, les individus, sont en train de devenir si étroits que l'État peut disposer de masses énormes de gens armés, suçant jusqu'au dernier homme valide de la population. L'État militaire dispose d'un grand nombre de soldats exercés aux armes et vétérans grâce à la conscription obligatoire, introduite systématiquement après la révolution française (elle fut justement décidée par la Convention en France). L'immense réseau de voies ferrées, qui est à la disposition des États modernes, permet de disposer et de mobiliser en quelques heures des masses énormes d'hommes qui sont recrutés, armés et portés aux frontières avec une célérité impressionnante par millions et millions. Arrêtez-vous un instant pour songer au spectacle des mobilisations modernes ! Quelle plus grande insulte à la liberté individuelle que ce qui est rendu possible par les toutes dernières ressources de la soi-disant civilisation et de la constitution des États en régime bourgeois et sur les directives démocratiques ?

Les guerres antiques ne présentaient rien de semblable. Les armées étaient beaucoup moins nombreuses et étaient formées, en grande partie par nécessité technique, de vétérans, tous volontaires ou mercenaires, et les recrutements forcés étaient limités, épisodiques et beaucoup plus difficiles qu'aujourd'hui. Une grande partie des travailleurs était laissée aux champs et à leurs métiers ; faire le soldat était une profession ou une décision libre on ignorait les masses énormes d'aujourd'hui et les carnages des batailles avec les armes modernes. Les invasions barbares elles-mêmes étaient des migrations de peuples qui se déplaçaient avec les familles, les armements et les instruments de travail, pour piller des terres accueillantes et fertiles pour le plus grand bien-être de tous même s'il était assuré par la force brutale -, tandis que le soldat moderne, s'il survit à la guerre victorieuse, retourne à sa vie habituelle d'exploitation et de misère, probablement aggravées, après avoir laissé à la maison la famille que l'État soutient ... avec quelques sous.

Les guerres de l'époque féodale étaient aussi différentes. Les barons revêtaient personnellement le fer et mettaient leur vie en danger, suivis par quelques milliers d'hommes d'armes pour qui la guerre était un métier avec les risques inhérents à tout métier. La guerre à laquelle nous assistons n'est donc pas un retour à l'époque barbare ou féodale, mais un phénomène historique propre à notre temps, qui ne survient pas malgré la civilisation actuelle, mais justement à cause du régime capitaliste qui recèle sous l'aspect de la civilisation une profonde barbarie. La possibilité et la fatalité de la guerre sont inhérents à la constitution des États modernes qui, en régime de démocratie économique, maintiennent l'esclavage économique et étendent leur énorme puissance, basée apparemment sur l'accord de tous, au point qu'une poignée de ministres, représentants de la classe dominante, puisse déplacer en 24 heures sur la ligne de feu et de mort des millions d'hommes qui ne savent pas où et pourquoi et contre qui ils sont envoyés : c'est là un fait impressionnant où l'abus tyrannique qui a opprimé les multitudes humaines au cours des siècles atteint son maximum. »

Liebkecht ajoute :

« L'armée de l'organisation sociale capitaliste, comme celle des organisations fondées sur la division de la société en classes, remplit un double but.

Elle est en premier lieu une institution nationale destinée à l'offensive extérieure ou à la défense contre une menace venant de l'extérieur, destinée en bref aux hypothèses de complications internationales, ou pour adopter une expression militaire, contre l'ennemi extérieur.

Mais le militarisme n'est pas seulement défense ou offensive contre l'ennemi extérieur, il remplit une seconde tâche, qui saute de plus en plus au premier plan à mesure qu'augmentent de façon aigüe les contrastes de classe et que croît la conscience de classe du prolétariat, déterminant de plus en plus la forme extérieure du militarisme et son caractère interne : La tâche de défense de l'organisation sociale dominante, de soutien du capitalisme et de toute réaction contre la lutte de libération de la classe ouvrière. Sous ce aspect, il ne se montre que comme un pur instrument de la lutte de classe, destiné, avec la police et la justice, l'école et l'Église, à freiner le développement de la conscience de classe et, au delà de ceci, à garantir à une minorité, coûte que coûte, la domination dans l'État et la liberté d'exploitation, fût-ce même contre la volonté consciente de la majorité du peuple.

Nous nous trouvons donc face au militarisme moderne, qui veut être ni plus ni moins la quadrature du cercle, qui arme le peuple contre le peuple lui-même, qui ne s'aperçoit pas qu'il fait de l'ouvrier, tandis qu'il cherche à introduire artificiellement par tous les moyens dans notre

articulation sociale une distinction par classe d'âge, l'opresseur et l'ennemi, l'assassin de ses amis et camarades de classe, de ses parents, frères et fils, de son passé même et de son avenir ; ce militarisme qui veut être en même temps démocratique et despotique, illuminé et mécanique, populaire et ennemi du peuple. En vérité, il ne faut pas oublier que le militarisme se tourne aussi contre l'"ennemi" national intérieur. »

Voici les caractères généraux du militarisme et particulièrement de celui capitaliste.

Aujourd'hui après deux guerres impérialistes, toutes les deux gagnées par le bloc occidental, le militarisme prusso-allemand a été écrasé et remplacé, dans sa fonction de militarisme exemplaire, par ceux américain et russe.

La bourgeoisie par rapport au début du siècle a encore plus développé le militarisme, a centuplé les dépenses militaires et, la peste du militarisme qui était alors limitée à l'échelle européenne a désormais envahi le globe entier. Comme l'affirme Lénine, « l'impérialisme tend par sa nature à exagérer le phénomène du militarisme capitaliste et à militariser la société entière, surtout dans les moments des crises économiques et sociales les plus aigües. »

LES CARACTÈRES DES GUERRES :

Lénine dans son ouvrage "Le socialisme et la guerre" écrit en pleine guerre, en juillet -août 1915, examine le caractère de la guerre impérialiste d'alors, la distinguant des précédentes guerres de l'histoire moderne. Nous avons aussi traité ce sujet dans une Fil du Temps : "Guerre impérialiste et guerre révolutionnaire" (Battaglia Comunista n°11-1950, traduit dans La Gauche n°5-6).

Types historiques des guerres des temps modernes.

« La grande Révolution française a commencé une nouvelle époque de l'histoire de l'humanité. D'alors jusqu'à la Commune de Paris, de 1789 à 1871, un type particulier de guerre est constitué par les guerres de caractère bourgeois progressif, de libération nationale. En d'autres termes, le principal contenu et la signification historique de ces guerres a été le renversement et la destruction de l'absolutisme et du féodalisme, le renversement de l'oppression étrangère. Elles ont été, par conséquent, **des guerres progressives** et tous les honnêtes démocrates révolutionnaires, ainsi que les socialistes, durant de telles guerres, sympathisèrent toujours pour le succès du pays (c'est-à-dire de la bourgeoisie) qui contribuait à abattre ou à miner les piliers les plus dangereux du féodalisme, de l'absolutisme et de l'oppression des peuples étrangers. »

Différence entre guerre d'agression et guerre de défense.

« La période 1789-1871 a laissé des traces et des souvenirs révolutionnaires profonds. Jusqu'à l'abolition du féodalisme, de l'absolutisme et de l'oppression étrangère, on ne pouvait pas parler d'un développement de la lutte prolétarienne pour le socialisme. Quand ils parlaient de légitimité de la guerre "défensive" à propos de la guerre de cette époque, les socialistes avaient présent précisément toujours ces buts, c'est-à-dire la révolution contre le Moyen-âge et contre la servitude de la glèbe. Par **guerre "défensive"**, les socialistes ont toujours entendu une guerre "juste" dans ce sens (W. Liebknecht s'exprimait ainsi autrefois). Seulement dans ce sens les socialistes ont reconnu et reconnaissent aujourd'hui la légitimité, le caractère progressif et juste de la "défense de la patrie" ou de la guerre "défensive". Par exemple, si demain le Maroc déclare la guerre à La France, l'Inde à l'Angleterre, la Perse ou la Chine à la Russie, etc., celles-ci seraient des guerres "justes", des

guerres "défensives" indépendamment de qui attaque le premier, et tout socialiste sympathiserait pour la victoire des États opprimés, soumis et privés de droits, contre les "grandes" puissances esclavagistes qui oppriment et pillent. Mais imaginez qu'un maître de cent esclaves guerroye contre un autre qui en possède deux cent pour une plus "juste" répartition des esclaves. Il est clair que, dans un pareil cas, la qualification de guerre "défensive" ou de "défense de la patrie" constituerait une falsification historique et, en pratique, uniquement une duperie du simple peuple, de la petite bourgeoisie, des gens ignorants, de la part des astucieux maîtres d'esclaves. C'est précisément ainsi que la bourgeoisie impérialiste de notre temps trompe les peuples, se servant de l'idéologie "nationale" et du concept de défense de la patrie dans l'actuelle guerre entre maîtres et esclaves, pour la consolidation et le renforcement de l'esclavage. »

La guerre actuelle est une guerre impérialiste.

« Presque tous reconnaissent que la guerre actuelle est impérialiste, mais la majeure partie déforme ce concept ou l'applique unilatéralement, ou cherche à faire croire à la possibilité que cette guerre ait une signification bourgeoise-progressive de libération nationale. L'impérialisme est le plus haut degré de développement du capitalisme, et il a été atteint seulement au 20ème siècle. Pour le capitalisme, les vieux États nationaux sans la formation desquels il n'aurait pas pu abattre le féodalisme, sont devenus étroits. Le capitalisme a développé à un tel point la concentration, que des branches entières de l'industrie sont dans les mains de syndicats, de trusts, d'associations de capitalistes milliardaires, et presque tout le globe est divisé entre ces "seigneurs du capital", ou sous forme de colonies, ou moyennant le réseau de l'exploitation financière qui lie par mille fils les pays étrangers. Le libre commerce et la concurrence ont été remplacés par la tendance au monopole, par l'usurpation de terres pour y employer des capitaux, pour exporter des matières premières, etc. De libérateur des nations qu'il était dans la lutte contre le féodalisme, le capitalisme, dans la phase impérialiste, est devenu le plus grand oppresseur des nations. De progressif, le capitalisme est devenu réactionnaire ; il a développé à un tel point les forces productives que l'humanité doit ou passer au socialisme ou supporter pendant des années, voire des décennies, la lutte armée entre les "grandes" puissances pour la conservation artificielle du capitalisme à travers les colonies, les monopoles, les privilèges et les oppressions nationales de toute sorte. »

Pour Lénine, le concept fondamental, polémique avec les traîtres chauvinistes, est le sabotage total, sans réserves, justifications et hésitations, de la guerre impérialiste ; mais dans le même temps il admet dans quels cas les socialistes ne sont pas contre la guerre.

En premier lieu il soutient dans les innombrables écrits de 1915-1916 les guerres révolutionnaires bourgeoises qui, si elles sont terminées en Europe en 1871, sont actuelles dans des zones extra-européennes, particulièrement dans les aires asiatiques et orientales. La Commune de Paris représente la date de séparation historique où se terminent les guerres révolutionnaires bourgeoises en Europe, pour ouvrir la voie aux guerres impérialistes successives. Après 1871, le mouvement prolétarien européen se place sur le plan de la révolution et rompt avec la nation. Marx le sanctionna par la célèbre formule : "DÉSORMAIS LES ARMÉES NATIONALES SONT TOUTES LIGUÉES CONTRE LE PROLÉTARIAT".

En second lieu, Lénine admet un autre type fondamental de guerre, la guerre civile entre les classes sociales antagonistes qui sont, ajoute-t-il, des guerres inéluctables de progrès social et ne finiront qu'avec la fin de la division en classes de la société. Mais, en plus des deux types de

guerres justes, il en admet encore une troisième : la guerre révolutionnaire non plus bourgeoise mais socialiste de demain.

« Les socialistes ne peuvent nier l'importance positive des guerres révolutionnaires, c'est-à-dire des guerres non impérialistes, comme par exemple des guerres conduites de 1789 à 1871 pour l'abolition de l'oppression nationale et pour mettre fin au fractionnement féodal avec la création d'États capitalistes nationaux, ou bien des guerres possibles pour la défense du prolétariat victorieux dans la lutte contre la bourgeoisie. ⁷»

NOTRE ANTI-MILITARISME :

De l'individualisation des types fondamentaux de guerre et par l'examen de la tactique antimilitariste de la social-démocratie dans la 2^{ème} Internationale, dérive La compréhension du rapport entre guerre et révolution, et de comment s'articule dans les diverses situations le plan tactique marxiste invariant, et comment il s'est développé au cours de l'histoire du mouvement ouvrier.

L'aversion pour le militarisme bourgeois fait partie intégralement de la tradition historique du mouvement prolétarien révolutionnaire international, même si surtout les anarchistes en firent au siècle dernier leur cheval de bataille et leur bannière qui réussit à influencer négativement le mouvement ouvrier socialiste.

Les marxistes de gauche, dans la 1^{ère} et 2^{ème} Internationale, ont toujours assumé une position antithétique vis à vis de l'antimilitarisme anarchiste. L'anarchisme considère le militarisme comme un phénomène complètement autonome, comme un produit subjectif de la politique des classes dominantes, comme un mal en soi. Il voit la lutte antimilitariste comme une série d'actes individuels qui sont déterminés par des volontés conscientes particulières, comme le sabotage, le refus de la conscription et de l'usage des armes, moyens servant à éviter les guerres et les carnages prolétariens.

Avec cette conception, il est prêt à appuyer n'importe quelle action individuelle, faisant abstraction des rapports de force réels. L'action antimilitariste anarchiste s'est toujours réduite à de vides appels pacifistes contre la guerre plutôt qu'à de concrètes actions dans le sens de l'organisation prolétarienne.

A l'objection de conscience, au refus individuel de l'usage des armes, à l'exaltation du geste individuel, les marxistes ont toujours opposé une conception et une action classiste complètement opposée.

Les communistes combattent les charges pesantes que le militarisme bourgeois détermine dans la classe ouvrière, et surtout dans l'armée, qui encadre le prolétariat pour une grande part, afin de conduire dans la société et surtout à l'intérieur des forces armées une action classiste révolutionnaire, pour que la machine du militarisme bourgeois s'enraye sous les coups de l'action prolétarienne et dans le but de constituer à l'intérieur de l'armée une organisation illégale de parti qui prépare les conditions subjectives du **défaitisme révolutionnaire et de l'organisation de l'armée prolétarienne.**

Notre aversion du militarisme s'est toujours bien distinguée de celle de la conception anarchiste.

⁷ (Résolution des sections extérieures du Parti Ouvrier Social-démocrate Russe, in œuvres XXI).

L'ANTIMILITARISME pour les socialistes de gauche d'abord, et pour les communistes ensuite, N'A JAMAIS REPRÉSENTÉ UNE FIN EN SOI, mais vice-versa UNE DES FACES DE L'ACTION ANTICAPITALISTE DU SOCIALISME.

« Le militarisme domine et dévore l'Europe. Mais ce militarisme porte en lui aussi le germe de sa propre ruine. La concurrence réciproque des États particuliers le contraint d'une part à engager chaque année plus d'argent pour l'armée, marine, canons, etc., d'autre part à donner un caractère de sérieux de plus en plus grand au service militaire obligatoire pour tous et avec ceci à faire valoir à un certain moment sa volonté face à ces seigneurs de la caste militaire qui exercent le commandement. Et ce moment se présente dès que La masse du peuple, ouvriers des campagnes et des villes et paysans, a une volonté. À ce point l'armée des princes se change en armée du peuple, la machine se refuse à servir, le militarisme est soumis à la dialectique de son propre développement... Et ceci signifie faire sauter en l'air, de l'intérieur, le militarisme et, avec lui, toutes les armées permanentes. » (Engels, "L'Anti-dürhing").

L'ANTIMILITARISME DANS LA SECONDE INTERNATIONALE.

PRÉMISSSE :

« On falsifierait l'histoire si on affirmait que la 1ère Internationale et la 2^{ème} ne prirent pas en considération le problème de la guerre et ne cherchèrent pas à le résoudre dans l'intérêt de la classe ouvrière. On pourrait directement affirmer que le problème de la guerre fut mis à l'ordre du jour dès le début de la 1ère Internationale (guerre de 1859 de la France et du Piémont contre l'Autriche ; de 1864 de la Prusse et l'Autriche contre le Danemark ; de 1866 de la Prusse et l'Italie contre l'Autriche et l'Allemagne du Sud ; de 1870 de la France contre l'Allemagne ; et sans compter la guerre de sécession de 1861-65 des États Unis, l'insurrection de la Bosnie-Erzegovnie de 1878 contre l'annexion autrichienne qui passionna beaucoup les internationalistes de l'époque ; etc.).⁸ »

Marx et Engels combattirent les illusions démocratiques des pacifistes et le faux philanthropisme bourgeois, qui voulait avec la concorde des classe abolir la guerre, et démontrèrent l'exigence historique de l'usage de la violence révolutionnaire pour la transformation de la société. Cette exigence, dont il faut tenir compte pour la révolution prolétarienne, a été énoncée par Marx dans **l'Adresse du Comité Central de la Ligue des Communistes de mars 1850**, qui établit en même temps la tactique prolétarienne dans la double révolution.

« Mais pour pouvoir s'opposer énergiquement et de façon menaçante à ce parti (le parti adversaire démocratique bourgeois) dont la trahison envers les ouvriers commencera à la première heure de la victoire, les ouvriers doivent être armés et organisés. L'armement de tout le prolétariat avec carabines, fusils, pistolets et munitions doit être réalisé tout de suite ; il faut s'opposer immédiatement au rétablissement de la vieille garde civique tournée contre les ouvriers. Mais là où ce dernier but ne peut être accompli, les ouvriers doivent tenter de s'organiser indépendamment en garde prolétarienne avec chefs et état major élus par eux, et se mettre aux ordres non des pouvoirs de l'État mais des Conseils Communaux formés par les ouvriers (organisations politiques

8 (La 1ère et la 2ème Internationales face au problème de la guerre ; "Bilan" n°21 juillet-août 1935).

territoriales ; de véritables soviets). Là où les ouvriers sont sous la dépendance de l'État, ils doivent réaliser leur propre armement et leur propre organisation en un corps spécial, avec des chefs choisis par eux, ou bien comme une partie de la garde prolétarienne. Il ne faudra pas remettre sous aucun prétexte les armes et les munitions, et à toute tentative de désarmement il faudra, si cela est nécessaire, opposer la force. »

Marx énonce ici l'exigence d'une garde rouge et d'une armée rouge pour la prise révolutionnaire du pouvoir. Cet enseignement est le produit de la sanglante lutte de classe de juin 1848 en France, où le prolétariat parisien tenta pour la première fois "la montée au ciel" ; la réponse de la bourgeoisie fut immédiate : tandis qu'elle s'était montrée vile à combattre les forces de la réaction féodale, elle se montra déterminée et féroce pour combattre les prolétaires. Au III^{ème} congrès de l'Internationale, tenu à Bruxelles en 1863, on vota une motion sur l'attitude à avoir en cas de conflit entre les grandes puissances européennes, dans laquelle les travailleurs étaient invités à empêcher la guerre entre les peuples et on y recommandait la grève générale en cas de guerre. Marx et Engels, même s'ils furent contraints de mettre dans les Statuts et dans l'Adresse Inaugurale, qui risquaient d'être rédigés par Mazzini, les paroles de morale, civilisation et droit, menèrent une âpre lutte contre tous les courants pacifistes et d'inspiration petite bourgeoise qui prêchaient la paix et le désarmement et affirmèrent qu'en régime bourgeois les guerres sont inévitables parce qu'elles sont une conséquence directe du système même.

Au congrès de Lausanne en 1867, des délégués de gauche liés à Marx soulignèrent que "pour mettre fin aux guerres, il ne suffisait pas de supprimer l'armée permanente et de la remplacer par la milice populaire", mais une transformation de tout l'ordre social existant était nécessaire. La revendication de la milice populaire est caractéristique de la démocratie bourgeoise révolutionnaire à l'époque de la grande révolution française. « Cette idée consistait dans la réconciliation de toutes les classes de la société bourgeoise, dans la formation d'un front unique national qui prétendait se placer au-delà des classes. »

A l'époque de la formation de la 1^{ère} Internationale », les courants non marxistes croyaient que la panacée universelle pour empêcher la guerre était la suppression des armées permanentes, remplacées par la milice populaire.

Ces illusions démocratiques furent aussi soutenues par la droite de la 2^{ème} Internationale, particulièrement par Jaurès. La leçon historique que la doctrine marxiste a tiré depuis sa naissance et qui sera martelée par Lénine et confirmée dans la révolution d'Octobre, est que **avant de réaliser une transformation sociale, la dictature du prolétariat est nécessaire.**

La caractéristique fondamentale de la II^{ème} Internationale fut celle d'être inspirée par les principes du marxisme révolutionnaire, mais sur le plan tactique elle donnait la possibilité aux sections nationales fédérées et à l'intérieur de celles-ci aux courants qui se formaient, d'exprimer divers programmes tactiques, que les congrès définissaient tour à tour selon le rapport de force entre les fractions réformistes et celles marxistes révolutionnaires.

Les marxistes authentiques, d'abord Engels, puis Lénine et toutes les gauches internationales, luttèrent contre les révisionnistes et les opportunistes, essayèrent d'imposer un programme révolutionnaire.

Le vieux programme de la social-démocratie, entendu comme perspective de l'action du parti,

qui dans le sens historique se greffait dans une phase particulière du développement capitaliste, soi-disant pacifique, comprenait parmi les tâches naturelles de la social démocratie celle de revendiquer des "réformes démocratiques" comme moyen de faire progresser la cause prolétarienne. Même les marxistes de la II^{ème} Internationale introduisirent dans certaines revendications sociales et politiques des éléments de progrès historique qui tendaient à compléter les révolutions bourgeoises, et donc indispensables dans le processus révolutionnaire prolétarien ; mais pour les gauches cette voie n'aurait jamais pu éviter la conquête violente du pouvoir politique.

A côté du "programme maximum", dans cette période historique, la droite et le centre croyaient possible de mener une lutte sur le terrain de classe contre le militarisme, insérée dans le "programme minimum", entendus comme démocratisation du militarisme et de l'appareil étatique en général, dans Le but de promouvoir des conditions favorables au processus révolutionnaire.

Pour l'aile réformiste, la lutte conduite ainsi était entendue comme une **évolution** graduelle et progressive qui en union à celle parlementaire aurait ouvert les portes à la conquête **pacifique** et graduelle du pouvoir. La lutte antimilitariste des réformistes repoussait la participation prolétarienne aux guerres, mais ne considérait pas les possibilités d'une guerre effective et les conséquences qui en dériveraient (politique pacifiste). Ce contraste de programmes accompagna tout l'arc de la vie de la 2^{ème} Internationale jusqu'à ce que, après la trahison de 1914, la guerre impérialiste démontrât l'impossibilité de conjuguer préparation révolutionnaire et lutte pour la démocratisation du militarisme et des institutions étatiques bourgeoises, et qu'il n'était pas possible de tolérer la présence à l'intérieur des partis ouvrier du courant opportuniste réformiste.

L'examen des résolutions sur l'antimilitarisme et la guerre des congrès de la II^{ème} Internationale nous amène au "nœud" qui accompagna toute la vie de la II^{ème} Internationale de 1889 à 1914 : la lutte entre les forces saines révolutionnaires de gauche et les deux courants anarchiste et réformiste qui se révélèrent clairement (même si déjà avant leur fonction était indubitable pour la gauche internationale) seulement avec l'éclatement de la première guerre mondiale, quand anarchisme et réformisme gagnèrent bras dessus bras dessous les bannières de la patrie pour défendre leurs "terres natales", discutant sur la nature des guerres de façon à pouvoir justifier leur débâcle au nom du marxisme.

En réalité toute l'histoire de la II^{ème} Internationale est extrêmement complexe, parce qu'en elle se reflète un ensemble de passages historiques pour le capitalisme qui connaît un développement des forces productives sans précédent (naissance de l'impérialisme) ; comme pour le mouvement socialiste qui s'étend au delà des frontières de l'Europe, qui voit naître en son sein et se consolider des partis socialistes à l'échelle nationale, et qui connaît rapidement le phénomène opportuniste (première vague opportuniste "bersteinienne" 1886-1903 ; deuxième vague, le 4 août 1914 avec le social-chauvinisme).

Engels dirigea le processus de formation de la II^{ème} Internationale et s'opposa à une reconstitution qui ne tint pas compte du bilan historique tiré de l'expérience de la première Internationale où Marx dût se battre autant par la critique doctrinale que par une dure lutte organisationnelle contre Bakounine et ses tenaces disciples en France, Suisse, Espagne et Italie. Ainsi dans les années 1880, l'aile "réformiste" du mouvement ouvrier international prit l'initiative de la création d'une nouvelle Internationale, c'est-à-dire les Trade-Unions anglais et les "possibilistes" français de Brousse, séparés des "collectivistes" de Guesde, et qui avaient la "sympathie" de la

social démocratie allemande. Pour Engels, les possibilistes étaient des adversaires très dangereux car ils n'étaient que des "élèves de Bakounine avec un drapeau différent mais avec tout le vieil arsenal et la vieille tactique". C'est pourquoi notre grand marxiste intervint avec insistance par de très nombreuses lettres auprès des dirigeants de la social démocratie allemande pour que celle-ci reconnaisse dans les "collectivistes" le seul parti révolutionnaire français. La tâche fut ardue car le groupe de Guesde et Lafargue s'était maladroitement embourbé dans l'affaire Boulanger ; mais Engels eut finalement gain de cause. En 1889 se tinrent à Paris deux congrès séparés ; l'un des "possibilistes" et des Trade-Unions anglais, l'autre du POF (Parti Ouvrier Français de Guesde) ou des "collectivistes" et de la social démocratie allemande. Mais c'est seulement en 1890 que triomphèrent les conditions formulées par Engels, et au congrès de Bruxelles en 1891, les marxistes gagnèrent sur toutes les questions de principe et de tactique ; il fut alors seulement possible de fonder une nouvelle Internationale.

Engels participa activement à la préparation des trois premiers congrès et tint le discours de clôture de celui de Zurich en 1893. Nous citerons à ce propos quelques passages tirés de l'ample correspondance échangée par Engels et qui nous montrent la conclusion de la dure bataille théorique qui précéda la naissance de la II^{ème} Internationale.

D'une lettre d'Engels à Sorge du 02/09/1891 : « Les marxistes ont gagné sur toute la ligne, autant en ce qui concerne les principes que la tactique. » D'une lettre à Paul Lafargue du 9-9-91 : « Quoiqu'il en soit, je suis satisfait du congrès. Avant tout parce qu'il a représenté l'écroulement définitif de l'opposition Brousse-Hyndman (...). Puis l'expulsion des anarchistes. Là où la vieille Internationale s'arrêta, c'est précisément là que commence la nouvelle. Celle-ci, après 19 années, est la confirmation pure et simple des résolutions de La Haye. »

D'une lettre à Sorge du 14/09/1891 : « Le meilleur est que les anarchistes ont été jetés dehors tout comme au congrès de La Haye. Là où la vieille Internationale s'arrêta, la nouvelle recommence précisément, infiniment plus grande et fermement marxiste. »

LES CONGRÈS LES RÉOLUTIONS SUR ANTIMILITARISME ET GUERRE.

En suivant le parcours des neuf congrès de la 2^{ème} Internationale, on retrouve (avec quelques différences dont nous verrons la signification) toujours les revendications telles que suppression des armées permanentes, création de la milice populaire, désarmement, arbitrage international.

Au congrès de Paris en 1889 (devenu ensuite le congrès de fondation de la 2^{ème} Internationale) participèrent 400 délégués provenant de 22 pays d'Europe et d'Amérique. Sur la question du militarisme, on demanda l'abolition des armées permanentes et la création de la milice populaire.

Au congrès de Bruxelles en 1891, au centre des travaux fut la question du militarisme. Le congrès repoussa la proposition de l'anarchiste hollandais Nieuwenhuis d'adopter comme moyen de lutte contre la guerre la grève générale, et fit sienne la résolution de W. Liebknecht-Vaillant qui mettait en évidence la matrice économique du militarisme et invitait les ouvriers à protester contre toutes les velléités belliqueuses et les alliances qui les favorisaient.

Au congrès suivant de Zurich en 1893, la résolution sur le militarisme, outre à se baser sur celle de Bruxelles, affirma la nécessité que les députés socialistes repoussent tout crédit de guerre et se battent pour le désarmement et l'abolition des armées permanentes.

Au congrès de Londres de 1896, furent reprises les résolutions des congrès précédents et apparut la requête d'un tribunal d'arbitrage international qui se serait prononcé sur les conflits en cours entre les nations.

Au congrès de Paris de 1900, la résolution sur l'antimilitarisme et guerre proposa l'éducation de la jeunesse contre le militarisme, l'obligation pour les parlementaires de voter contre les crédits militaires et coloniaux et soutint la nécessité d'une agitation antimilitariste dans tous les pays. Ces requêtes furent reprises dans les congrès suivants, bien que dès le congrès de Paris en 1900, la gauche révolutionnaire (Lénine-Luxembourg) mena une action de plus en plus serrée et nette pour que fussent approuvées des résolutions expliquant comment la guerre est un phénomène indissociable du capitalisme, et les formulations théoriques plus précises furent formulées à Stuttgart en 1907 et à Bâle en 1912, précisément parce qu'à ces congrès la gauche réussit à faire taire les tendances opportunistes.

Mais revenant aux demandes de milice populaire, de désarmement, d'arbitrage international, nous voyons comment elles trouvent leur justification dans la période historique de développement "pacifique" du capitalisme, mais apparaissent complètement dépassées dans la phase impérialiste ; et même leur défense démagogique représente aujourd'hui seulement une mystification pour les opportunistes.

Citons à ce propos un article de **Trotsky ("Notre politique pour la création de l'armée"**, thèse adoptée au VIII^{ème} congrès du PC russe en mars 1919) : « Le vieux programme de la social démocratie réclamait la formation d'une milice populaire sur la base, si possible, d'une instruction militaire donnée hors des casernes à tous les citoyens aptes aux armes. Cette exigence de programme qui, à l'époque de la 2^{ème} Internationale, s'opposait à l'armée régulière, impérialiste, avec l'instruction dans les casernes, service militaire de longue durée et corps officiel de caste, avait la même portée historique que les autres demandes de la démocratie : suffrage universel, une Chambre unique, etc. Dans les conditions du développement capitaliste "pacifique" et du prolétariat, contraint jusqu'à un certain moment, à adapter la lutte de classes aux méthodes de la légalité bourgeoise, la tâche naturelle de la social démocratie était d'exiger des formes beaucoup plus démocratiques dans l'organisation de l'État et de l'armée capitaliste. La lutte sur cette base avait sans aucun doute une signification éducative, mais comme l'a démontré la très importante expérience de la dernière guerre, la lutte pour la démocratisation du militarisme bourgeois a donné encore moins de résultats que la lutte pour la démocratisation du parlementarisme bourgeois : puisque dans le camp du militarisme, la bourgeoisie peut seulement tolérer un "démocratisme" qui n'attaque pas sa domination de classe, en d'autres mots, un démocratisme illusoire et fictif. Sur un plan international, comme dans les rapports internes, le militarisme bourgeois en Allemagne, en France, en Suisse, en Angleterre, en Amérique, nonobstant toutes les différences entre les États et les structures des armes de ces divers pays, a révélé les mêmes traits impitoyables de cruauté de classe.

Quand la lutte de classes se transforme en guerre civile ouverte, rompant l'enveloppe du droit bourgeois et des institutions bourgeoises démocratiques, le mot d'ordre "milice populaire" est totalement privé de sens, de la même façon que celui du parlement démocratique : parce qu'il devient une arme de la réaction. »

Le **congrès de Stuttgart en 1907** eut une importance considérable, d'abord par sa représentation

(884 délégués d'Europe, d'Asie, d'Amérique, d'Australie et d'Afrique du Sud), ensuite par ses travaux qui définirent fermement l'esprit de la social démocratie révolutionnaire face à l'opportunisme. On peut d'ailleurs souligner que dans la majorité des commissions et sur la majorité des questions, les représentants de l'Allemagne apparurent comme les têtes de file de l'opportunisme. La dernière journée du congrès fut dédiée à la question du militarisme. En effet, après la crise marocaine résolue provisoirement par le traité d'Algésiras en 1906, l'horizon international s'assombrissait et l'activité de la II^{ème} Internationale était maintenant dominée par la préoccupation du danger d'une guerre entre les grandes nations européennes. Face à quatre résolutions proposées par Bebel au nom des Allemands, par Vaillant et Jaurès au nom de la majorité de la SFIO, par Guesde au nom de la fraction minoritaire de la SFIO, et par Hervé au nom de la fraction extrémiste anti-patriotique, le congrès institua une sous commission.

La résolution d'Hervé soutenait un point de vue semi-anarchiste, proposant ingénument, selon Lénine, de répondre à toute guerre par la grève et l'insurrection ; cette position inconsistante n'expliquait pas le lien entre guerre et régime capitaliste en général, et ne comprenait pas que l'emploi de tel ou tel moyen de lutte dépendait non d'une décision préliminaire des révolutionnaires, mais des conditions objectives de la crise que la guerre amenait (Lénine : "Le congrès de Stuttgart", tome 13 p 79).

La résolution de Guesde se proclamait hostile à toute campagne contre le militarisme parce qu'elle aurait détourné la classe ouvrière de sa tâche principale : la conquête du pouvoir politique par l'expropriation des capitalistes ; elle condamnait par conséquent les méthodes telles que la désertion, la grève militaire, l'insurrection, et préconisait de réclamer la réduction du service militaire, de voter contre les budgets militaires, de proposer pour empêcher les conflits internationaux le principe de la nation armée au lieu de l'armée permanente.

La résolution de Vaillant-Jaurès attaquait les deux premières, qualifiant d'extrémisme verbal la position d'Hervé et de possibilisme passif celle de Guesde. Elle déclarait que le militarisme et l'impérialisme étaient les instruments organisés avec lesquels l'État maintenait la classe ouvrière sous le joug économique et politique de la classe capitaliste ; que la nation attaquée et sa classe ouvrière avaient le devoir de défendre leur autonomie et indépendance avec l'appui de la classe ouvrière de tous les autres pays (il s'agit là d'une prémisse à toutes les discussions de 1914 sur guerre d'offensive et guerre défensive, et donc des mots d'ordre "défense de la patrie"). Elle réclamait la solidarité internationale des socialistes et invitait les ouvriers à une action nationale et internationale pour empêcher la guerre et ceci par tous les moyens : de l'intervention parlementaire à l'agitation publique, à la grève générale, à l'insurrection.

Enfin la résolution de Bebel débutait par l'affirmation que les guerres entre les États capitalistes étaient en général la conséquence de rivalités sur Le marché mondial, que les guerres étaient l'essence du capitalisme, que la classe ouvrière était l'ennemie naturelle de la guerre. Le devoir des ouvriers et de leurs représentants au parlement était donc de lutter contre les armements en refusant tout appui financier, de faire tout leur possible pour empêcher le conflit en recourant à tous les moyens qu'ils retiendraient les plus efficaces. Lénine commente ainsi la résolution de Bebel (tome 13 p 80) :

« La résolution de Bebel que proposaient les Allemands et qui coïncidait dans tous ses aspects essentiels avec celles de Guesde, souffrait précisément de ce qu'elle ne comportait aucune

indication concernant les tâches pratiques du prolétariat. Ce qui laissait la possibilité de considérer les thèses orthodoxes de Bebel sous un angle opportuniste, possibilité que Vollmar s'empressa de transformer en réalité. C'est, pourquoi R. Luxembourg et les délégués social-démocrates russes ont apporté des amendements à la résolution de Bebel. Ces amendements : 1° précisaient que le militarisme constitue l'instrument essentiel de l'oppression de classe ; 2° mettaient ensuite l'accent sur les tâches de propagande parmi la jeunesse ; 3° soulignaient que la social-démocratie devait lutter non seulement contre le déclenchement des guerres et pour l'arrêt rapide des guerres déjà commencées, mais également pour mettre à profit la crise provoquée par la guerre et précipiter la chute de la bourgeoisie.

Tous ces amendements ont été insérés dans la résolution de Bebel par une sous commission. En outre Jaurès a proposé un plan excellent : au lieu d'indiquer des moyens de lutte (grève, insurrection), on devrait mettre en relief des exemples historiques de la lutte du prolétariat contre la guerre, dès les manifestations en Europe à la révolution russe. Le résultat de tous ces remaniements a été une résolution d'une longueur certes excessive, mais fort riche en idées et très précise quant aux tâches du prolétariat. Cette résolution se distinguait par la rigueur de l'analyse orthodoxe, c'est-à-dire de la seule analyse scientifique marxiste, en même temps qu'elle proposait aux partis ouvriers les mesures de lutte les plus résolues et les plus révolutionnaires. »

Voici donc le dernier paragraphe de la résolution finale :

« Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière dans les pays concernés, c'est un devoir pour leurs représentants dans les parlements avec l'aide du Bureau International, force d'action et de coordination, de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraissent les mieux appropriés et qui varient naturellement selon l'acuité de la lutte des classes et la situation politique générale. Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, ils ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste. »

Au congrès de Copenhague en 1910, il y eut un vif débat sur la grève générale, mais dans la résolution finale, on exclut toute référence à la grève et la tâche de lutter contre la guerre est réservée presque exclusivement aux parlementaires socialistes des différents pays, lesquels sont invités à voter contre les budgets militaires, à demander l'arbitrage obligatoire pour toutes les controverses internationales, à se battre pour le désarmement général, pour l'abolition de la diplomatie secrète et pour l'indépendance de tous les peuples. Ce congrès représente donc un pas en arrière par rapport à celui de Stuttgart, surtout si l'on considère la gravité de la situation internationale ; en effet, une série de conflits se profilaient à l'horizon, précipitant inexorablement la survenue de la guerre.

Le congrès de Bâle en 1912 se tint pour répondre aux derniers événements, c'est-à-dire le conflit des Balkans qui se terminait par la défaite turque. Quand le congrès eut lieu, le processus de répartition entre les vainqueurs des provinces turques était déjà commencé, et les grandes puissances ne pouvaient rester passives face à ce partage. Lénine souligne ("La faillite de la II^{ème} Internationale" tome 21 p 209) que la résolution finale "constitue l'exposé le plus précis et le plus complet, le plus solennel et le plus catégorique des conceptions socialistes sur la guerre et la tactique à son égard" ; puis il résume les différents points du manifeste :

« Le Manifeste de Bâle dit : 1° que la guerre engendrera une crise économique et politique. 2° que les ouvriers considéreront comme un crime de participer à la guerre, de "tirer les uns sur les autres pour le profit des capitalistes ou l'orgueil des dynasties, ou les combinaisons des traités secrets" ; que la guerre suscite parmi les ouvriers "l'indignation et la colère". 3° que cette crise et cet état d'esprit des ouvriers doivent être utilisés par les socialistes pour agiter les couches populaires" et "précipiter la chute de la domination capitaliste". 4° que les "gouvernements" tous sans exception ne peuvent déclencher la guerre "sans péril pour eux-mêmes". 5° que les gouvernements "ont peur" de la "révolution prolétarienne". 6° que les gouvernements "feraient bien de se rappeler" la Commune de Paris (c'est-à-dire la guerre civile), la révolution de 1905 en Russie, etc. »

Reprenant intégralement la motion de Lénine à Stuttgart, le manifeste répète : "si toutefois la guerre éclate, c'est le devoir des socialistes d'intervenir pour la faire cesser promptement et utiliser avec toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour faire levier sur les couches populaires les plus profondes et hâter la chute de la domination capitaliste. »

La résolution de Bâle comme Lénine l'explique dans l'article cité plus haut, prévoyait donc que la guerre déclencherait une situation révolutionnaire qui "pouvait" aboutir à la révolution. Les partis socialistes avaient donc pour tâche de profiter de cette situation révolutionnaire, si elle survenait, pour accélérer la chute du capitalisme. Mais le manifeste de Bâle ne dit pas un mot sur la défense de la patrie, ni sur la distinction entre guerre offensive et guerre défensive ; il donne une idée claire de tous les conflits d'intérêts qui en 1912 poussaient à la guerre future de 1914, conflits entre l'Autriche et la Russie pour la domination dans les Balkans, entre l'Angleterre, la France et l'Allemagne pour leur politique de conquête de l'Asie mineure, entre l'Autriche et l'Italie pour l'aspiration de chacune à absorber l'Albanie dans leur sphère d'influence, et ainsi de suite. Et le manifeste disait clairement que la prochaine guerre était une guerre entre pillards pour la répartition du butin et l'asservissement d'autres pays.

LA QUESTION COLONIALE OU LE CHEMIN DE L'OPPORTUNISME AU SEIN DE L'INTERNATIONALE :

Strictement liée à la question de l'antimilitarisme est la question coloniale parce que dans la période soi disant "pacifique" du capitalisme ou mieux de "paix armée" entre les grandes puissances, l'armée était souvent employée dans des guerres sanglantes contre les peuples de couleur.

Paris 1900. La résolution présentée par le Hollandais Van Kol engageait l'Internationale non seulement à lutter par tous les moyens contre la politique d'expansionnisme colonial des puissances capitalistes, mais aussi à promouvoir le plus possible la formation de partis socialistes dans les pays coloniaux. Cette résolution fut approuvée à l'unanimité. Des délégués anglais de la fédération social démocrate et du parti labouriste indépendant saisirent l'occasion pour dénoncer la guerre conduite par l'impérialisme britannique en Afrique du Sud. Quelques années après le colonialisme devait trouver des défenseurs dans les rangs de la social démocratie allemande, les Belges devaient se diviser sur la question d'accepter ou non la responsabilité de l'État libre du Congo, les socialistes danois devaient se partager sur la question de l'Inde Orientale. Ces heurts surviendront avec le renforcement des tendances opportunistes, mais en 1900 elles n'étaient pas au premier plan comme

elles le deviendront par la suite avec la montée des rivalités impérialistes.

Amsterdam 1904. De nouveau l'Hollandais Van Kol présenta une résolution générale qui engageait le congrès à s'opposer fermement à toutes les mesures impérialistes et à tous les crédits en leur faveur. La résolution condamnait toute concession ou monopole dans les zones coloniales, dénonçait l'état d'oppression dans lequel était tenu les peuples soumis et réclamait des mesures pour améliorer leurs conditions moyennant des travaux publics, des services sanitaires et des écoles libres de toute influence missionnaire. Elle proclamait en outre que soient concédées « toutes les libertés et toute l'autonomie compatible avec l'état de développement des peuples intéressés, en tenant présent que l'objectif final devait être leur complète émancipation ». Voici ici le germe du chauvinisme. Cette résolution se terminait en demandant le contrôle parlementaire sur l'exploitation des territoires coloniaux.

Stuttgart 1907. Nous sommes en 1907, l'horizon international s'obscurcit, la guerre se rapproche, l'opportunisme par conséquent est contraint de prendre des positions toujours plus précises. Lénine nous décrit ainsi le congrès ("Le congrès socialiste international de Stuttgart", tome 13 p 74) :

« Jusqu'à présent les décisions des congrès internationaux se ramenaient toujours à une condamnation irrévocable de la politique coloniale de la bourgeoisie en tant que politique de pillage et de violence. Cette fois, la commission se trouva être composée de telle sorte que les éléments opportunistes y prirent le dessus avec à leur tête le Hollandais Van Kol. Dans le projet de résolution fut introduite une phrase selon laquelle le congrès ne condamnait pas le principe de toute politique coloniale qui, en régime socialiste, pourrait jouer un rôle civilisateur. La minorité de la commission (avec l'Allemand Ledebour, les social démocrates russes et polonais, ainsi que de nombreux autres) protesta énergiquement soulignant combien cette idée était inadmissible. La question fut portée devant le congrès, et les deux tendances s'avérant sensiblement égale de force, la lutte fit rage avec une passion extrême.

Les opportunistes se regroupèrent derrière Van Kol, Bernstein et David, au nom de la majorité de la délégation allemande, intervinrent en faveur de la reconnaissance d'une "politique coloniale socialiste" et vilipendèrent les radicaux pour la stérilité de leur attitude négative. David alla même au-delà. Outre à ne pas condamner par principe et pour toujours la politique coloniale, qui en régime socialiste pouvait se présenter comme une tâche de civilisation, il ajoutait : « le congrès, affirmant que le socialisme a besoin des capacités productives du monde entier, destinées à être mises au service de l'humanité et à élever les peuples de chaque langue et couleur aux plus hautes formes de civilisation, voit dans l'idée colonialiste conçue dans ce sens, un élément faisant partie de ces objectifs universels de civilisation que Le mouvement socialiste poursuit ».

Kautsky répliqua durement aux opportunistes et demanda au congrès de se prononcer contre la majorité de la délégation allemande. Lénine commente ces faits ainsi (p 75) :

« La véritable question est de savoir si nous devons faire des concessions à l'actuel régime bourgeois de pillage et de violence. La politique coloniale menée de nos jours doit être soumise à l'examen du congrès. Elle se fonde sur l'asservissement direct des sauvages : la bourgeoisie introduit en fait l'esclavage dans les colonies, soumet les indigènes à des avanies et à des violences sans nom, les "civilise" en répandant l'eau de vie et la syphilis. Et dans des conditions semblables les socialistes viendraient évoquer de manière évasive la possibilité d'une reconnaissance de

principe de la politique coloniale ! Cela constituerait un passage direct aux conceptions bourgeoises ; ce serait faire un pas décisif vers la soumission du prolétariat à l'idéologie bourgeoise, à cet impérialisme bourgeois, qui à l'heure présente, relève la tête avec une telle morgue. Le congrès a repoussé la proposition de la commission par 128 mandats contre 108 et 10 abstentions (Suisse) (...) Ce vote sur la question coloniale est d'une très grande importance. Tout d'abord on a vu se démasquer de manière très nette l'opportunisme socialiste, incapable de résister à la séduction bourgeoise. En second lieu, il a fait apparaître un aspect négatif du mouvement ouvrier européen, aspect susceptible de causer bien des maux à la cause du prolétariat et méritant pour cette raison une attention toute particulière.

La classe des nécessiteux qui ne travaillent pas est incapable de renverser le pouvoir des exploiters. **Seule la classe des prolétaires qui pourvoit aux besoins de toute la société, peut réaliser la révolution sociale.** Or, la politique coloniale menée sur une large échelle a conduit en partie le prolétaire européen à une situation telle, que **ce n'est pas de son travail** que vit la société tout entière, mais du travail d'indigènes coloniaux pratiquement réduits à l'esclavage. **La bourgeoisie anglaise, par exemple, tire plus de profits de dizaines et de centaines de millions d'habitants de l'Inde et de ses autres colonies que des ouvriers anglais. Dans ces conditions se créent les bases matérielles, économiques de la contagion du prolétariat de tel ou tel pays par le chauvinisme colonial.** »

L'Internationale s'exprima donc contre le colonialisme :

« La politique coloniale capitaliste, par son essence même, conduit nécessairement à l'asservissement, au travail forcé, à la destruction des peuples indigènes sous le régime capitaliste (...) la mission "civilisatrice" proclamée par la société capitaliste était seulement un prétexte pour masquer sa soif de conquête et d'exploitation. Loin d'augmenter la capacité productive des colonies elle détruit leurs richesses naturelles à travers la misère et l'esclavage dans lesquels elle réduit leurs populations. Le colonialisme augmente le poids des armements et les dangers de guerre, et les socialistes sont tenus d'assumer dans tous les parlements une attitude inflexible d'opposition au servage et à l'exploitation dominants dans toutes les colonies existantes, à demander des réformes qui améliorent les conditions de vie des indigènes, à veiller à la défense de leurs droits et à travailler par tous les moyens disponibles à leur indépendance. »

LES FRACTIONS DE GAUCHE CONTRE LA VAGUE OPPORTUNISTE :

Nous avons rapidement vu les résolutions des congrès ; y est toujours présent le problème de l'antimilitarisme bien que ce mot d'ordre soit ou extrémisé ou réduit à une série de réactions et de gestes individuels dans la vision anarchiste, à une bien misérable lutte parlementaire par le réformisme. Contre ces deux déformations se bat l'antimilitarisme de la gauche russe, allemande et italienne qui, si dans la première période de l'Internationale toléra des mots d'ordre comme l'arbitrage internationale, abolition des armées permanentes, etc., est bien consciente que la lutte contre la guerre et le militarisme bourgeois ne se réduit pas à quelques mots d'ordre, encore s'ils sont soutenus seulement au niveau parlementaire.

Les forces de gauche ont bien présent que dans l'époque de l'impérialisme, à l'éclatement de la première guerre mondiale, l'antimilitarisme doit se transformer en défaitisme révolutionnaire.

Voyons quelques points de cette bataille théorique conduite par la gauche contre le réformisme et l'anarchisme concernant la définition de la période historique.

Comme nous l'avons déjà dit dans la première partie de ce travail, avec 1871 pour l'Occident pleinement capitaliste, se clôt le cycle des guerres bourgeoises progressives et de construction nationale, et le marxisme révolutionnaire se place sur le terrain des luttes exclusivement prolétariennes contre la bourgeoisie, parce que pour le mouvement de classe il ne s'agit plus de se ranger aux côtés de l'une ou de l'autre armée étatique pour abattre chaque obstacle au développement du mode de production capitaliste ; en fait tout retour à des formes économiques et de domination prébourgeoise est désormais historiquement exclu.

Après la phase des guerres de systématisation nationale survient une longue période que nous avons souvent définie " intermède idyllique du capitalisme" qui se poursuit jusqu'en 1914, qui constitue la période de pénétration du mode de production capitaliste au monde entier ; il s'agit là d'une période de "paix armée" entre les métropoles du capitalisme et de guerre continue contre les peuples des colonies.

Dans cette phase qui va de la Commune de Paris jusqu'en 1914, le militarisme devient l'axe important de la vie économique et sociale du capitalisme ; à sa fonction externe de conquête des marchés dans les aires extra-européennes, il unit une fonction interne de répression de tout mouvement de classe. L'armée de métier, désormais insuffisante, est remplacée partout par l'armée de recrutement dans la perspective de guerres toujours plus étendues. L'armée est formée dans les couches inférieures de l'échelle hiérarchique par des prolétaires qui sont anéantis psychologiquement et souvent physiquement par le système de discipline et d'obéissance qui vise à détruire en eux tout sentiment de classe et à les transformer en machine de guerre, en chair à canon.

L'activité antimilitariste devient un des points cardinaux des partis socialistes. Citons Lénine :

« IL est parfois difficile voire directement impossible de développer le travail de propagande parmi les soldats qui se trouvent en service effectif. La vie de caserne, la surveillance rigoureuse, les rares permissions compliquent encore plus les contacts avec le monde extérieur ; la discipline militaire, l'absurde entraînement terrifient les soldats ; les autorités militaires font tous leurs efforts pour éliminer du "troupeau" toute idée vivante, tout sentiment humain, pour leur inculquer des sentiments d'aveugle obéissance, d'absurde et sauvage aversion pour les ennemis "externes" et "internes" (...). Il est donc très difficile d'accoster le soldat isolé, ignorant, terrifié, détaché de l'ambiance naturelle, éduqué à des opinions plus sauvages sur le monde environnant que les jeunes en âge de recrutement qui vivent encore dans l'ambiance de la famille et des amis et sont strictement reliés aux intérêts généraux. La propagande antimilitariste parmi les jeunes ouvriers donne partout des résultats optimum. Ce qui a une grande importance. L'ouvrier qui entre dans les rangs de l'armée comme un social démocrate conscient constitue un mauvais point d'appui pour qui détient le pouvoir. » (Lénine : "La propagande antimilitariste et les unions de la jeunesse ouvrière").

Et citons encore "Le socialisme d'hier face à la guerre d'aujourd'hui" :

« Le militarisme est l'adversaire le plus redoutable de notre propagande justement parce qu'il n'use pas de la persuasion, mais parce qu'il se base sur la constitution d'un milieu forcé et artificiel dans lequel les rapports humains sont complètement différents de ceux du milieu ordinaire. Le travailleur une fois soldat, soustrait à l'entourage des amis, parents, connaissances, retiré de la vie

de l'usine, voit son droit à s'exprimer supprimé, sa propre individualité tronquée, sa liberté annulée, et se transforme fatalement en un automate, en un jouet aux mains de la discipline. Le travailleur mobilisé qui revêt la casaque retourne automatiquement sous l'influence de l'ambiance militaire. Le plus petit geste de rébellion se paie par la mort. La désertion est pratiquement impossible. La révolte collective exigerait un accord et une entente impossible à atteindre. D'autre part en quelques heures le militaire est transporté ailleurs, dans des pays qu'il ne connaît pas, parmi des compagnons d'armes qu'il voit en grande partie pour la première fois, n'a pour nouvelles que celles qui proviennent de ses chefs : une seule alternative de salut lui reste : obéir aveuglement et se battre contre l'ennemi dans l'espoir de la victoire... »

C'est dans la période de la II^{ème} Internationale que le marxisme doit se heurter contre la première vague de l'opportunisme dans les rangs du mouvement prolétarien : le **révisionnisme** de Bernstein et de Jaurès qui influencèrent l'Internationale. Des termes qui semblaient ne plus rien avoir à faire avec le prolétariat sont repêchés. Le puissant cri de Marx et Engels : "les ouvriers n'ont pas de patrie" est renversé :

« Le prolétariat ne se trouve pas en dehors de la patrie. Quand le Manifeste communiste de Marx-Engels formula en 1847 la célèbre phrase, si souvent répétée et exploitée en tout sens "les travailleurs n'ont pas de patrie", il ne s'agissait là que d'une boutade passionnée, une réplique tout à fait paradoxale et d'ailleurs malheureuse à la polémique des patriotes bourgeois qui dénonçaient le communisme comme destructeur de la patrie (...) un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup d'internationalisme rapproche d'elle, un peu de patriotisme éloigne de l'Internationale, beaucoup de patriotisme y reconduit (...). L'armée ainsi constituée a comme objectif exclusif celui de défendre contre tout agresseur l'indépendance et le sol de son pays. Toute guerre est criminelle si elle n'est pas manifestement et sûrement défensive, si le gouvernement du pays ne propose pas au gouvernement étranger avec lequel il est en conflit de régler le conflit même par un arbitrage. » (Jaurès, "La nouvelle armée", 1911).

Luxembourg combat ces positions opportunistes : « Nous trouvons ici comme base de toute l'orientation politique cette fameuse distinction entre guerre offensive et guerre défensive qui a joué jusqu'à aujourd'hui un grand rôle dans la politique extérieure des partis socialistes, mais qui en fonction de l'expérience des dernières décennies devrait purement et simplement être bannie. » (Luxembourg, "Critique de la Nouvelle Armée", 1911).

Et Lénine appuyé par la gauche allemande attaque au congrès de Stuttgart la droite et les opportunistes sur le problème de l'antimilitarisme :

« A un pôle se trouvent les social démocrates allemands du type de Vollmar. Ils retiennent que si le militarisme est fils du capitalisme, si les guerres sont l'inévitable compagnon de route du développement capitaliste, il n'est pas nécessaire alors d'avoir une activité antimilitariste spécifique. C'est précisément ainsi que s'est exprimé Vollmar au congrès de Essen. Sur le problème de la conduite des social démocrates en cas de guerre, la majorité des social démocrates allemands, avec Bebel et Vollmar en tête, s'attelle avec énergie à la thèse que les social démocrates doivent défendre leur patrie propre de l'attaque et prendre part à une guerre "défensive". Cette position a poussé Vollmar à Stuttgart à déclarer que « tout l'amour pour l'humanité ne peut nous empêcher d'être de bons allemands » et a induit le député social démocrate Noske à proclamer au Reichstag que, en cas de guerre contre l'Allemagne, « les social démocrates allemands ne seront pas à la

queue des parties bourgeois et prendront le fusil » ; après quoi il a suffi à Noske de faire un seul pas pour déclarer : nous voulons que l'Allemagne soit le mieux armée possible (...). La position de Vollmar, de Noske et des autres de l'aile droite qui pensent comme eux, est une vilénie opportuniste. Si le militarisme est une créature du capital et disparaît avec le capital, comme ils l'ont conclu à Stuttgart et d'une certaine façon à Essen, ne serait pas non plus nécessaire une action antimilitariste qui n'aurait aucune raison d'être. Mais, objectait-on à Stuttgart, même la solution radicale de la question ouvrière ou de la question de la femme, par exemple, est impossible tant que subsiste le régime capitaliste, et cependant nous luttons pour la législation ouvrière, pour étendre les droits civiques aux femmes, etc. La propagande spécifiquement antimilitariste doit être développée avec d'autant plus d'énergie que plus fréquentes se font les cas d'ingérence des forces armées dans les luttes entre capital et travail, et d'autant plus évidente devient l'importance du militarisme non seulement dans la lutte actuelle du prolétariat mais aussi dans le futur, au moment de la révolution sociale. » (Lénine, "Le militarisme militant", tome 15).

Contemporainement, en plus de la lutte contre l'antimilitarisme réformiste, le marxisme lutte contre l'anarchisme et l'**anarcho-syndicalisme** qui ont une influence remarquable parmi les masses ouvrières. Leur propagande et leur action antimilitariste, tout en étant plus combatives que celles du révisionnisme, n'en sont pas moins dangereuses pour le mouvement prolétarien.

Lénine, polémique avec Hervé, écrivait en 1907 : « Le fameux Hervé, qui mena grand tapage en France et en Europe, a soutenu sur cette question des conceptions semi-anarchistes, proposant naïvement de "répondre" à toute guerre par la grève et l'insurrection. D'une part il ne comprenait pas que la guerre est le produit nécessaire du capitalisme et que le prolétariat ne peut renoncer à prendre part à la guerre révolutionnaire, de telles guerres s'étant produites et étant susceptibles de se produire dans les sociétés capitalistes. D'autre part, il ne comprenait pas que la possibilité de "répondre" à la guerre dépend du caractère de la crise que la guerre provoque. Le choix des moyens de lutte est fonction de ces conditions, et cette lutte (c'est là un troisième point qui montre les malentendus ou les inconsistances de l'hervéisme) ne doit pas aboutir uniquement au remplacement de la guerre par la paix, mais à celui du capitalisme par le socialisme. La question n'est pas de se contenter de faire obstacle au déclenchement de la guerre, mais de mettre à profit la crise engendrée par la guerre pour précipiter le renversement de la bourgeoisie. » (Lénine, "Le congrès socialiste de Stuttgart", tome 13 p 80).

Lénine tout en critiquant l'anarchisme attaque en même temps le réformisme et poursuit :

« Cependant, toutes les inepties semi-anarchistes de l'hervéisme recelaient une idée correcte du point de vue pratique : la nécessité d'impulser le socialisme en ce sens qu'il ne faut pas se borner aux seuls moyens parlementaires de lutte, qu'il faut faire cheminer dans l'esprit des masses la conscience de la nécessité des moyens d'action en rapport avec les crises que la guerre ne manque pas de porter en soi, et, en fin de compte, donner aux masses une conscience plus vigoureuse de la solidarité internationale des ouvriers et de la duperie du patriotisme bourgeois. »

Et sur ce point, il attaque Vollmar : « Avec la singulière fatuité d'un homme épris de parlementarisme stéréotypé, il s'est attaqué à Hervé sans remarquer que sa propre étroitesse d'esprit et sa raideur opportuniste obligent à trouver dans l'hervéisme une pointe de fraîcheur et de nouveauté, en dépit de l'absurdité théorique et de la stupidité avec laquelle Hervé posait le problème. Il peut se produire, en effet, qu'à un tournant du mouvement des absurdités théoriques

recèlent une part de vérité pratique. Et cet aspect de la question, l'appel à ne pas se contenter des seuls moyens parlementaires de lutte, l'appel à l'action en tenant compte des conditions de la guerre future et des crises futures, furent mis en relief par les social démocrates révolutionnaires et, en particulier, par Rosa Luxembourg dans son discours. » (p92).

LA TRAHISON DU 4 AOÛT 1914 :

Après le 4 août, les socialistes des deux fronts prêchent la solidarité avec l'État national en guerre, redécouvrant le concept du patriotisme aboli définitivement pour le prolétariat par le Manifeste. Seuls quelques groupes de socialistes se sauvèrent de la catastrophe du social-chauvinisme. Lénine et les bolcheviks et avec eux le groupe allemand Die Internationale et la Gauche italienne défendirent la tradition du marxisme révolutionnaire en rappelant le caractère impérialiste de la guerre, la condamnation sans appel de toute forme d'union sacrée et d'alliance nationale, et revendiquant la lutte défaitiste interne du parti prolétarien contre tout État et armée en guerre. Avec le mot d'ordre **de transformer la guerre impérialiste en guerre civile**, on a la puissante ré-affirmation des principes de l'internationalisme révolutionnaire.

Avec le 4 août l'Internationale s'effondre : « La seconde Internationale a réussi en 25 ans à accomplir un travail extrêmement important et utile de diffusion du socialisme et d'organisation préparatoire, initiale, élémentaire de se forces ; elle a accompli sa fonction historique et est morte vaincue par l'opportunisme (...). L'époque "pacifique" qui a duré des décennies ne s'est pas écoulée sans laisser des traces : elle a engendré inévitablement l'opportunisme dans tous les pays, assurant la suprématie des "chefs" parlementaires, syndicaux, des journaux, etc. Il n'y a pas un seul pays en Europe où il n'y ait pas eu sous une forme ou une autre une lutte longue et obstinée contre l'opportunisme que toute la bourgeoisie soutenait de mille façons pour corrompre et affaiblir le prolétariat révolutionnaire. » (Lénine, "Chauvinisme mort et socialisme vivant", tome 21).

Et encore Lénine :

« Tout le monde est d'accord pour dire que l'opportunisme n'est pas un effet du hasard, ni un péché, ni une bévue, ni la trahison d'individus isolés, mais le produit social de toute une époque historique. Cependant, tout le monde ne médite pas suffisamment sur la signification de cette vérité. L'opportunisme est le fruit de la légalité. Les partis ouvriers de l'époque 1889-1914 devaient utiliser la légalité bourgeoise. Quand la crise éclata, il fallait passer à l'action illégale (or, il est impossible d'effectuer ce passage autrement qu'avec l'énergie et la résolution les plus grandes, combinées à toute une série de ruses de guerre). Pour empêcher cette transition, il suffit d'**un seul Südekum**, car tout le "vieux monde", pour emprunter le langage historico-philosophique, est pour lui, car Südekum a toujours livré et livrera toujours à La bourgeoisie tous les plans de guerre de son ennemi de classe, pour emprunter le langage politique pratique. » (Lénine, "La faillite de la II^{ème} Internationale", tome 21 p 253).

Nous rappelons que le 29/07/1914 Südekum, membre social démocrate de la commission du Reichstag pour les armements et déjà depuis longtemps en contact avec le chancelier Hollweg, écrivait à ce dernier une lettre dans laquelle au nom de Ebert, Braun, Muller, Bartel et Fisher, il certifiait qu'aucune action de lutte n'était programmée. Nous voyons grâce aux citations suivantes tirées de "La faillite de la 2^{ème} Internationale" comment le social chauvinisme est l'expression la plus mûre des tendances présentes dans l'Internationale, et comment il trouve en partie ses racines

dans l'incapacité de l'opportunisme à comprendre le passage à une situation historique nouvelle, incapacité issue de la nécessité de maintenir ses privilèges acquis. « De là découle la réponse à la question posée plus haut : comment combattre le social-chauvinisme ? Le social chauvinisme, c'est l'opportunisme à tel point mûri, devenu à tel point vigoureux et impudent pendant la longue époque du capitalisme relativement "pacifique", à tel point cristallisé sous le rapport idéologique et politique, à tel point lié d'amitié avec la bourgeoisie et les gouvernements, qu'on ne saurait tolérer l'existence d'un pareil courant au sein des partis ouvriers social-démocrates. Si l'on peut encore s'accommoder de minces et faibles semelles quand on marche sur les trottoirs civilisés d'une ville provinciale, il est impossible de se passer de grosses semelles cloutées quand on va dans la montagne. Le socialisme en Europe est sorti du stade relativement pacifique et limité au cadre national étroit. Avec la guerre de 1914-1915, il est entré dans le stade des actions révolutionnaires, et la rupture complète avec l'opportunisme, l'expulsion de ce dernier du sein des partis ouvriers, sont incontestablement à l'ordre du jour.

Naturellement, de cette définition des tâches que la nouvelle époque du développement mondial du socialisme assigne à ce dernier, on ne saurait encore déduire directement avec quelle rapidité et sous quelles formes précises les partis ouvriers social-démocrates révolutionnaires se sépareront, dans chaque pays, des partis opportunistes petits-bourgeois. Mais de là se dégage la nécessité de prendre nettement conscience que cette séparation est inéluctable et d'orienter dans ce sens toute la politique des partis ouvriers. La guerre de 1914-1915 marque un si grand tournant dans l'histoire que l'attitude envers l'opportunisme ne peut rester ce qu'elle était autrefois. On ne saurait effacer le passé ; on ne peut rayer ni de la conscience des ouvriers, ni de l'expérience de la bourgeoisie, ni des acquisitions politiques de notre époque en général, le fait que les opportunistes se sont révélés, au moment de la crise, le noyau des éléments, qui au sein des partis ouvriers, sont passés du côté de la bourgeoisie. L'opportunisme, pour parler à l'échelle européenne, était pour ainsi dire à l'état juvénile avant la guerre. La guerre une fois déclenchée, il est devenu complètement adulte et on ne veut plus lui rendre son "innocence" et sa jeunesse. On a vu mûrir toute une couche sociale de parlementaires, de journalistes, de fonctionnaires du mouvement ouvrier, d'employés privilégiés et de certains contingents du prolétariat, couche qui s'est intégrée à sa bourgeoisie nationale et que celle-ci a parfaitement su apprécier et "adapter" à ses vues. Impossible de faire tourner à rebours, ni d'arrêter la roue de l'histoire : on peut et l'on doit avancer sans crainte, en passant du stade préparatoire, légal, des organisations de la classe ouvrière prisonnières de l'opportunisme, à des organisations révolutionnaires du prolétariat qui sachent ne pas se borner à la légalité, qui soient capables de se prémunir contre la trahison opportuniste et qui entament "la lutte pour le pouvoir", la lutte pour le renversement de la bourgeoisie. » (tome 21 p 255).

Ces magnifiques citations de Lénine nous donnent un tableau très clair des connexions entre opportunisme et chauvinisme et de comment ce dernier se nourrit du parlementarisme et du légalitarisme à outrance.

La gauche italienne, tirant la leçon de la débâcle de 1914, porte un jugement définitif sur la tactique antimilitariste précédente : « La théorie et la propagande de l'antimilitarisme avant cette guerre se faisaient surtout pour l'intérêt et la nécessité prolétarienne d'empêcher et de désapprouver la guerre, et d'opposer les néfastes conséquences du militarisme en temps de paix (dépenses folles pour les armements, répression armée des mouvements ouvriers, influences pernicieuses de la vie militaire sur la jeunesse, etc.). Mais on avait trop laissé dans l'ombre le problème de ce que les

socialistes auraient dû faire, non pour conjurer la guerre, mais pour défendre les conquêtes du prolétariat et sauver de la ruine le socialisme, quand la guerre eût éclaté. L'erreur de vue consistait à penser de façon réformiste le problème de l'antimilitarisme (réduction des armements, nation armée, arbitrage, etc.), **tandis que la tâche du socialisme n'est pas d'assainir la société bourgeoise**, mais au contraire d'en accélérer la démolition ab imis fundamentis, c'est-à-dire en remontant aux points cardinaux de son organisation économique. L'antimilitarisme n'est donc pas une fin en soi, mais est une des Faces de l'action anticapitaliste du socialisme. » ("Du vieil au nouvel antimilitarisme", 1915, in Storia, p 279).

Et encore :

« Seulement dans le régime socialiste (...), seulement dans la société sans classes seront impossibles les guerres. Nous répudions l'antimilitarisme réformiste qui rêve de la nation armée et ne s'aperçoit pas que l'évolution des États bourgeois, surtout des plus démocratiques, se déroule précisément en sens opposé. » ("Le socialisme d'hier face à la guerre d'aujourd'hui", 1914, in Storia, p 249).

Et encore :

« Le Socialisme devra tirer de ces graves défaites des enseignements vitaux : remettre sur des bases plus solides l'action antimilitariste, revoir dans un sens plus révolutionnaire son action parlementaire, si riche jusqu'à maintenant d'amères désillusions. » (p 250)

« L'antimilitarisme classique s'était peu intéressé, beaucoup trop peu, à la situation dans laquelle les socialistes et les classes laborieuses se seraient trouvés dans les heures où la guerre de menace devient réalité. Les socialistes avaient l'expérience de crises partielles, pour des guerres limitées ou coloniales, comme la guerre anglo-boëre, celle russo-japonaise, celle libyenne (...). Mais le conflit entre les plus forts États du monde, entre les pays limitrophes et préparés à l'emploi des méthodes offensives les plus effroyables, dans la période angoissante où les télégrammes chiffrés que s'échangent les gouvernements décident du sort de millions d'hommes, a bouleversé en une crise sans limites toutes les opinions, les tendances, les prévisions, les propositions.

Ce qui est arrivé est bien connu. Outre à ne pas avoir pu conjurer la guerre là ne se trouve absolument pas la faillite du socialisme -, les socialistes se sont dans les États principaux, pleinement solidarisés avec leurs gouvernements respectifs. » ("Du vieil au nouvel antimilitarisme", in Storia, p 279).

VERS L'AVENIR :

La tactique antimilitariste de la majorité de la 2^{ème} Internationale était donc caractérisée par la nécessité d'empêcher et de désapprouver par tous les moyens la guerre, une tactique de protestation et de dénonciation visant à opposer les néfastes conséquences du militarisme. Les partis occidentaux se limitèrent seulement à une propagande verbale contre la guerre et le militarisme, travail qui révéla toute son impuissance et sa stérilité avec l'éclatement du conflit. On pourrait dire que ce qui arriva le 4 août était prévisible parce que le poids de la droite et de l'opportunisme était trop prépondérant au sein de l'Internationale ; mais il serait exagéré de considérer l'Internationale opportuniste dans son ensemble : on jetterait ainsi l'enfant avec l'eau sale du bain, c'est-à-dire les tendances saines.

A ce propos citons Zinoviev qui dans l'article "La 2^{ème} Internationale et le problème de la guerre. Renonçons-nous à l'hérédité ?" - 1916 (publié dans Programma Comunista n°16 - 1973) polémique avec Görter précisément sur cet argument :

« (...) Nous ne nions pas avec ceci la justesse de la sévère caractérisation que Görter fait des chefs qui ont donné le ton au congrès de Bâle : nous savons que les opportunistes de tous les pays ne croyaient pas à la révolution. Nous nous imaginons très bien ce qui s'est passé dans la cuisine diplomatique de la 2^{ème} Internationale pour la préparation de la résolution de Bâle (...). Mais la question principale se trouve dans le fait que le congrès de Bâle parlait alors précisément aux masses laborieuses. Les travailleurs socialistes croyaient alors en chaque parole de l'Internationale et prirent même le manifeste de Bâle pour les paroles de la Bible. Autre problème : pourquoi même les diplomates de l'opportunisme ont-ils dû dire aux masses tout ceci et pas autre chose, non ce qu'ils disent maintenant ? (...) La tâche des marxistes révolutionnaires consiste à montrer comment, durant le quart de siècle de vie de l'Internationale, deux tendances de fond y ont combattu, avec des succès alternatifs, pour avoir la suprématie : celle marxiste et celle opportuniste. Nous ne voulons pas cacher toute l'histoire de la 2^{ème} Internationale, nous ne renonçons pas à ce qu'il y avait en elle de marxiste ».

Et dans Programma n°16-1973 : « La Gauche et la résolution de Bâle »:

« Le vote du 4 août par lequel la social démocratie internationale manifesta son alignement à l'impérialisme respectif, constitue le reniement des engagements de Stuttgart et de Bâle et non le corollaire des insuffisances et ambiguïtés trouvées dans ces résolutions : l'écroulement de la 2^{ème} Internationale s'exprime de la façon la plus significative dans la trahison inouïe de la majeure partie des partis socialistes européens face à leurs convictions et à leurs solennelles résolutions de Stuttgart et de Bâle. » (Lénine, "La faillite de la 2^{ème} Internationale").

Lénine montre à ce propos ce qu'a d'illusoire l'idée qu'une théorie plus précise aurait de par son seul effet pu prévenir la déviation opportuniste (l'opportunisme ne se laisse pas prendre dans le piège d'une formule et est bien disposé à reconnaître les principes transformés en "icône" inoffensive) et encore plus comment la profession de foi orthodoxe (en parole), de même que l'emploi d'une terminologie extrémiste n'auraient été que la feuille de vigne idéologique sur la nudité opportuniste ; et ceci tant que aux déclarations des "buts ultimes" ne correspondent pas un plan tactique et une structure organisationnelle, en bref une disposition opérative telle qu'elle permette de lutter effectivement pour ces finalités qui autrement deviennent des lieux communs vides de sens (...) Avec la supposition idéaliste que la déviation opportuniste ou directement le changement complet de cap (...) soit à mettre sur le compte d'une énonciation théorique incertaine ou incomplète, on en arrive en fait à cacher la racine sociale de l'opportunisme ou de l'immédiatisme, et même on adopte un des arguments préférés de ce dernier : la nécessité de 'mettre à jour ' ou "d'éclaircir" les formules classiques "équivoques". Le contraire est vrai : que la déformation théorique (révisionniste) est la conséquence du passage pratique de l'autre côté de la barricade : passage qui du reste peut survenir, dans le cas du centrisme, sans désaveu ou modification, du moins explicite, des "thèses générales". On voit une énième fois le cas Kautsky. »

Ce furent aux fractions de gauche de la 2^{ème} Internationale, le parti bolchevik russe, la Gauche italienne, qui avaient toujours brandi la bannière de l'orthodoxie marxiste face à la guerre et indiqué au prolétariat la position programmatique traditionnelle et les implications tactiques, à ré-ouvrir le

cycle révolutionnaire suivant.

L'OCTOBRE PROLÉTARIEN RUSSE A BALAYÉ A LA FOIS L'ÉTAT BOURGEOIS ET LA GUERRE⁹.

Si, à 70 ans de la Révolution, nous reparlons de l'Octobre, nous ne le faisons pas pour commémorer un événement passé, mais pour puiser une certitude pour le futur. Les opportunistes traîtres croient que l'Octobre est mort, les ennemis bourgeois croient l'avoir enterré ; le prolétariat révolutionnaire mondial se ré-appropriera l'enseignement d'Octobre et le leur renverra en plein visage, à tous deux.

Il y a 70 ans, alors que dans les pays "civilisés" le massacre impérialiste se poursuivait encore, dans le pays le plus arriéré d'Europe, éclatait la Révolution.

En février, sous la poussée d'une insurrection populaire, l'empire séculaire des tsars s'écroulait : les alliés capitalistes et démocratiques, main dans la main avec les sociaux traîtres qui avaient embrassé la cause de la guerre anti-allemande, voyaient dans le tsar un ennemi potentiel, donc à éliminer, et la première révolution russe (de février 1917) fut par eux ovationnée, au point qu'ils l'attribuèrent non à la fatigue des masses et des soldats, mais plutôt au bon travail des ambassades alliées.

Une république bourgeoise naquit, vécut neuf mois tumultueux, et s'écroula à son tour, abattue par une nouvelle insurrection : l'Octobre.

Le 25 octobre du calendrier russe (ou le 7 novembre de celui occidental), Pétrograd tombait et le gouvernement provisoire, exception faite de Kerensky, était arrêté. Après huit jours de combats, Moscou tombait aussi. La tentative de reprendre la capitale échouait et, dans toutes les villes de la "Sainte Russie", les soviets prenaient le pouvoir. Le 31 octobre, l'armée de Kerensky était définitivement écrasée.

Réuni les 25 et 26 octobre, le 2^o congrès panrusse des Soviets des ouvriers et des paysans avait décidé, dans un délire d'enthousiasme, **la remise aux mains des soviets de tout le pouvoir**, dans toutes les localités. Il avait approuvé le gouvernement exclusivement bolchevik proposé par le parti bolchevik lui-même ; il avait approuvé la proclamation bolchevik "aux peuples et aux gouvernements de tous les pays belligérants" ; il avait approuvé le décret bolchevik sur la terre.

La société bourgeoise apprit confusément qu'une République des conseils ouvriers et paysans, dirigée par les communistes, avait été instaurée en Russie, et, incrédule et abasourdie, attendit pour un jour ou l'autre la fin de "l'aventure révolutionnaire" et la chute des communistes russes. Déchirée entre deux blocs impérialistes qui se disputaient la victoire sur les terrains militaires, dominée par les passions chauvines, aveuglée par ses préjugés, elle ne se préoccupa dans l'immédiat que des répercussions de l'événement sur le sort des armes. La société bourgeoise ne comprit pas immédiatement que le "coup d'État bolchevik" était en réalité une grande Révolution

⁹ Il Partito n°158, octobre 1987.

mondiale : la première des révolutions socialistes du monde en même temps qu'elle était la dernière des révolutions anti-féodales d'Europe.

Le premier acte de l'Octobre victorieux, à caractère éminemment révolutionnaire et internationaliste, fut de faire sortir la Russie de la guerre, rompant d'un coup avec les engagements pris par le tsar et par La bourgeoisie russe envers l'impérialisme de l'Entente, et s'adressant, par dessus les gouvernements auxquels elle devait tenir tête, aux peuples et à la classe ouvrière de tous les pays, faisant progresser son agitation contre la bourgeoisie, fauteur de la continuation du massacre. Se vantant de « ne pas appartenir à l'école diplomatique », mais d'être de simples « soldats de la révolution », les diplomates de la République des Soviets révélèrent au monde les traités secrets honteux, les buts sordides de la guerre impérialiste, auxquels les peuples étaient sacrifiés.

Dés que la société bourgeoise se rendit compte que l'Octobre n'était pas la Nouvelle Russie qui frappait à la porte de l'Europe et du monde pour se faire admettre dans le concert des nations, mais que c'était le Communisme renaissant qui lançait son défi de toujours à la domination de la bourgeoisie, quand elle comprit que l'octobre était le foyer menaçant de cette révolution prolétarienne mondiale dont il se proclamait le premier rempart et le "flambeau", révolution prolétarienne mondiale du sort de laquelle il n'aurait jamais conçu d'être séparé, la société bourgeoise donc ne se contenta pas de donner la chasse aux communistes et de réprimer les agitations sociales dans sa patrie ; elle mobilisa contre la République des Soviets tous les préjugés, les ressentiments et les haines, lançant, telles des meutes de bêtes féroces, contre elle ses armées démocratiques d'invasion, soutint les révoltes des armées blanches et n'hésita pas une seconde à enrôler la Faim dans sa campagne assassine. La contre-révolution bourgeoise fit tout afin d'empêcher que le **souffle révolutionnaire** d'Octobre ne pénètre dans les citadelles occidentales du capitalisme et les renverse avec son incendie destructeur.

Ce n'est pas par hasard que la bourgeoisie comprenait que l'Octobre représentait un exemple vivant, une leçon magnifique ; elle percevait que ce n'était pas un fait local et national ; elle comprenait que, dans la Russie féodale, un anneau de la seule chaîne de solidarité de la domination capitaliste sur toute la planète avait été brisé.

Mais l'Octobre, malgré tout cela, savait résister contre l'armée allemande d'Ukraine ; contre l'intervention impérialiste américaine, française, anglaise et même italienne, contre les gardes blanches insurgées de Koltchak et Denikine, de Judenic et Wrangel. La classe ouvrière, pilier de l'Armée Rouge, luttait en entraînant derrière elle les paysans, et le parti, organisateur de cette armée, y imprimait sa volonté révolutionnaire, les guidant contre la chute dans l'anarchie. En octobre, les Gardes Rouges des deux capitales ne rassemblaient pas plus de 5 à 7 000 membres armés et encadrés ; deux ans plus tard, la République des Soviets disposait de 5 millions de soldats et de 30 000 officiers ex-tsaristes soumis à la volonté de lutte du prolétariat.

Dans "L'État et la révolution", Lénine écrivait : « Il arrive aujourd'hui à la doctrine de Marx ce qui est arrivé plus d'une fois dans l'histoire aux doctrines des penseurs révolutionnaires et des chefs des classes opprimées en lutte pour leur affranchissement. Du vivant des grands révolutionnaires, les classes d'opresseurs les récompensent par d'incessantes persécutions ; elles accueillent leur doctrine par la fureur la plus sauvage, par la haine la plus farouche, par les campagnes les plus forcenées de mensonges et de calomnies. Après leur mort, on essaie d'en faire des icônes

inoffensives, de les canoniser pour ainsi dire, d'entourer leur nom d'une certaine auréole afin de "consoler" les classes opprimées et de les mystifier ; ce faisant, on vide leur doctrine révolutionnaire de son contenu, on l'avilit et on en émousse le tranchant révolutionnaire. » (Ch. 1, I, première page).

Lénine n'imaginait certes pas que c'est ce qui arriverait à "sa" doctrine comme à Marx et Engels et encore plus à l'éclatant Octobre rouge auquel son nom, d'ici peu, serait indissolublement lié.

Il en est ainsi qu'aujourd'hui – mais cela ne date pas d'aujourd'hui ! –, pour la bourgeoisie, les peurs de 1917 ayant été oubliées, l'Octobre "est passé" à la trappe de l'histoire, est devenu une pièce de musée, rien n'empêche donc de le commémorer car, croient-ils, il serait mort. Tous peuvent donc impunément en chanter les louanges, tant les successeurs des adversaires les plus enragés du bolchevisme que les héritiers du stalinisme qui commença bien sa carrière en momifiant Lénine et en immortalisant le nom après avoir adultéré le contenu de sa doctrine. Pour tous ces Messieurs, l'Octobre n'est plus le carrefour historique de la lutte de classe tourmentée mondiale, mais la date de naissance de l'État moderne de toutes les Russies ; ce n'est plus le flambeau et le drapeau de la révolution prolétarienne mondiale, mais la bannière des intérêts nationaux ; ce n'est plus un enseignement pour les générations futures, mais un catéchisme pour bancs d'école des jeunes loups d'une patrie parmi d'innombrables autres patries.

Les conditions historiques spéciales de la survivance despotique et moyenâgeuse de la Russie auraient effectivement pu expliquer une exception par rapport aux pays bourgeois développés, alors que, à l'opposé, la Révolution d'Octobre parcourut la voie unique et mondiale tracée par la doctrine marxiste dont Lénine ne se détacha à aucun moment. Il est donc faux de chercher à justifier l'Octobre par les circonstances spéciales et les conditions locales. En 1918, Lénine affirmait :

« La révolution russe n'est rien d'autre qu'un exemple, ce n'est qu'un premier pas d'une série de révolutions. »

Et en 1919 :

« En substance, La révolution russe était la répétition générale de la révolution prolétarienne mondiale. »

Dans les premiers chapitres du « La maladie infantile du communisme (le gauchisme) », qui furent écrits pour rappeler aux communistes de tous les pays les traits saillants d'importance internationale de la Révolution d'Octobre, Lénine désigna comme « une des conditions principales du succès des bolcheviks » le fait d'avoir dû chercher hors des frontières nationales de la Russie une théorie « éprouvée par l'expérience mondiale de tout le dix-neuvième siècle » et confirmée ultérieurement « par l'expérience des tâtonnements, des hésitations, des erreurs et des désillusions de la pensée révolutionnaire en Russie ».

Mais ainsi, comme l'Octobre, pour pouvoir se réaliser, avait dû faire sienne la doctrine révolutionnaire "européenne", de La même façon, pour maintenir le pouvoir conquis et transformer la structure économique et sociale, il avait besoin de l'oxygène de la révolution en occident. Lénine avait toujours exclu, et exclut jusqu'à son dernier jour, que, la répercussion de la révolution d'Octobre ne se produisant pas en Europe, la structure russe puisse se transformer en caractéristiques socialistes.

Dans la Russie de 1917, il sembla qu'était à l'ordre du jour la grande vision révolutionnaire de Marx qu'il avait projetée en 1848 pour l'Allemagne. Se cumulaient alors en Allemagne les structures sociales a) de l'empire moyenâgeux et aristocratique-militaire, b) de la bourgeoisie capitaliste, et c) du prolétariat ; à savoir du servage, du salariat et du socialisme. Le développement industriel en Allemagne, quantitativement si ce n'est qualitativement, était alors limité, mais si Marx introduisit **le troisième personnage**, ce fut parce que les conditions technico-économiques existaient pleinement en **Angleterre**, pendant que celles politiques semblaient présentes en France. Dans le camp européen, la perspective socialiste était bien présente, et l'idée d'une chute rapide du pouvoir absolu allemand au bénéfice de la bourgeoisie, et ensuite de l'attaque de celle-ci par le jeune prolétariat, était liée à la possibilité d'une victoire ouvrière en France où, la monarchie bourgeoise de 1831 tombée, le prolétariat de Paris et de la province livrerait bataille, chose qu'il fit généreusement mais fut vaincu. La France aurait donné la **politique**, fondant à Paris un pouvoir dictatorial prolétarien (comme ce fut tenté en 1831 et 1848 et réalisé en 1871) ; l'Angleterre aurait donné **l'économie** ; l'Allemagne aurait donné la **doctrine**.

Le regard de Lénine voyait la Russie révolutionnaire – industriellement arriérée comme l'Allemagne de 1848 – offrir la flamme de la victoire politique et ressusciter cette formidable doctrine grandie en Europe et dans Le monde.

De la défaite allemande auraient été puisées les forces productives, le pouvoir économique ; le reste du centre-Europe tourmenté aurait suivi. Une seconde vague révolutionnaire aurait entraîné les vaincus Italie, France, Angleterre et peut-être aussi Amérique et Japon. Et, dans le noyau Russie Europe centrale, le développement des forces productives dans la direction du mode de production socialiste n'aurait trouvé aucun obstacle, mais n'aurait eu besoin que de la dictature des partis communistes.

Il était donc indispensable que le prolétariat occidental se lance résolument sur la voie de la révolution ; dans la bataille pour le pouvoir, et non pas dans la lutte électorale.

Au contraire, victime des trahisons social-démocrates, et à part les épisodes glorieux et tragiques d'Allemagne et de Hongrie, il consuma son potentiel révolutionnaire dans les luttes démocratiques.

La survie de l'Octobre, affirmait Lénine, « n'est possible que dans la voie de la révolution socialiste internationale, dans laquelle nous sommes engagés : notre tâche, tant que nous restons seuls, est dans la sauvegarde de la révolution, dans le fait de lui conserver une certaine dose de socialisme, si faible qu'il soit, jusqu'au moment où la révolution se déclenche dans les autres pays et où d'autres détachements viendront à la rescousse » (Notre tâche principale de nos jours), car « la victoire définitive du socialisme dans un seul pays est impossible » (3^e congrès des Soviets).

La longue bataille de Lénine, jusqu'à son lit de mort, fut d'admonester sur la nécessité de maintenir au parti le caractère classiste et internationaliste, même en devant passer sous les fourches caudines de la Nep. Engels, bien auparavant, avait déjà affirmé : « La pire chose qui puisse arriver (...) à un parti extrémiste est d'être contraint d'assumer l'honneur du gouvernement à une époque où le mouvement n'est pas encore mûr pour assurer la domination de la classe qu'il représente, et de devoir prendre les mesures que cette domination implique. Il se trouve nécessairement pris dans un dilemme. Ce qu'il peut faire est en contradiction avec toutes ses actions précédentes, tous ses principes et les intérêts présents du parti ».

Cela aurait pu ne pas arriver, mais cela advint ainsi : le parti bolchevik, assumant courageusement l'honneur gigantesque de construire le capitalisme en Russie, dans l'attente de la révolution mondiale, fut en fin de compte contrôlé et entraîné, non par les impérialistes, mais par les forces sociales internes bourgeoises et petites-bourgeoises prenant possession graduellement des commandes de la machine d'État.

En bons marxistes, nous ne sommes pas allés à la recherche de l'auteur de la faute de la dégénérescence d'Octobre, mais nous en avons déterminé les causes matérielles au-delà des frontières nationales russes : dans l'assaut prolétarien occidental manqué contre la forteresse du capitalisme et dans l'extrême faiblesse théorique et programmatique des partis communistes adhérents à la III^e Internationale.

La contre-révolution a pu chasser l'Octobre, mais n'a pu empêcher que le capitalisme accumule tant de ce matériel explosif pour une future et plus puissante renaissance du prolétariat qui mettra à l'ordre du jour, dans ses centres vitaux, le problème de la seule et unique solution possible : la révolution communiste. Et c'est sur cette base matérielle que le parti révolutionnaire de classe, fort des enseignements d'Octobre dans la victoire comme dans la défaite, renaîtra à l'échelle mondiale, unique dans le programme, dans la doctrine, dans la tactique, dans la structure organisationnelle, et lancera à la classe ennemie et à la cohorte des sous-classes qui la suivent le défi suprême : ou le combat ou la mort !

POURQUOI LA RUSSIE N'EST PAS SOCIALISTE

Présentation

L'article ci-après¹⁰ et ceux qui suivront¹¹ résument en 1970 notre – et la nôtre seulement – interprétation marxiste des événements de Russie - URSS et, dans le même temps, marquent clairement de nettes distances entre nous et toutes les critiques du régime russe qui ont pour point commun l'esprit démocratique, même si elles se disent faire partie du camp qui est le nôtre ; celui du prolétariat et de la révolution. Toutes ces études confirment, dans la droite ligne d'une tradition de travail de parti, à partir de données empiriques sur le développement productif soviétique, le caractère pleinement capitaliste de celui-ci et sa comparaison possible avec le devenir des économies des autres centres mondiaux les plus grands d'accumulation du capital.

Le mouvement qui publie ces textes tire ses propres origines dans la bataille que, depuis les premières années du siècle, le courant de La Gauche développa, d'abord au sein du Parti Socialiste Italien, puis à la tête du Parti Communiste d'Italie, dont il fut évincé, contre l'extension de la dernière vague contre révolutionnaire que nous appelons par commodité stalinienne. Organisé clandestinement comme Fraction à l'étranger, il assumait dans le second après-guerre la remise en ordre doctrinale et organisationnelle claire et homogène actuelle, en publiant les périodiques qui, par simple sélection naturelle, furent, en Italie, d'abord *Prometeo* et *Battaglia Comunista*, puis *Il Programma Comunista*, aujourd'hui *Il Partito Comunista* et *Comunismo*, en France *Programme Communiste* et *Le Prolétaire*, puis aujourd'hui notre revue *La Gauche Communiste*.

Le patrimoine et la définition du parti se résument dans le bagage de vision critique du marxisme originel, comme cela est confirmé chaque fois et précisé plus rigoureusement, dans les phases victorieuses de ses batailles contre les tendances involutives périodiques de la lutte de classe et de l'organisation consciente du prolétariat qui virent le jour sous le nom d'anarchisme, de réformisme et dernièrement de stalinisme. Nous revendiquons aussi les sélections par nos défaites sanglantes sur le terrain de l'affrontement social : 1845-1871, 1871-1917, les années 20.

C'est le mérite principal de l'œuvre du courant de Gauche à la tête du P.C. d'Italie, section de l'Internationale Communiste, que d'avoir, en parfaite continuité, poursuivi le travail commencé par Lénine contre le réformisme, en défense des thèses marxistes classiques sur l'État, sur la violence

10 Pourquoi la Russie n'est pas socialiste, *Il Programma Comunista* n° 13 à 19 de 1970 (réédité en brochure : *I testi della Sinistra Comunista* n°3, 1975) ; *Le Prolétaire* n° 75 à 84 de 1970.

11 Dialogue avec Staline, *Il Programma Comunista* n°1 à 4 de 1952 ; *Programme Communiste* n°8 (juillet-septembre 1959) ;

Dialogue avec les morts, *Il Programma Comunista* n° 5 à 10 de 1956 ; édité en brochure en français en mars 1957 ; mise à jour dans *Il Partito Comunista* n° 12 de 1975 ;

Quarante années d'une évaluation organique des événements de Russie dans le développement social et historique international, *Il Programma Comunista* n° 21 de 1957 ;

rapports sur les développements récents de l'économie russe, compte-rendu des réunions générales du parti de mai 87 et janvier 88.

dans les rapports entre les classes, sur les rapports entre le parti et le mouvement spontané du prolétariat, « restauration doctrinaire » rendue dramatiquement nécessaire du fait de l'effondrement progressif de la politique classiste de l'Internationale qui entraîna avec elle non seulement la pouvoir prolétarien en Russie, mais tout le mouvement mondial derrière les drapeaux bourgeois archi-usés de la démocratie, de la défense nationale, de la coexistence pacifique, enfin de l'émulation entre pays à régimes sociaux présumés différents.

D'abord, contre les réformistes et les anarchistes, la Gauche, à la tête du P.C. d'Italie, appuya de tout le poids de l'organisation le mouvement international qui, dans la ligne des positions qui furent celles de l'opposition de Zimmerwald et de Kienthal, se référait avec enthousiasme à la victoire de Russie. Dans une seconde phase, il s'opposa, à l'intérieur de l'Internationale, aux manœuvres tactiques dangereuses et qui n'étaient pas parfaitement cohérentes avec les principes communistes, comme le front unique avec les partis politiques réformistes. Sur la participation aux élections, la Gauche proposa la solution abstentionniste, estimant, dans les pays de vieux parlementarisme bourgeois, toute participation comme porteuse de bien plus grands risques et équivoques que d'avantages quant à la propagande. Les événements, confirmant le réalisme de cette prévision, ont suivi : l'abstentionnisme en occident est une consigne sur laquelle le parti ne peut revenir.

Dans les années suivant la mort de Lénine, le courant de Gauche, éloigné de la direction du P.C. d'Italie dut toujours plus, d'une part dénoncer la dégénérescence du parti installé dans les palais de Moscou et de ses collègues étrangers, d'autre part démentir le caractère socialiste de l'économie et la nature rouge et prolétarienne de l'État au pouvoir en Russie.

Il s'agit alors, et c'est encore notre tâche dans le sillage de l'énorme travail de Marx et de Lénine, de démasquer aux yeux de la classe les faux raccourcis au socialisme présentés par la pire vague opportuniste actuelle.

Pour la distinction nette des intérêts, de l'action et de la direction politique de la classe ouvrière, pour l'organisation du prolétariat sans confusion avec celle des autres couches sociales, fussent-ils des "travailleurs" ou des "exploités" comme la paysannerie ou, pire encore, comme la petite bourgeoisie de l'artisanat, de l'entreprise ou intellectuelle. En Russie, c'est le prolétariat et le marxisme qui triomphèrent, et on y parle aujourd'hui de "peuple" comme dans n'importe quelle république bourgeoise.

Pour l'action violente dirigée par la seule classe révolutionnaire, culminant dans sa dictature et représentée par le parti communiste **unique**, contre toute illusion ou incertitude démocratique, expression, consciente ou non, de la soumission intérêts immédiats et finaux du prolétariat à ceux stériles et mesquins des classes et demi-classes définitivement, pour nous, et séculièrement contre-révolutionnaires. En Russie, nous étions à la tête d'une révolution violente : l'élan d'une paysannerie immense qui demandait la terre et d'une maturation objective de la révolution ouvrière en Europe, lancèrent au premier rang le parti et le prolétariat communistes russes pour, démocratiquement avec les paysans, abattre, à coups de canons, l'autocratie tsariste et, à eux seuls, prendre le pouvoir par les armes. On essaya de faire de même en occident, et on n'y réussit pas. Quand, dans l'Internationale, prit le dessus le mythe bourgeois de la démocratie, des voies progressives, parlementaires ou de l'esprit de la résistance qui confondent dans tous les cas les classes au lieu de les opposer, la perspective révolutionnaire abandonnée, devint la seule référence pour la doctrine et l'action révolutionnaire.

Pour l'internationalisme, conçu comme stratégie et parti unique mondial d'une classe qui est née afin de dépasser, de briser, et non de ramasser et de faire sienne l'héritage national de la bourgeoisie, conjugué maintenant dans la formule ridicule de « patrie du socialisme ». **Les ouvriers n'ont pas de patrie**, c'est dans Le Manifeste. Sur ce point, nous n'avons jamais nié que nous devrions prendre le pouvoir même dans la seule Russie. Tant que l'on ne connut point l'issue de la révolution en Allemagne, nous savions de par notre doctrine que la dictature du prolétariat devait, pour des raisons historiques et aussi militaires – à partir du moment où n'était pas prévisible une victoire **contemporaine** à tous les pays – s'organiser, se défendre et attaquer de l'intérieur de ces territoires dans lesquels on renversa en premier la bourgeoisie. Qui plus est, tant qu'il y aura des États, même si « **la domination du prolétariat fera disparaître encore plus les séparations et les antagonismes nationaux** » (Le Manifeste), ces États auront leur juridiction, leur pouvoir sur des territoires donnés, définis par des frontières et sur les populations y résidant : « **car la première chose que le prolétariat doit faire est de conquérir la domination politique, de s'élever en classe nationale, de se constituer en nation, même si ce n'est certes pas dans le sens que l'entend la bourgeoisie** ».

De même : « La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, bien qu'elle ne soit pas quant au fond, une lutte nationale, en revêt cependant tout d'abord la forme. Il va sans dire que le prolétariat de chaque pays doit en finir, avant tout, avec sa propre bourgeoisie. » (Le Manifeste, Bourgeois et prolétaires).

Nous avons applaudi aux succès de l'armée rouge et nous n'estimions pas impossible le maintien du pouvoir prolétarien en Russie "même pour 50 ans". En fait, si cela s'écroula, ce ne fut pas à cause de défaites sur le terrain, à cause d'un manque d'héroïsme des magnifiques gardes rouges prolétariennes, mais du fait de l'immaturation complexe du mouvement communiste international qui réagit mal et tardivement face à l'involution nationale bourgeoise du parti russe. Et les camarades qui ne trahirent pas le payèrent de leur vie. Ce contre quoi nous nous opposâmes, ce fut d'abord la soumission de la politique du communisme, en et hors de Russie, aux nécessités de conservation de l'économie et de l'État russe, changeant ainsi le but, à savoir la défaite historique et internationale du capitalisme, en un moyen, un instrument, l'État prolétarien dans un pays. En rappelant qu' « **une des premières conditions de l'émancipation du prolétariat est L'ACTION UNIE, au moins dans les pays avancés** », nous dénoncions l'immense puissance inopportune de l'appareil russe, avec ses pressions administratives faciles sur l'ensemble de l'Internationale, le Parti dirigeant de cette action unie au moins pour les pays avancés. Dans un second temps, quand cela fut tardivement théorisé, nous dénonçâmes comme "chef d'œuvre d'infamie contre révolutionnaire" l'éventualité, d'abord possible puis réalisée, de la « construction du socialisme en un seul pays » ; véritable faux doctrinal, jamais prévu par Marx ou par Lénine : les nouveaux rapports de production ne pourraient s'établir si ce n'est internationalement, du moins dans les pays matériellement les plus développés. Confondant à dessein pouvoir étatique et infrastructure productive, on oublia tous les textes de Lénine où il décrivait l'économie russe, même post-révolutionnaire, comme étant à un niveau, dans sa plus grande partie, en-dessous du capitalisme. Cette théorie infâme, caractéristique de toutes les révolutions successives nationales, anti-impérialistes, antiféodales, démocratiques, c'est-à-dire bourgeoises, libérant de leur carcan les forces productives capitalistes, comme en Chine et en général dans les pays du dit Tiers-Monde – comme le montrent amplement des travaux spécifiques du parti –, ne peut se comprendre, à la lumière du marxisme, que comme capitalisme national se

construisant sur les épaules d'un prolétariat trahi et illusionné. En Russie, cela signifia, en même temps que l'abandon de toute perspective de révolution ouvrière à l'extérieur, l'abandon de la lutte du pouvoir étatique alors prolétarien pour endiguer et contrôler les forces productives naissantes, historiquement assoiffées de liberté, de marché et de salariés.

Voilà les leçons tirées de la victoire bolchevik, confirmées par la tragédie communiste internationale quand elles furent expérimentées "a contrario". Notre révolution future dans les plus grands pays modernes industrialisés, de capitalisme pourrissant, sera "comme en Russie" : internationale, dirigée par un parti communiste unique mondial héritier de la Troisième Internationale Communiste dans ses traditions les plus lumineuses. Elle utilisera comme en Russie les méthodes de l'action directe et de la violence organisée de son État contre la résistance blanche. Elle ne prévoira pas, à la manière des partisans, d'"objectifs intermédiaires" entre dictature bourgeoise et dictature prolétarienne.

Contre les accusations maintenant décennales de théoricisme qui nous sont protégées par les partis opportunistes qui usent des manœuvres tactiques et de l'absence de principes pour couvrir les pires trahisons, il nous faut répéter que tout le vaste et important travail d'explication matérialiste et dialectique du processus qui va de l'Octobre et de Lénine à l'actuel état de déroute de la classe dans tous les pays où elle est dirigée par des partis désormais réactionnaires, et du caractère embryonnaire du parti révolutionnaire – le texte ci-après n'étant qu'une très brève synthèse, le travail du parti touchant à tous les aspects cruciaux de la vie sociale, visant à la reposition de la doctrine révolutionnaire intégrale – est un travail de parti, en ce sens que le petit noyau actuel, loin de s'engager dans l'arène historiographique que nous laissons aux professeurs émérites payés pour cela, entend préparer La seule boussole qui pourra orienter demain le puissant parti communiste renaissant dans les cataclysmes sociaux, dont les conditions matérielles – crise économique mondiale, comme nous le prévoyons – se font de plus en plus jour.

C'est seulement sur le programme révolutionnaire d'hier, le même depuis toujours, du Manifeste des Communistes (dans sa préface en date du 28 juin 1883, Engels notait : « Après la mort de Marx, il ne saurait être question moins que jamais de remanier ou de compléter le Manifeste... »), des bolcheviks et depuis lors de la Gauche seulement, qu'il sera possible de ramener un prolétariat, perdu dans ses illusions et défait, à la tradition de ses assauts contre un monde tout entier ennemi. Déterminés à poursuivre sur ce chemin, que nous n'avons pas choisi et dont nous ne mesurons pas la validité, avec Marx et Lénine, par le bilan d'un jour et même pas d'un demi-siècle, ou d'une seule Russie, nous nous gardons bien de sacrifier au succès immédiat d'un instant un seul aspect de notre identité que nous faisons découler de l'action d'hier et de toujours. En tendant toutes les énergies à rétablir ces liens passagers et fugaces avec la classe que la réalité sociale permet et en luttant aux côtés des travailleurs, sur le plan de la défense économique, chaque fois que s'ouvre une brèche qui permet une action même minime de classe contre les patrons et contre la coalition opportuniste dans les rangs ouvriers, nous tenons avant toute chose à la distinction plus nette, organisationnelle et tactique, envers tout mouvement, groupe ou parti, source de confusion soi disant "ouvrier" ou "de gauche", et pire encore s'il dit se réclamer **en partie** de notre tradition : depuis longtemps en occident, le prolétariat est révolutionnaire que s'il est dirigé par l'unique, exclusif et intégral programme communiste.

C'est sur cette voie, celle de toujours, que nous travaillons, obstinément.

Ajoutons pour terminer cette présentation les derniers mots, que nous reprenons à la lettre, de la préface de 1956 à notre Dialogue avec les morts – à paraître prochainement in extenso dans ces colonnes :

« Nous avons inscrit sur la couverture de cet opuscule l'épigraphe qui, avec cette brève esquisse de nos origines historiques, sauve notre petit groupe de déplorables confusions.

Ajoutons-lui une autre discriminante. Il est certain que chaque pas de l'enlissement des hommes du Kremlin dans les sables de la contre-révolution bourgeoise nous rapproche, sur une route dure et âpre, de la reconstitution du parti révolutionnaire, but auquel nous consacrons toutes nos forces, sans impatience stupide.

Quand l'heure de cette reconstitution aura historiquement sonné, ce n'est certes pas une Constituante des petits groupes et cénacles ridicules qui se sont dit et se disent anti-staliniens et qui aujourd'hui se proclament "anti-vingtième Congrès" qui la réalisera.

Le Parti détruit pièce à pièce en trente ans ne se recompose pas goutte à goutte comme les cocktails de l'art bourgeois de se droguer. IL doit se placer au terme d'une ligne unique et sans rupture de continuité qui ne se caractérise pas par la pensée d'un homme ou d'un groupe d'hommes présents « sur le marché », mais par l'histoire cohérente d'une succession de générations. Par dessus tout, il ne peut surgir de cette nostalgie illusoire du succès qui, loin de se fonder sur La certitude doctrinale inébranlable (que nous possédons depuis plus d'un siècle) de la réalité du cours révolutionnaire, compte bassement sur l'exploitation subjective du tâtonnement et des trébuchements d'autrui : ce serait la voie bien mesquine, stupide et illusoire pour un résultat historique immense ! ».

POURQUOI LA RUSSIE N'EST PAS SOCIALISTE.

1. LE CAPITALISME RUSSE

Différenciation sociale marquée, hiérarchie des salaires, privilèges de catégories, division du travail qui confine les « manuels » à l'enfer de l'usine et réserve aux intellectuels le monopole du confort, tous ces traits que la société russe affiche cyniquement sont-ils, comme l'affirment impudemment les gens du P.C., **compatibles** avec le socialisme ? La villa pour Kossyguine, le taudis pour l'ouvrier ; les fusées vers la lune et la queue devant La boucherie ; l'armement nucléaire et la pénurie de blé ou de viande, seraient-ce là les images peu reluisantes de la société de demain ? A ces questions, il ne suffit pas de répondre : non ! La bourgeoisie a déjà su utiliser habilement la désillusion de certains travailleurs face à la révélation de la réalité russe : puisque le communisme n'offre rien de mieux, leur a-telle dit en substance, pourquoi ne pas vous contenter de notre bon vieux capitalisme démocratique ? Langage qui, chez les tenants des « voies nouvelles du socialisme » est à peine modifié : chaque peuple aura **son socialisme**, qui tiendra compte de ses traditions, de son "degré de civilisation" !

Si nous, marxistes révolutionnaires, voulons démasquer le faux communisme russe, ce n'est nullement pour dégoûter les ouvriers de la **vérité**. Il nous faut donc démontrer que les tares de la société russe actuelle sont communes à tous les régimes politiques et sociaux existants, parce que tous – Russie comprise – sont **capitalistes**.

Se prononcer à ce propos sur la Russie suppose que l'on connaisse les caractéristiques élémentaires du **socialisme** ; mais cela même n'est possible qu'à la condition de savoir d'abord ce qu'est le **capitalisme**, et c'est précisément ce qu'ignorent les plus beaux esprits qui pérorent sur le sujet à la radio et à la télévision ou dans de savants ouvrages "scientifiques". Il ne s'agit pas, en effet, de discerner seulement quelques aspects accessoires et accidentels de ce mode de production, mais d'en définir les caractéristiques fondamentales afin de pouvoir les reconnaître en toutes circonstances. Ces caractéristiques peuvent être résumées ainsi, de manière très sommaire.

Dans la société capitaliste, on produit des **marchandises**, ce qui veut dire que l'essentiel de l'activité humaine est consacrée à la fabrication d'objets destinés à être échangés contre de l'argent, **vendus**. La grande masse des producteurs est **privée de moyens de production** (contrairement à l'artisan ou au petit paysan qui possèdent leurs propres instruments de travail).

Ces producteurs, ne possédant que leur propre force de travail, sont donc contraints de la **vendre**, et elle se trouve ainsi appliquée aux conditions modernes de la production : travail associé, concentration de l'industrie, haute technique productive. Tous les échanges économiques, l'achat et la vente des marchandises et surtout de cette marchandise particulière qu'est la force de travail des ouvriers, s'effectuent au moyen de la monnaie.

Le capital naît et se développe sur la base de l'utilisation combinée de tous ces facteurs. La

classe sociale privée des moyens de production et contrainte de vendre sa force de travail, c'est le **prolétariat**. Cette force de travail est une marchandise qui a la propriété "miraculeuse" de produire davantage de richesses qu'elle n'en exige pour son entretien et sa reproduction (autrement dit, dans une journée de travail de 8 heures, l'ouvrier produira en 4 heures par exemple la valeur de son salaire journalier, mais continuera de travailler 4 nouvelles heures pour le capital).

Le prix de la force de travail constitue le **salaire** de l'ouvrier. La **différence** existant entre ce salaire et la masse de valeurs produites demeure propriété de la classe qui détient les moyens de production : la classe capitaliste ; elle s'appelle **plus-value** ou **profit**, et est échangée à son tour contre de nouvelles forces de travail et de nouveaux produits du travail (machines, matières premières, etc.), devenant capital. Répété indéfiniment, ce processus est **l'accumulation du capital**.

Ces divers éléments sont étroitement liés dans le mode de production capitaliste et donc inséparables de lui. C'est donc un mensonge impudent que de prétendre qu'une société mérite le nom de **socialiste** lorsqu'existent en son sein **l'argent** échangeable contre de la force de travail, le **salaire** grâce auquel les ouvriers se procurent les produits nécessaires à leur entretien et à celui de leur famille, l'accumulation de valeurs demeurant propriété des entreprises ou de l'État ; or telle est bien l'actuelle société russe.

En URSS, avec les roubles que leur prête la Banque d'État, un groupe d'individus peut **acheter** de la force de travail et conserver par devers lui la **différence** existant entre la valeur produite et le montant des salaires versés. Tel est le cas des entreprises anonymes éphémères qui prennent en charge la construction de bâtiments et édifices publics. Tel est le cas des kolkhozes qui rétribuent **en argent la catégorie salariée** des conducteurs de tracteurs ou des ouvriers saisonniers. Tel est depuis quelques années le cas de ces mêmes kolkhozes que le pouvoir engage à mettre sur pied des fabriques de conserve et autres industries de transformation en utilisant d'une part leur profit d'entreprise, d'autre part le système de la rétribution salariée du personnel de ces fabriques. Tel est enfin le cas des entreprises d'État elles-mêmes, qui paient leurs ouvriers en argent, encouragent et développent la hiérarchie des salaires en fonction de la qualification de la force de travail, et **investissent, c'est-à-dire transforment en capital** le profit qu'elles réalisent.

En Russie, l'ouvrier paie en **argent** la totalité des denrées et produits qui lui sont nécessaires, subit impuissant les fluctuations du marché et même la spéculation à laquelle se livre les producteurs **individuels**, c'est-à-dire les kolkhoziens qui, outre leur part du revenu global du kolkhoze, possèdent bétail et champ personnel et en vendent **librement**, au prix qu'ils peuvent en tirer, les produits.

En URSS enfin, **l'argent produit de l'intérêt**, soit sous la forme des emprunts émis par l'État et qui, tout comme dans les pays classiques du capitalisme, rapportent aux détenteurs de titres, soit sous la forme de l'intérêt que l'État prélève lui-même sur les sommes qu'il prête à **ses propres entreprises**.

Qu'y a-t-il là de différent des sociétés bourgeoises de l'Occident capitaliste ? En URSS, tout fonctionne sous le signe de la **valeur** qui, dans la société moderne, est la seule source du **profit, du capital, de l'accumulation, de l'exploitation de la force de travail**. En Russie, tout est échangeable contre ce maudit argent, tout y est à vendre, les services des prostituées comme ceux des intellectuels dont la tâche consiste à chanter les louanges du « socialisme » national et d'une

façon générale à lécher les bottes des puissants.

En une prochaine occasion, nous expliquerons pourquoi un semblable monde d'affairistes, de ruffians et de parasites a pu s'édifier, au prix du sang et de la sueur du prolétariat russe, sur les ruines de la glorieuse révolution d'Octobre.

Qu'il suffise de souligner pour l'instant ce fait essentiel : le socialisme est **incompatible** avec les catégories de l'économie capitaliste : l'argent, le salariat, l'accumulation, la division du travail.

II. ÉCONOMIE RUSSE ET RÉVOLUTION D'OCTOBRE

Les premières mesures que doit prendre le prolétariat au pouvoir dans un pays développé tendent à éliminer le caractère capitaliste de l'économie. Dans la société bourgeoise, la marchandise essentielle, celle qui est à l'origine et à la base de l'accumulation du capital, c'est la **marchandise force de travail**, dont le prix, sur le marché de la main d'œuvre, s'exprime par le salaire ou équivalent en argent des produits nécessaires à l'entretien de l'ouvrier. Même lorsque la force de travail est payée à sa juste valeur, c'est-à-dire permet au salarié de subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille, l'entreprise capitaliste retire toujours un excédent de la vente des produits : la plus-value ou profit, source intarissable du capital, moteur de l'accumulation, fondement économique de la puissance sociale de la classe capitaliste.

Ceci étant rappelé, il est bien visible que, pour détruire l'exploitation capitaliste, il faut détruire le **rapport fondamental** qui en est la base ; il faut détruire le caractère de marchandise de la force de travail. Ce n'est possible qu'à **une seule condition** : abolir la forme de rétribution dénommée salaire. Le moyen préconisé par le marxisme pour parvenir à ce résultat est le système du "bon de travail" dont nous parlons plus amplement par ailleurs.

Nous avons déjà dit à ce propos que ce système, en dépit des sarcasmes des philistins "modernes", n'était nullement **utopiste**. A l'examen de la description qu'en donne Marx, il apparaît tout de suite pourtant qu'il n'est réalisable que dans les Pays ayant atteint un certain stade de développement économique et technique. Ce n'était pas le cas de la Russie prolétarienne d'Octobre 1917 : d'une part en raison de l'arriération économique du pays ; d'autre part à cause des destructions provoquées par la guerre civile contre les blancs et la lutte contre l'intervention étrangère.

Non seulement le pouvoir révolutionnaire bolchevik ne pouvait s'attaquer tout de suite à la tâche économique de la révolution socialiste – c'est-à-dire abolir les rapports capitalistes de production – mais bien au contraire, pour être à même d'y parvenir un jour, **il lui fallait au préalable les développer**. Le prolétariat russe était parvenu au pouvoir grâce à l'impulsion d'une révolution bourgeoise que la bourgeoisie russe avait été incapable de faire ; en contre-partie, il portait sur ses épaules le fardeau écrasant de la tâche qui, historiquement, incombe à La bourgeoisie : **l'accumulation primitive du capital**.

Au lieu de supprimer la division du travail, fondement du salariat, il lui fallait utiliser au mieux celle qui existait en Russie. Bien loin de faire disparaître le marché, indissociable de la rétribution en argent de la force de travail, il devait le faire revivre. Plutôt que d'entreprendre la socialisation impossible de millions d'entreprises agricoles, il était contraint, pour l'alimentation des villes, d'encourager la petite production paysanne. En un mot, il lui fallait tenir la gageure d'un pouvoir

politique destiné à détruire l'économie capitaliste, mais amené par la force des choses à accélérer son développement !

Cette gageure, certains « extrémistes » voudraient la considérer comme vouée dès le départ à l'échec, ce rétrospectivement : une tentative de pouvoir prolétarien dans la Russie semi-féodale ne pouvait - disent-ils - aboutir qu'à un **capitalisme national** ! C'est ignorer les deux éléments-clés suivants. D'une part la révolution qui, à la veille de la première guerre mondiale, **mûrissait** de toute façon en Russie : une chance unique pour la révolution russe de mettre à profit l'impuissance congénitale de la bourgeoisie nationale à faire sa révolution pour renverser les rapports de forces sociales à l'**échelle mondiale**. D'autre part, l'hypothèse devenue plausible, après l'insurrection d'Octobre et la crise sociale provoquée par les misères de la guerre en Allemagne, d'une révolution ouvrière dans ce pays : dans ce cas, la venue au pouvoir du prolétariat allemand, en allégeant les tâches économiques des bolcheviks, aurait permis à ces derniers de passer le cap de l'accumulation du capital sans risquer, sous une forme ou sous une autre, la restauration de son pouvoir politique et de sa force sociale.

Pour Lénine et pour tous les bolcheviks – Staline compris, avant qu'il ne théorîsât le « socialisme dans un seul pays » ! – le but de la révolution d'octobre n'était nullement la transformation immédiate de l'économie russe dans un sens socialiste. Mille textes et discours témoignent au contraire que la perspective de tous les communistes de l'époque consistait à faire du pouvoir des Soviets une sorte de **bastion avancé** de la lutte révolutionnaire **mondiale**. C'est seulement si la révolution avait gagné les pays les plus développés d'Europe, dans lesquels les premières mesures fondamentales du socialisme étaient immédiatement possibles, qu'on aurait pu envisager leur réalisation progressive en Russie. Lénine l'a souligné à plusieurs reprises avec sa formule : **Sans révolution victorieuse en Allemagne, pas de socialisme possible en Russie** ! Pour hâter cette victoire, pour y concentrer toutes les forces du prolétariat international, pour libérer le pouvoir soviétique du **boulet au pied** que constituait pour lui la restauration de la production industrielle russe, il était prêt à en donner à bail au capital étranger les principales entreprises ! Position bien différente du tableau d'un Lénine **patriote** qu'on nous brosse aujourd'hui ! Préoccupations situées à mille lieux de celui qui prétendit, après lui, "faire" du socialisme dans SON seul pays !

L'histoire ne répondit pas aux attentes de cette génération de géants politiques : La Commune de Berlin de 1919 fut écrasée ; les insurrections ouvrières en Europe centrale défaites. Ce furent les échecs successifs de la révolution internationale qui imposèrent aux bolcheviks diverses dispositions de politique économique qui n'avaient rien à voir avec le socialisme mais que le stalinisme, par la suite, consacra frauduleusement sous cette étiquette. En réalité, qu'il s'agisse de la gestion ouvrière d'entreprises désertées par leur patron ou de rétablissement d'un certain commerce intérieur, de la planification industrielle ou de la substitution de l'impôt en nature aux réquisitions forcées de blé, ce n'étaient là que des **expédients économiques**, des palliatifs à la misère et à la sous-production, des **mesures d'attente** en prévision d'une reprise de la lutte prolétarienne mondiale à laquelle tous les révolutionnaires dignes de ce nom ne consentiront jamais, à cette époque, à renoncer.

Il fallut que le reflux de cette lutte internationale s'achevât en déroute, que fussent massacrés ou déportés tous ceux qui, en Russie ou ailleurs, demeuraient fidèles aux positions de Lénine, pour que s'accomplisse la plus grande imposture de l'histoire moderne : la consécration "socialiste" du

système le plus arriéré et le plus barbare d'exploitation de la force de travail.

Le socialisme abolit la hiérarchie des rémunérations ; les bolcheviks durent stimuler la productivité du travail par la pratique des hauts salaires. Le socialisme réduit la durée du travail ; le pouvoir soviétique l'augmenta. Le socialisme supprime l'argent et le marché ; les communistes russes rendirent au commerce intérieur sa liberté. L'État prolétarien dut accumuler du Capital pour reconstituer les moyens de production détruits et en fabriquer de nouveaux. En un mot, le prolétariat russe, **politiquement** était au pouvoir ; **économiquement** il s'exténuait à **maintenir en vie** un pays au retard séculaire.

De ces exigences, de ces contradictions, les bolcheviks étaient parfaitement conscients. Ils savaient bien qu'entre le prolétariat russe et le socialisme il n'existait qu'un seul lien : l'Internationale Communiste, entièrement tournée vers la lutte du prolétariat d'Europe et même d'Asie.

III. ISOLEMENT ET DÉFAITE DU PROLÉTARIAT RUSSE

Seule une victoire prolétarienne dans des pays capitalistes développés pouvait aider la Russie des Soviets à abréger les misères, les souffrances et les dangers sociaux que comportait la remise sur pied de son économie. Lénine n'a jamais dit ni pensé qu'on pouvait "faire du socialisme" dans la Russie arriérée ; il escomptait le succès de la révolution ouvrière, d'abord en Allemagne et en Europe centrale ; ensuite en Italie, en France et en Angleterre. C'est de cette révolution et d'elle seule qu'il attendait la possibilité, pour la Russie **future**, de **faire ses premiers pas** en direction du socialisme.

Quand Staline et ses complices vinrent au pouvoir et décrétèrent, comme par le bon vouloir d'un souverain, que le socialisme était possible dans la seule Russie, ils liquidèrent en fait la perspective de Lénine et des bolcheviks, tranchèrent le seul lien qui rattachât le prolétariat russe à une possibilité de socialisme futur : **le lien du parti russe avec la révolution communiste européenne.**

Les rapports de production de la Russie de cette époque, dans la mesure où ils avaient dépassé le stade archaïque de La petite production et de l'économie naturelle, n'avaient que des fondements **bourgeois**. Sur ces fondements ne pouvaient se développer que des couches sociales **hostiles au socialisme** et avides avant tout de consolider politiquement leurs avantages économiques. Tels étaient notamment les commerçants et petits capitalistes privés auxquels la N.E.P. avait rendu une appréciable liberté d'action. Tels étaient les masses énormes de paysans devenus farouchement conservateurs depuis que la révolution ouvrière les avait pourvus de terre.

Si la révolution avait vaincu en Allemagne, le pouvoir soviétique aurait pu s'en tenir aux concessions déjà faites au capitalisme privé et à la paysannerie russes et en maîtriser toutes les conséquences sociales. Renoncer à la révolution européenne, comme le fit Staline, c'était au contraire laisser libre cours au développement des rapports capitalistes en Russie ; c'était donner aux classes qui en étaient les bénéficiaires immédiats la priorité sur le prolétariat. Ce prolétariat, extrêmement minoritaire, décimé dans la guerre contre les Blancs, attelé à une tâche productive écrasante, n'avait d'autre arme, contre les spéculateurs du commerce privé et de la cupidité des paysans, que la trique de l'État soviétique. Mais cet État ne pouvait demeurer prolétarien que dans La mesure où il faisait bloc avec le prolétariat international contre les couches réactionnaires

internes de la Russie. Décider que la Russie allait faire toute seule « son » socialisme, c'était livrer le prolétariat russe à la pression énorme des classes non prolétariennes et dégager le capitalisme russe de tout contrôle et de toute contrainte. Plus encore, c'était transformer l'État russe en un État ordinaire, s'efforçant de faire au plus vite de la Russie une grande nation bourgeoise.

Ce fut la véritable signification du tournant de Staline et de sa formule du "socialisme en un seul pays". En baptisant « socialisme » ce qui n'était que pur capitalisme, en pactisant avec la masse réactionnaire de la paysannerie russe, en persécutant et massacrant tous les révolutionnaires qui demeuraient fidèles à la perspective de Lénine et aux intérêts du prolétariat russe et international, Staline fut l'artisan d'une véritable **contre-révolution**. Bien qu'il la réalisât par l'atroce terreur d'un despote absolu, il n'en fut pourtant pas l'initiateur, mais **l'instrument**.

Après une série de débâcles sur le plan international comme sur le plan intérieur, après l'écrasement des insurrections armées et les catastrophiques fautes tactiques de l'Internationale comme après les jacqueries paysannes et les famines en Russie, il devint évident, vers 1924, que la révolution communiste en Europe était ajournée pour un temps indéterminé. À ce moment-là commença pour le prolétariat russe un terrible **face-à-face** avec toutes les autres classes de la société en URSS. Ces classes, un moment soulevées d'enthousiasme par la révolution anti-tsariste, n'aspiraient plus désormais qu'à jouir de leur conquête à la façon **bourgeoise**, c'est-à-dire en sacrifiant la perspective révolutionnaire internationale à l'établissement de « bons rapports » avec les pays capitalistes. Staline ne fut que le porte-parole et le réalisateur de ces aspirations.

Quand nous disons « prolétariat russe », nous entendons non pas les masses ouvrières elles-mêmes, exsangues après tant d'efforts et de sacrifices, talonnées par le chômage et la disette, devenues incapables de spontanéité politique, mais le parti bolchevik où se raidissait et se concentrait l'ultime volonté révolutionnaire d'une génération politique à laquelle **l'histoire ne répondait plus**. On ne répétera jamais assez que la situation économique en Russie à l'issue de la période de guerre civile était effroyable et que toute la population en était venue à désirer, à n'importe quel prix, le retour à la sécurité, au pain et au travail. Dans toute période de reflux d'une révolution, ce qui triomphe ce n'est pas la conscience révolutionnaire, mais la démagogie la plus triviale : à des politiciens sans scrupule, il n'était que trop facile, dans ces conditions, de faire valoir, aux yeux des masses affamées, la nécessité d'un compromis avec l'occident capitaliste, et de stigmatiser **comme initiative d'aventuriers**, la volonté farouche de la minorité bolchevik de continuer la « ligne Lénine », c'est-à-dire la subordination de toute la politique russe à la stratégie de la révolution communiste internationale. **D'initiative**, Staline – devant qui les intellectuels progressistes les plus raffinés d'Occident s'inclinèrent comme des prostituées de bas étage – **n'en avait jamais eue**, laissant à d'autres la tâche surhumaine et à long terme impossible de concilier le développement indispensable de bases économiques capitalistes avec Le maintien du pouvoir prolétarien.

C'est ce qui le rendait **disponible** pour la liquidation des perspectives et raisons d'être du bolchevisme.

Cette liquidation exigeait un bain de sang, mais ce qui dérouta l'historien, lorsqu'il se pencha sur la contre-révolution russe, c'est qu'elle s'est déroulée **à l'intérieur du parti bolchevik**, comme s'il s'agissait, non pas du conflit entre deux perspectives historiques diamétralement opposées, mais d'inexplicables rivalités de chefs ou d'une sanglante querelle de famille. C'est ce « mystère » que

nous expliquerons la prochaine fois.

IV. LA CONTRE-RÉVOLUTION STALINIENNE

Cette imposture recouvre un des événements les plus mal compris de l'histoire contemporaine. Non seulement la perspective authentique de la Révolution d'Octobre reste enfouie sous un demi-siècle de falsifications politiques et doctrinales, mais encore elle représente, pour bon nombre de ceux qui parviennent à la déchiffrer, un tel défi au rythme des transformations historiques, une ambition à ce point surhumaine, compte tenu des conditions russes, qu'elle ne leur apparaît même plus vraisemblable. Aussi ne répétera-t-on jamais assez que **la clé d'une solution socialiste se situait hors de la Russie.**

Dans la Russie des années 20, au contraire, le caractère double de la révolution ne pouvait se maintenir indéfiniment : le développement économique qu'exigeait La révolution bourgeoise accomplie ne pouvait que saper et, à plus ou moins longue échéance, anéantir la victoire purement politique de la révolution socialiste.

A l'intérieur de la Russie, en effet, tout ce qui découle d'exigences économiques **nationales**, tout ce qui exprime les intérêts sociaux russes, constitue un danger mortel pour le communisme ; toutes les stratégies sociales concevables à l'intérieur de ce pays recèlent, selon le sort réservé à la révolution internationale, le même risque fatal pour le prolétariat russe.

Grâce à la destruction de la propriété foncière féodale, **la bourgeoisie paysanne a acquis une influence économique et sociale considérable.** Elle accapare les terres des paysans pauvres en les affermant. Elle utilise, au mépris de la loi, de la main d'œuvre salariée et va même jusqu'à monopoliser le blé et affamer les villes. Dans l'administration où, par la force des choses, des dizaines de milliers de militants communistes se sont transformés en militaires, se développe un appareil de bureaucrates dont le principe est "l'administration pour l'administration", "l'État pour l'État". Dans le pays où règne La disette, avoir emploi ou logement devient un privilège et, après 1923, défendre une véritable opinion communiste, un acte d'héroïsme.

Pourquoi après 1923 ? Il est bien certain que ce que nous appelons la contre révolution stalinienne est le couronnement d'un processus s'étendant sur plusieurs années dont il est mal aisé de déterminer le "seuil" critique. 1923 n'est pourtant pas un point de référence arbitraire. **C'est l'année de l'échec définitif de la révolution allemande,** la dernière chance d'une extension proche du communisme en Europe qui s'évanouit, et la portée considérable de ce fait est si bien comprise dans le parti russe que la nouvelle y provoque des suicides. C'est aussi l'année où la situation catastrophique de La production russe est révélée par la crise dite "des ciseaux" : les courbes respectives des prix agricoles et industriels se présentent sous cette forme dans le diagramme soumis par Trotsky au XII^e Congrès du Parti et leur écart croissant pose un problème aigu d'orientation économique et de stratégie sociale. Faut-il aider d'urgence l'industrie lourde ou, au contraire et à ses dépens, continuer la politique des allègements fiscaux en faveur de la paysannerie ? La réponse est laissée en suspens, mais la situation continue de s'aggraver avec 1 250 000 chômeurs.

Également en 1923, Lénine subit la troisième attaque de l'athérosclérose qui l'emportera en janvier 1924, non sans qu'il ait auparavant dénoncé, dans ce que l'on peut considérer comme **son**

testament politique, "les forces puissantes qui détournent l'État soviétique de sa route !" et **rompu avec Staline** qui incarne, dit-il, "un appareil qui nous est **foncièrement étranger** et représente un salmigondis de survivances bourgeoises et tsaristes". 1923 est enfin l'année où se fomentent, pendant la maladie de Lénine – et il faut le dire grâce d'abord à la cécité des "vieux bolchéviks" manipulés par Staline – la première cabale contre Trotsky. Contre l'organisateur de l'Armée Rouge sont alors propagés les premiers **faux politiques** qui grossiront ensuite jusqu'à devenir ce ramassis de calomnies immondes et d'accusations grotesques dans lequel les canailles du PCF – en dépit de tous les démentis, y compris ceux de leur ex-vénéré Krouchtchev – continuent aujourd'hui à puiser leurs références historiques. Les meilleurs des **compagnons de route** de Lénine ne comprendront que deux ans plus tard quel est le véritable ennemi de la révolution, ce "corps étranger" dans le parti bolchevik que l'histoire destinait, au cours des dix années suivantes, à être leur propre bourreau.

On peut aujourd'hui mesurer, à l'examen des vains efforts et des vicissitudes sans nombre de cette opposition groupée autour de Trotsky contre la toute puissante clique de Staline, combien étaient faibles et précaires les bases **strictement russes** de la perspective grandiose de Lénine dès lors que l'Occident (que toute révolution en Russie devait selon Marx "soulever") n'était pas à même de répondre en force à cet appel.

Au million – ou presque – de nouveaux éléments, généralement incultes, introduits en masse par Staline dans le parti bolchevik pour y appuyer sa politique de liquidation de la révolution internationale, ne s'opposent, dans les moments cruciaux, que **quelques centaines de communistes authentiques** et courageux. Une telle disproportion de force serait inexplicable si on ne se référait à cette donnée fondamentale de la révolution d'Octobre : au-delà des tâches purement bourgeoises de cette révolution, toute la "nation russe" – c'est-à-dire toutes les classes, hormis un prolétariat extrêmement minoritaire – ne constituait qu'un seul et même obstacle à la lutte pour le socialisme. C'est là un fait capital qu'ignore ou sous-estime **toute critique démocratique** du stalinisme qui oppose, à juste titre, l'honnêteté scientifique d'un Lénine à la grossière brutalité politique d'un Staline dépourvu de tout scrupule, mais ne va pas au-delà de ce qui n'est que simple phénoménologie d'un colossal mouvement de force social et historique : celui du capitalisme russe qui, face à un parti politique conçu pour œuvrer pour le socialisme, le considère, avec raison, comme son obstacle le plus immédiat et doit donc, pour se frayer la voie, en briser le nerf politique, en vider la substance sociale.

Il ne saurait être question d'exposer ici, même en les mutilant, les conditions dans lesquelles il y parvint. Renvoyant le lecteur à notre étude "**Bilan d'une révolution**"¹², nous nous bornerons à en esquisser les grandes lignes sur le plan politique.

Durant les luttes internes qui précèdent la victoire définitive du stalinisme en 1929-30, aucune des mesures économiques sur lesquelles s'opposent les fractions du parti ne prétend s'affranchir du cadre des rapports de production capitalistes ; aucune n'a le droit de s'appeler **socialiste**. Sous la formule pittoresque, le problème posé par la "crise des ciseaux" ne cesse de s'aggraver avec toutes ses conséquences économiques et sociales, ses incidences sur l'état de la production industrielle et le rapport social des forces. La gauche de Trotsky soutient le principe d'une industrialisation préalable comme condition de développement de l'agriculture et préconise par ailleurs l'appui au paysan pauvre. La droite de Boukharine (mais les noms ne sont donnés ici que comme points de

12 Programme Communiste n°40-42 1967-1968

repère) mise sur l'enrichissement du paysan moyen et l'accroissement de son capital d'exercice en vue de son ultérieure confiscation. Le centre de Staline, lui, n'a pas de position, se bornant à piller à droite et à gauche ce qui convient le mieux à son maintien au timon de l'État et c'est pour cette raison que n'apparaît pas clairement, dans ces polémiques, la véritable **ligne de démarcation** entre révolutionnaires et contre révolutionnaires. Le centre stalinien, s'il peut ainsi utiliser alternativement telle ou telle mesure inspirée par la « gauche » ou la « droite », n'a finalement qu'une fonction : sauver et renforcer l'État russe, la nation russe ; réduisant la double révolution à son seul volet anti-féodal et donc capitaliste, il est foncièrement anti-communiste.

Fidèles à Lénine, la gauche et la droite savent que tout dépend, en définitive, de la révolution internationale, qu'il s'agit de **tenir** jusqu'à ce qu'elle triomphe et si elles s'opposent violemment, c'est sur **l'efficacité** respective des mesures qu'elles proposent l'une et l'autre dans ce but. La préoccupation du centre est toute différente ; il a déjà rompu, lui, avec cette révolution internationale et n'a donc, du point de vue politique, qu'un but : abattre ceux qui lui sont restés attachés. La façon dont Staline triomphe en définitive l'illustre clairement. Il s'appuie d'abord sur la droite dont il adopte le programme d'appui au paysan moyen en accusant Trotsky, sous des bordées d'injures, de saboter l'indéfectible alliance "léniniste" de la paysannerie et du prolétariat. En un second temps, devant l'échec de cette politique, et pris de panique face à la menace du koulak, il élimine la droite en traînant Boukharine dans la boue, en l'accusant – à tort – d'exprimer les intérêts de la bourgeoisie rurale. La manœuvre réussit si bien que Boukharine, lorsqu'il aura tenté un moment de se rapprocher de Trotsky, ne sera pas parvenu à le convaincre que la droite est **marxiste** alors que le centre ne l'est pas : certains partisans de Trotsky considéreront même comme un pas du centre vers la gauche l'emprunt que Staline, pour les besoins de la cause, fait à leurs propres positions.

Bien entendu, cette lutte "physique" n'est que l'expression, au sommet du Parti et de l'État, de l'offensive des forces économiques souterraines dont il a été question plus haut. Mais elle montre quelle **violente marche arrière** sur le plan politique était nécessaire pour qu'elles puissent triompher, tandis que sur le plan économique il n'était aucunement indispensable de procéder de la même façon. Solution de la gauche, solution de la droite n'étaient pas socialistes. La "solution Staline" ne l'était pas davantage, bien qu'elle ait semblé s'inspirer – lors de la collectivisation forcée – d'une caricature de la position de Trotsky. L'explication de ce paradoxe réside dans le fait qu'aucune solution russe ne pouvait commander la réalisation, même lointaine, du communisme si la révolution internationale était battue.

L'effort surhumain de ceux qui s'entre-déchiraient sur les moyens de **faire violence** à cette dure réalité historique leur masqua leur ennemi commun qu'un Boukharine n'identifia peut-être qu'au moment où il sentit sur la nuque le froid revolver du bourreau.

Que l'ennemi d'une révolution **sociale** puisse être simplement une armée de tueurs, cela prouve que le caractère **socialiste** d'Octobre 1917, si on l'isole de l'appui escompté du prolétariat international, se réduisait à la **volonté** d'un parti, c'est-à-dire d'**un groupe d'hommes**, allant d'ailleurs s'amenuisant sous le poids des faits hostiles ; et tuer des révolutionnaires est bien la tâche qui incombe à toute contre-révolution.

V. SOCIALISME ET CAPITALISME D'État

En raison de la complexité extrême de cette phase historique tumultueuse, nous avons dû procéder à l'inverse de la méthode didactique traditionnelle qui procède **du particulier au général**. Il nous a fallu au contraire, dans une question dont aucun des aspects ne peut être examiné isolément, tenter d'abord de prouver, par une voie d'ensemble, qu'une relation étroite et impérieuse liait entre eux problèmes économiques et politiques, stratégie sociale à l'intérieur de la Russie et rôle international assigné par les communistes à leur révolution. Nous avons dû, à ce propos, insister longuement sur ce que signifiait la lutte des fractions qui, dès 1923, se manifesta au sommet du parti bolchevik : non pas affrontement de solutions économiques dont les unes auraient été socialistes et les autres pas, mais divergence concernant des manières différentes de conserver le pouvoir en l'attente de la révolution internationale. Il nous faut revenir plus en détail sur ce point capital pour reprendre à sa source l'évolution de l'économie russe qui l'a conduite en son état actuel.

Il faut répéter que la politique économique bolchevik est minée, dès les premières années de la révolution, par une contradiction qui, à la longue, lui sera fatale et que tous les communistes de Russie et du monde – jusqu'au tournant de Staline – n'espèrent surmonter que par la victoire internationale du socialisme. Mais en attendant cette victoire – qui d'ailleurs devient problématique – il faut bien que la population russe vive, que les forces productives du pays soient utilisées au mieux **dans l'état où elles sont**, c'est-à-dire au niveau d'une économie petite-bourgeoise marchande. Quelle est la formule bolchevik en cette matière ? C'est l'orientation de tous les efforts productifs en direction du **capitalisme d'État**.

Pourquoi "capitalisme" ? Lénine l'explique dans son texte d'avril 1921 : « Sur l'impôt en nature », dont nous tirons toutes les citations de cet article :

« Le socialisme est impossible sans la technique de la grosse industrie capitaliste, technique organisée suivant le dernier mot de la science moderne. »

En effet, il n'est pas d'autre « voie du socialisme » – sur le plan strictement économique s'entend – que le passage par l'accumulation du capital qui, "normalement" incombe à la société bourgeoise et non au pouvoir du prolétariat. Mais en Russie, puisque la bourgeoisie n'a pas rempli sa tâche historique, il faut bien que le prolétariat prenne en charge cette **condition sine qua non** du socialisme. Il faut bien, **pour pouvoir plus tard** abolir le salariat, transformer en salariés des millions de paysans qui végètent dans des "campagnes perdues", ou des dizaines de verstes sans aucun doute séparent le village du chemin de fer ». Il lui faut bien, afin de supprimer ultérieurement l'échange mercantile, l'introduire d'abord dans « toutes ces étendues où règnent les mœurs patriarcales, la demi barbarie et la barbarie tout court ». Il lui faut bien, également, promouvoir la « grosse industrie » et la « technique moderne », en s'attaquant au « système patriarcal, à l'indolence » qui sont le lot de la vie sociale dans l'immense campagne russe.

La réalisation de cette tâche écrasante n'a jamais représenté, pour Lénine et tous les marxistes dignes de ce nom, une réalisation **socialiste**, mais bel et bien du **capitalisme**. A la honte de savants professeurs qui transforment en sottise d'érudits les falsifications conscientes et criminelles commises par le stalinisme, le socialisme ne se "construit" pas en œuvres de béton et de fer, indispensables au fonctionnement des forces productives modernes : le socialisme c'est la libération

de ces forces **déjà existantes**, c'est la **destruction** des obstacles que leur opposent des rapports de production périmés.

Le drame de la révolution d'Octobre c'est que le prolétariat russe, à la différence du prolétariat occidental, s'il était parvenu au pouvoir, n'a pas **une seule série d'entraves à briser, mais bien deux** et que l'entrave que constituent les rapports bourgeois de production, périmés à l'échelle internationale historique, sont encore nécessaires, indispensables à l'échelle russe.

« Le capitalisme – écrit Lénine – est un mal par rapport au socialisme. Le capitalisme est un **bien** par rapport au au Moyen-Age, par rapport à la petite production, par rapport au bureaucratisme qu'engendre l'éparpillement des petits producteurs. Puisque nous ne sommes pas en état de réaliser le passage immédiat de la petite production au socialisme, **le capitalisme est, dans une certaine mesure, inévitable comme une conséquence naturelle de la petite production et des échanges : nous devons donc utiliser le capitalisme** (surtout en l'orientant dans la voie du capitalisme d'État) comme **maillon intermédiaire** conduisant de la petite production au socialisme ; nous devons l'utiliser comme MOYEN, VOIE, PROCÉDÉ, MODALITÉ permettant d'augmenter les forces productives. » (souligné par nous).

Le plus grand crime de Staline à l'égard du prolétariat, crime plus monstrueux encore que d'avoir massacré des révolutionnaires, soumis les travailleurs russes à un esclavage sans nom et livré les ouvriers d'Occident à leur bourgeoisie « démocratique », c'est d'avoir fait du moyen invoqué par Lénine un but ; c'est d'avoir transformé une « voie historique » en un stade final et totalement assimilé le socialisme au capitalisme, brouillant à un tel point les cartes que, pour les imbéciles et les crapules qui encensent Lénine en bafouant son enseignement, la tâche du socialisme est devenue, point par point, l'**accumulation du capital** !

Mais pourquoi donc, dans la perspective que Lénine formule pour la Russie, est-il question de capitalisme d'État ? Parce que le socialisme, s'il n'est pas réalisable sans développement capitaliste préalable, ne l'est pas davantage sans "la domination du prolétariat dans l'État". L'État issu de la révolution d'Octobre est **prolétarien** ; cela veut dire qu'il est issu d'une révolution conduite par le prolétariat, qu'il est gouverné par un parti né dans le prolétariat et armé de la doctrine spécifique de ce même prolétariat. Ceci pour le **plan politique**. Mais pour le plan économique, en quoi cet État est-il socialiste ? Lénine dit clairement ce qu'il en retourne sur ce point :

« **Il ne s'est point trouvé un seul communiste**, ce me semble, pour nier que l'expression "République socialiste soviétique" signifie que le pouvoir des Soviets entend réaliser la transition au socialisme et non point **qu'il reconnaisse le régime actuel pour un régime socialiste**. »

Lénine qui, dans le texte, emploie fréquemment le terme de "passage", s'attache à définir par où doit passer la Russie, pour parvenir de son stade économique et social de l'époque, au socialisme :

« Ce qui, à l'heure prédomine en Russie, c'est justement **le capitalisme petit-bourgeois**, d'où **un seul et même chemin** conduit aussi bien au grand capitalisme qu'au capitalisme : ce chemin passe par une SEULE ET MÊME station intermédiaire, à savoir le « recensement et le contrôle à l'échelle nationale de la production et de la répartition des produits. »

Et Lénine insiste :

« Il est impossible **d'avancer, de sortir** de la situation économique actuelle de la Russie sans

passer par CE QUI EST COMMUN au capitalisme d'État et au socialisme (recensement et contrôle universel). »

L'idée de Lénine est claire, même si on l'a impudemment embrouillée par la suite : la voie par laquelle la Russie **doit passer** pour aller au socialisme est **impérativement déterminée** par l'état économique et social de ce pays après la révolution. C'est seulement la nature politique de l'État, parce que cet État est prolétarien, qui garantit qu'on ne s'arrêtera pas en route, qu'on ne stoppera pas à l'une des "stations intermédiaires" qui ont nom "petite production marchande, "capitalisme privé", "capitalisme d'État", mais qu'au contraire on poursuivra à toute vapeur vers celle qui s'illumine, mais encore dans le lointain, des lettres flamboyantes de socialisme. Mais ceci – il faut le répéter Jusqu'à satiété – à la condition indispensable que la victoire internationale du prolétariat, brisant la force du capital dans tous ses grands centres mondiaux, donne à la locomotive de la révolution russe **le feu vert sur toute la ligne !**

Si cette claire perspective est aujourd'hui enfouie sous des confusions inextricables, c'est sans doute, en premier lieu à cause des falsifications éhontées du stalinisme. Mais c'est aussi en raison du cours du développement historique enregistrant défaites sur défaites du prolétariat, reniements sur reniements de son parti : le reflux général du mouvement prolétarien, qui s'est vérifié dans tous les domaines, a accompli le plus de ravages dans celui de l'intelligence que le prolétariat peut avoir de sa propre histoire. On en trouve la preuve flagrante dans le fait que la Révolution d'Octobre a été dénaturée, non seulement par le Stalinisme mais encore par la plupart des **anti-staliniens**. C'est notamment le cas pour le point de vue "extrémiste" selon lequel l'échec de la révolution devrait être imputé à la conception "léniniste" du capitalisme d'État.

Nous montrerons la prochaine fois que cet argument s'écroule devant cette réalité indiscutable : ce stade économique – simple "pas en avant" d'après Lénine – **le stalinisme ne l'a même pas atteint**. Preuve indiscutable qu'on ne peut identifier sa prétendue réalisation avec le triomphe de la contre-révolution stalinienne. Celle-ci, en s'emparant des leviers de la « locomotive de l'histoire » en a fait une machine pousive qui, après une pointe timide en direction du capitalisme d'État, se contente de **faire la navette** entre les "stations intermédiaires" qui le séparent de la petite production et parmi lesquelles figurent les "dépôts" de prédilection choisis par les valeureux mécaniciens du "socialisme en un seul pays".

Nombre d'anti-staliniens, qui ne disposent d'autre critère que ceux de la "démocratie", de la "morale politique" ou du "meilleur type d'organisation", condamnent l'enseignement de Lénine parce que, selon eux, il assimilerait **socialisme et capitalisme d'État**. C'est une aberration commune à la plupart des critiques de droite et de gauche de la révolution russe. Chez Lénine, comme on l'a vu plus haut, la formule du capitalisme d'État ne s'impose que pour suppléer à un développement plus qu'insuffisant du capitalisme **tout court**. C'est un objectif strictement subordonné aux "conditions russes", tout à fait inadéquat aux conditions de la révolution prolétarienne dans les pays développés où seront prises d'emblée les premières mesures socialistes, en particulier **l'abolition immédiate du salariat**. Ce qui est international dans la révolution d'Octobre, c'est **son trait politique essentiel** : la nécessité universelle de la dictature du prolétariat. Tout ce qui y relève des problèmes économiques russes se situe largement **en-deçà** du socialisme.

Les "extrémistes" pointilleux qui transforment en donnée de principe, en question doctrinale ce qui n'était qu'objectif transitoire dans la gestion prolétarienne d'une économie arriérée commettent

– eux de bonne foi – la même confusion qui a permis au stalinisme de triompher dans le mouvement ouvrier international.

VI. SOCIALISME ET PETITE PRODUCTION

Il nous faut d'abord indiquer ce que signifie, dans ce domaine précis, le phénomène politique que nous avons désigné sous le terme de "contre révolution stalinienne !" et qui présente des difficultés et contradictions que nous ne nous dissimulons pas. Lorsque, par exemple, nous affirmons d'une part que, sans le secours de la révolution internationale, l'économie russe ne pouvait prétendre qu'à un développement capitaliste et que, par ailleurs, nous disons que ce capitalisme est l'œuvre du stalinisme, une remarque épineuse nous attend : en quoi la politique économique de Lénine différait-elle de celle de Staline et de quel droit peut-on parler d'une **contre-révolution** lorsqu'elle poursuit l'œuvre des forces politiques qu'elle a abattues ?

En fait, nous avons déjà répondu à cette objection : l'économie russe libérée du tsarisme tendait au capitalisme en vertu d'une nécessité inéluctable et ce n'est pas sur ce terrain là que les bolcheviks entendaient affronter le capital, mais bien sur le plan international et dans les pays où ses rapports de production pouvaient être immédiatement détruits par une révolution victorieuse. Reste pourtant à préciser ce que représente la contre-révolution stalinienne comme orientation imprimée à tout le développement historique de la société russe moderne : il s'agit non seulement d'un point final mis à toute perspective d'un socialisme même lointain, mais encore, d'une voie d'expansion capitaliste qui est loin d'être la plus radicale et la plus impulsive.

Qu'il soit bien entendu d'abord que toute contre-révolution est politique, c'est-à-dire se traduit par un changement de classe au pouvoir et non par un arrêt du développement des forces productives, ce qui signifierait une rétrogradation de civilisation dont l'histoire moderne n'offre aucun exemple. Ainsi, la Restauration de 1815 a ramené l'aristocratie au pouvoir dans les pays d'Europe d'où la révolution de 1789 l'avait chassée, mais elle n'a pas stoppé l'extension du capitalisme consécutive à cette révolution. En d'autres termes, elle a transformé les nobles en banquiers ou propriétaires fonciers, mais non ramené les bourgeois à l'état de serfs !

De même, le stalinisme, tout en sabordant la révolution internationale, n'est pas revenu sur le résultat obtenu par la chute du tsarisme : la généralisation de la production marchande, le développement de l'économie capitaliste. Il est vrai aussi que cette contre-révolution n'a pas redonné le pouvoir aux classes déchues, – et c'est la dernière, mais non la moindre, des objections auxquelles nous aurons à répondre. Nous le ferons pour l'instant en nous bornant à cette remarque : la crise du colonialisme de ces vingt dernières années [ce texte date de 1970] a confirmé que, dans toute révolution survenant dans des pays arriérés ou semi féodaux et lorsque le prolétariat mondial est hors de combat, c'est le capitalisme qui sort de cette révolution (même en l'absence d'une classe « physique » de bourgeois) lorsque l'État, en tant qu'agent économique, instaure ou maintient des **rappports capitalistes de production**.

La notion de ce rôle déterminant de "charnière" que joue l'État entre deux modes successifs de production est indispensable pour comprendre aussi bien la fonction que Lénine lui assignait dans la révolution d'Octobre que pour percer à jour celle que, sous Staline, il a effectivement remplie. L'État, dans la conception marxiste, est un instrument de contrainte au service de la classe

dominante et qui garantit un ordre social correspondant à un mode de production déterminé. Cette définition est rigoureusement valable pour l'État prolétarien sauf, bien entendu, que, d'une part il exprime La domination des classes exploitées sur les classes exploiteuses et non l'inverse, et que, d'autre part **il est voué à dépérir** avec la disparition des rapports de production qu'il a pour objectif d'abolir. En ce dernier domaine, l'État prolétarien, comme tous les autres, n'a que deux moyens d'intervention : **autoriser ou interdire**.

On a vu que dans La révolution russe, en raison de son caractère double, anti-féodal et anti-capitaliste, pouvait bien "sauter" l'étape politique correspondant à sa première face, mais non pas se dérober à la réalisation de son contenu économique : elle détruisait et rendait impossible toute domination de classe fondée sur l'accumulation du capital, mais ne pouvait survivre sans tolérer, voire encourager, cette accumulation. Son caractère prolétarien dépendait donc bien d'avantage d'une potentialité que d'une réalité : son socialisme était plus à l'état d'intention que de possibilité matérielle.

Dans ces conditions, et à partir du moment où la défaite de la révolution communiste européenne était indiscutable, sur quelle donnée est-il possible de se fonder pour déterminer le "seuil" à partir duquel l'État cesse d'avoir tout rapport avec la fonction révolutionnaire du prolétariat ? Ce seuil, sur le plan politique, est facile à définir ; il a été franchi lorsque le stalinisme a renoncé ouvertement à la révolution internationale, condition du futur socialisme russe. Mais sur le plan économique et social, le seul critère solide est celui qui découle de la fonction de l'État telle qu'elle a été donnée plus haut : **l'État soviétique a cessé d'être prolétarien lorsqu'il s'est privé de tout moyen d'interdire les formes économiques et sociales transitoires qu'il avait été forcé d'autoriser**.

Si, sur le plan juridique, cette impuissance ne se manifeste officiellement qu'avec la constitution de 1936 – qui, en établissant l'égalité démocratique entre ouvriers et paysans, consacre l'écrasement du prolétariat sous l'immense paysannerie russe –, sur le plan économique et social, c'est dans le grand tournant opéré dans le domaine des structures agraires qu'elle se vérifie en premier lieu. La propagande stalinienne, épaulée par toute **l'intelligentsia** internationale, prétend que la "collectivisation" et la "dékoulakisation" des années 1930 ont réalisé la seconde des deux révolutions russes, la **révolution communiste** contenue dans celle d'Octobre 1917. Cette fanfaronnade – qui n'est possible que par une dénaturaison totale de tout critère marxiste – s'écroule devant la constatation suivante : l'organisation de la production agricole, que la Russie moderne traîne comme un boulet aux pieds, non seulement n'a pas atteint **le niveau socialiste**, mais encore elle piétine à un bon étage au-dessous de toutes les agricultures des **pays capitalistes** développés. Il suffirait, pour l'illustrer, d'évoquer la carence endémique de produits alimentaires en Russie et la nécessité qui s'impose encore aujourd'hui d'importer du blé dans un pays qui fut l'un des premiers producteurs du monde de cette céréale.

Contre l'opinion "extrémiste" très répandue selon laquelle l'échec du socialisme en Russie est dû à l'implantation d'un monstrueux capitalisme d'État, il faut souligner ici la forme de production devant laquelle, en définitive, a capitulé le pouvoir prolétarien dans ce pays. Il suffit de se référer à Lénine, de constater quel "ennemi n°1 du socialisme" il désignait sans cesse dans ses discours et écrits et de constater combien cet ennemi a **tenu bon** devant toutes les réformes et transformations survenues en URSS. Dans le texte que nous avons déjà cité, l'auteur de "Sur l'impôt en nature" énumère les cinq formes de l'économie russe :

1° **L'économie naturelle** (c'est-à-dire la production familiale presque exclusivement consommée par ses propres producteurs) ;

2° **La petite production marchande** (« à laquelle appartiennent tous les paysans qui vendent du blé ») ;

3° **Le capitalisme privé** (dont la renaissance remonte à la N. E. P.) ;

4° **Le capitalisme d'État** (c'est-à-dire le monopole du blé et le recensement de tous les produits que le pouvoir prolétarien s'efforce avec mille difficultés de réaliser) ;

5° **Le socialisme** : sur ce dernier point, Lénine s'exprime avec une grande netteté ; ce n'est – dit-il – qu'une "possibilité juridique" de l'État prolétarien. Une possibilité qui n'aurait pu devenir réalité immédiate que si la révolution russe, comme le précisait durement Lénine à Boukharine par ailleurs, avait hérité des résultats historiques d'un "impérialisme intégral", d'un "système dans lequel tout serait soumis au capital financier" et dans lequel "il ne resterait qu'à supprimer le sommet et remettre le reste aux mains du prolétariat".

Ce n'était évidemment pas le cas en Russie, et c'est pour cette raison que, dans le tableau de Lénine, la lutte engagée se déroule, non pas entre le capitalisme d'État – encore à l'état de tendance et effort de recensement – et le socialisme, "pure possibilité juridique", fondée en politique par la nature du parti au pouvoir, mais non pas en économie où domine la petite production.

« C'est au contraire – souligne Lénine – la petite-bourgeoisie et le capitalisme privé (c'est-à-dire les formes 2 et 3) qui luttent ensemble, de concert, contre le capitalisme d'État et le socialisme. »

L'issue de cette lutte, on peut aujourd'hui en mesurer les résultats au spectacle de l'agriculture russe actuelle qui, loin d'avoir éliminé cette petite production, l'a éternisée sous l'apparence faussement "collectiviste" du kolkhoze. Nous examinerons ultérieurement le contenu économique et l'influence sociale d'un type de coopérative qui diffère fort peu de celles qui existent dans les pays capitalistes de l'Ouest. Nous voudrions seulement souligner ici que le parti du prolétariat russe n'a nullement succombé devant l'avènement de "formes nouvelles" que le marxisme "n'aurait pas prévues", devant une colossale termitière de bureaucrates que la classe ouvrière aurait préalablement couvés en son sein. **Il a été bel et bien vaincu par ces conditions historiques et sociales russes qu'il savait, dès la départ, ne pouvoir maîtriser qu'à l'aide de la révolution communiste européenne.**

La plus grave des falsifications staliniennes, c'est d'avoir déclaré que, dans ces conditions-là, le socialisme avait été "construit". Cette forfanterie, Lénine la dénonçait par avance à l'époque de la NEP:

« Bâtir la société communiste par la main des communistes est une idée puérile s'il en fut ; les communistes ne sont qu'une goutte d'eau dans l'océan populaire... »

« Il s'agit de le faire – ajoutait-il – avec les mains d'autrui », c'est-à-dire permettre aux classes non prolétariennes de moderniser leur technique de production, de s'assimiler l'usage de machines modernes, en un mot de réaliser les conditions du socialisme et non le socialisme lui-même ; et ces conditions n'ont pas d'autre nom que **capitalisme** !

Le développement du capitalisme, c'est l'élimination de la petite production. Les communistes russes s'y essayèrent à la façon communiste, et non pas bourgeoise, c'est-à-dire en sauvant

l'existence et la capacité de travail du producteur parcellaire tout en l'arrachant à sa dérisoire "propriété" qui est esclavage plus grand encore que la servitude de la glèbe. Ce furent les "communes agraires" où les bolcheviks s'efforcèrent de grouper les paysans sur la base d'une exploitation et d'une répartition collectives, sans propriété individuelle, sans travail salarié... **Ils y échouèrent**, comme échoua plus tard l'autre voie, celle de Boukharine, fondée sur l'espoir d'un accroissement du capital d'exercice du paysan moyen.

La "solution" qui réussit fut celle de Staline : la collectivisation forcée. La plus effroyable, la plus barbare, la plus réactionnaire qui puisse se concevoir. Effroyable parce qu'engendrée par des violences quasi-apocalyptiques. La plus barbare parce qu'accompagnée d'une destruction incommensurable de richesses, notamment l'extermination du cheptel, dont 40 ans après la Russie présente souffre encore. La plus réactionnaire parce que stabilisant – à la différence du capitalisme occidental qui l'élimine – le petit producteur dans un système déficient au point de vue du rendement, rétrograde au point de vue idéologique. **Le kolkhozien qui cumule l'égoïsme traditionnel du rural et la cupidité du travailleur du sol est bien l'image du triomphe de la paysannerie sur le prolétariat que recouvre la vantardise du "socialisme en un seul pays".**

VII. LE FAUX "COMMUNISME" KOLKHOZIEN

Ce compromis (avec la petite production) ne doit pas être attribué à l'inspiration longuement mûrie d'un chef génial, comme l'ont chanté les serviles adulateurs de Staline dans tous les pays, mais aux exigences despotiques de conditions politiques et économiques déterminées qu'on ne peut analyser sans revenir sur la discussion, déjà évoquée, du parti bolchevik sur la question agraire. On se souviendra que la gauche de Trotsky accordait la priorité au développement de l'industrie comme préalable indispensable au redressement de l'agriculture, tandis que la droite de Boukharine misait sur l'accumulation de capital par les classes moyennes de la campagne.

Il faut retenir de ce débat la différence catégorique qu'il fait apparaître entre, d'une part les préoccupations de la gauche et de la droite du parti et, d'autre part, celles du centre stalinien. Ce dernier se souciait modérément de la justesse respective des thèses qui s'affrontaient ; ce qui lui importait, en tant qu'expression politique de l'État national russe, c'était l'élimination impitoyable de la dernière phalange internationaliste du parti. Le stalinisme agissait déjà sur son terrain spécifique : l'abandon de la lutte pour la révolution mondiale, la stabilisation et la consolidation des structures existantes, la transformation du centre de direction révolutionnaire du prolétariat mondial en un pur et simple **appareil d'État national**. Des intentions et ambitions de Staline, ni Trotsky ni Boukharine n'avaient encore pleinement conscience, tant était cruciale, par rapport aux sordides manœuvres du "secrétaire général", l'importance des décisions sur lesquelles ils se divisaient. Il n'en existait aucune qui fût viable si la révolution internationale ne retrouvait son souffle et, dans cette attente, leurs positions respectives prenaient, pour leurs défenseurs passionnés, la forme d'un "tout-pour-le-tout" qui les engageait à l'intransigeance et non à la conciliation. Aux yeux de Trotsky, qui ne voyait de salut que dans une industrialisation énergique, Boukharine, traîtreusement utilisé et défendu par Staline, apparaissait comme le défenseur du paysan riche. Pour Boukharine, l'industrialisation prioritaire était lourde de conséquences bureaucratiques et il valait mieux que l'accumulation de capital, incompatible avec la nature de l'État prolétarien, soit confiée à une bourgeoisie rurale dont on viendrait à bout par la suite. L'âpreté de ce conflit entre la gauche et la

droite, également acharnées à maintenir les bases **économiques** les moins défavorables à la dictature du prolétariat, leur cachait à toutes deux la menace qui pesait sur sa **base politique** et qui venait du centre dont elles sous-estimaient quel danger contre-révolutionnaire il représentait.

C'est bien dans un but politique, en effet, que Staline soutint la "solution Boukharine", le liant par là à la formule liquidatrice du "socialisme en un seul pays". Le mot d'ordre "Paysans enrichissez-vous !" n'eut, par contre, sur le plan économique, aucunement le résultat escompté par la droite. Au lieu d'accroître son capital d'exercice, comme l'espérait Boukharine, le paysan moyen se borna à améliorer sa consommation personnelle. La production de grains périclita jusqu'à ce que se profile une nouvelle fois le spectre de la famine dans les villes.

En janvier 1928, la production de blé, inférieure de 25% à celle de l'année précédente, accuse un déficit de 2 millions de tonnes. La direction stalinienne du parti et de l'État, incontestée depuis que le XV^e congrès a exclu la gauche, réagit en expédiant des contingents armés dans les villages. Répression et confiscation des stocks alternent avec révoltes paysannes et massacres d'ouvriers dépêchés par le parti dans les campagnes. En avril, les réserves de blé, tant bien que mal, sont reconstituées ; le Comité Central fait machine arrière, condamnant les "excès" qu'il a lui-même ordonnés. Peut-on dire, comme le font en toutes langues les catéchismes revêtus de l'**imprimatur stalinienne**, qu'il s'agit d'une ligne de conduite sagement élaborée ? En réalité, le Comité Central agit sous l'effet de la panique et de l'empirisme le plus grossier. Il ne dispose pas – écrit Trotsky – d'une quelconque ligne politique, embrassant même non pas quelques années, mais seulement quelques mois ! En juillet, le Comité Central interdit toute saisie de blé, dont il augmente d'ailleurs le prix, tandis qu'il mène une violente campagne contre le koulak, qu'il accuse la droite de défendre. Toujours en juillet, – quelques mois à peine nous séparent de la collectivisation forcée qui suivra – Staline s'en prend à "ceux qui pensent que **l'exploitation individuelle** est au bout de ses forces" et qui, ajoute-t-il, "n'ont rien de commun avec notre parti" ! Bien que le premier plan quinquennal, adopté fin 1929, ne prévoit que **20% de collectivisation du sol, et seulement pour 1933**, l'idée du kolkhoze fait son chemin au sein du Comité Central sous cette formule de Matamore : "introduction du communisme dans l'agriculture".

Attaqué dès avril 1929, Boukharine capitule en novembre sous une avalanche d'insultes, de calomnies et de menaces du plus pur style stalinien. Suivant un concept d'**irresponsabilité** qui s'est propagé depuis jusqu'à la dernière des cellules de notre PCF national, c'est la droite qui devient le bouc émissaire de l'échec de la formule boukharienne. La clique qui n'a jamais pu prendre d'autre décision que celle de la **répression** en sortira auréolée de la découverte d'une « solution » qui n'a rien à voir avec le socialisme : un ensemble de coopératives qui, agissant dans le système du **marché**, finira par échapper à tout "contrôle et recensement" de l'État et qui conjuguera les insuffisances économiques de la petite production et la mentalité rétrograde et réactionnaire du paysan.

Au cours du second semestre de 1929, et durant toute l'année suivante, se réalise, dans un déploiement indescriptible de confusion, d'arbitraire et de violence, ce que le Comité Central appelle "dékoulakisation" et "collectivisation". Il apparaît, ici encore, que la manœuvre politique l'emporte sur l'initiative économique : il s'agit, devant la menace de famine et de troubles, de détourner la haine séculaire du paysan pauvre contre le paysan moyen, et ainsi de passer un cap difficile pour l'existence même de l'État. Rien n'est prêt, en effet, pour réaliser cette

"collectivisation", pour laquelle il existe en tout et pour tout 7 000 tracteurs alors que, selon Staline, il en faudrait 250 000 ! Pour inciter le petit producteur à rejoindre le kolkhoze, on le dispense par ailleurs d'apporter une dotation en bétail : il vend donc ou mange lui-même celui qu'il possède ! Aussi, les premiers résultats de la mesure s'avèrent-ils catastrophiques, provoquant, dans certaines régions, une résistance armée des paysans à des fonctionnaires qui "collectivent" jusqu'aux chaussures et aux lunettes !

Au moment crucial des semailles de printemps, la crainte d'une guerre civile incite le gouvernement à condamner les "excès" de la collectivisation et à autoriser les paysans à quitter le kolkhoze ; ce qui provoque leur sortie en masse et réduit de moitié le nombre total des kolkhoziens. Comme le constate Trotsky, "le film de la collectivisation **repassse à l'envers**". Pour qu'une nouvelle entrée massive des paysans dans le kolkhoze soit possible et autorise Staline à conclure au « succès de la collectivisation », il faudra qu'il leur soit fait des concessions considérables, qui annuleront socialement ce qu'il y a techniquement de "collectif" dans le kolkhoze. Mais avant d'en examiner le contenu, il nous faut expliquer les causes de la collectivisation elle-même.

Selon l'opinion commune aux staliniens et à leurs adversaires de gauche, elle aurait été une riposte rendue nécessaire par le chantage exercé sur le pouvoir soviétique par la **bourgeoisie rurale riche** (koulaks) dont l'importance n'aurait cessé de croître depuis la révolution. Les rares chiffres dont on dispose tendraient à montrer au contraire l'extension de la production **des petits et moyens paysans** dont l'existence rendait extrêmement lent le développement du **travail salarié** à la campagne, condition indispensable à l'élimination progressive de la petite production. Dans ces conditions, la collectivisation ne se présente pas comme un "tournant à gauche" du stalinisme, une velléité "socialiste" de la bureaucratie d'État, mais comme le seul moyen, dans les conditions arriérées de la campagne russe, d'impulser – **à chaud** et sous l'effet d'une crise aigüe – le cours général de l'économie **en direction du capitalisme**.

On a quelques raisons de penser en effet que Staline s'est lancé dans cette aventure parce que le succès de la réquisition de grains, début 1928, les rapports favorables sur le développement des coopératives et surtout la conviction de la faiblesse de résistance de la paysannerie dans son ensemble l'y ont incité. Quoiqu'en qu'il en soit, le déterminisme des faits, sinon la démonstration statistique, est probant : la "forme-kolkhoze" s'est avérée **la seule possible** dans les conditions économiques, sociales et politiques résultant du reflux irrémédiable de la révolution internationale.

Toute **solution politique** ne survient qu'au terme d'un processus qui élimine les solutions auxquelles faisaient défaut des conditions indispensables. Ce qui est évident pour les solutions révolutionnaires est tout autant vrai pour celles de la contre-révolution. Après l'effort surhumain du prolétariat russe, le capitalisme ne pouvait, dans ce pays, **revenir à la forme vassale**, "sous-développée" qu'il avait prise au temps des tsars. Il ne pouvait pas davantage être éliminé par le socialisme puisque la révolution internationale était battue. L'érection, comme "moyen terme", **d'un capitalisme national**, c'est-à-dire d'un **centre autonome** d'accumulation du capital en Russie n'était possible, dans ces conditions, que par la stabilisation kolkhozienne de cette immense force de conservation sociale que représentait la paysannerie russe.

Cette voie spécifique de ce qu'on peut appeler "le capitalisme russe n°2" exprime la dialectique complexe des bouleversements sociaux dans la phase impérialiste : le mode capitaliste de production est, pour l'économie russe de l'époque, révolutionnaire, mais il n'est possible que par la

victoire de la contre révolution mondiale : l'élimination prolétarienne de la bourgeoisie russe défaillante dans sa mission historique ne s'en achève pas moins par le triomphe des **rappports bourgeois de production** ! On comprend que ces événements contradictoires, objet de profonde perplexité pour toute une génération historique de révolutionnaires, compliquent considérablement une élucidation pourtant indispensable. On peut cependant en condenser les termes en revenant à une vieille formule lapidaire de Lénine, bien antérieure à la victoire d'octobre 1917, et qui pose l'alternative capitale pour la Russie moderne : le prolétariat **pour la révolution ou la révolution pour le prolétariat** ? Le stalinisme, c'est, en fin de compte, la réalisation de la première partie de la formule au détriment de la seconde : grâce au sang du prolétariat russe, la Russie moderne a fondé **son État national**. Qu'importe la **destruction physique** de la classe à qui cette tâche était historiquement dévolue : les rapports de production qui se sont instaurés après plusieurs décennies de bouleversements sont des rapports propres à cette classe et en garantissent la plus ou moins lointaine réapparition.

Le **type social** né de la forme kolkhozienne incarne **la longue transition historique** qui a été nécessaire pour parvenir à ce résultat. En tant que travailleur de la ferme collective, le kolkhozien – qui perçoit une fraction du produit proportionnelle à sa prestation de travail – s'apparente au salarié de l'industrie. Il n'en sera jamais, sinon au terme d'une nouvelle évolution de durée imprévisible, parce que, grâce à son lopin de terre, il n'est pas **un sans-réserve**, mais un propriétaire de moyens de production, même s'ils se réduisent à 2 ou 3 hectares de terre, à quelques têtes de bétail et à sa propre maison. Sous ce dernier aspect, il paraîtrait assimilable à son homologue d'occident, le petit producteur parcellaire. Mais à la différence de ce dernier, ruiné par l'usurier, la banque et la concurrence du marché, il ne peut pas être **exproprié** : le peu qui lui appartient est garanti par la loi. Le kolkhozien est donc l'incarnation du **compromis à perpétuité** passé entre l'État ex-prolétarien et la petite production.

La condition indispensable du socialisme, c'est la concentration du capital. La confiscation par le prolétariat de formes ultra-centralisées comme trusts, cartels, monopoles, possible parce que propriété et gestion y sont depuis longtemps dissociées, devient impensable, sinon au prix de bouleversements prolongés, en ce qui concerne la myriade des micro-propriétaires kolkhoziens. Non seulement cette perspective socialiste est définitivement bannie en Russie sans nouvelle révolution, mais encore **la simple concentration capitaliste** s'y heurte à des difficultés telles que la Russie actuelle s'efforce d'y parvenir en reprenant **à son début** le processus historique déjà parcouru par les pays développés : telle est la signification du rétablissement des principes de la **concurrence**, de la **rentabilité** sur lesquels les dirigeants russes comptent probablement pour éliminer les kolkhozes non compétitifs et, à la longue, transformer leurs membres en véritables salariés. C'est une longue perspective dont nous examinerons la prochaine fois les étapes déjà parcourues.

Le "collectivisme" rural de la Russie n'est donc pas socialiste, mais coopératif. Enfermé dans les lois du marché et de la valeur de la force de travail, il présente toutes les contradictions de la production capitaliste sans en contenir le levain révolutionnaire : l'élimination du petit producteur. Mais il a permis à l'État national russe fermement appuyé sur sa paysannerie "stabilisée" de réaliser, au prix des souffrances sans nombre de son prolétariat, son accumulation primitive et de parvenir à son seul élément de capitalisme moderne : **l'industrialisme d'État**.

VIII. TOUTES LES TARES D'UNE AGRICULTURE CAPITALISTE SANS LES AVANTAGES

Le socialisme, c'est avant tout l'abolition des rapports d'échange fondés sur la valeur, la destruction de leurs catégories fondamentales : le capital, le salaire, la monnaie. Ces catégories, le kolkhoze les garantit au niveau de la transformation du petit producteur rural dont il fige la situation sociale, grâce, d'une part à la rémunération en argent (ou en produits négociables) acquise par le travail dans une ferme coopérative, et grâce, d'autre part, à l'exploitation d'un lopin de terre et d'un bétail personnels dont les produits peuvent également être vendus sur le marché. Loin d'être une sorte de "socialisme", le kolkhoze s'apparente donc plutôt aux systèmes dits "d'autogestion" qui, dans certains pays sous-développés devenus politiquement indépendants, dissimulent, par une usurpation de termes identiques à celle du précédent russe, le rôle d'intérim historique qu'ils jouent entre l'archaïque production naturelle précédant le capitalisme et le plein développement de ce dernier.

Après avoir examiné les motivations politiques de la "collectivisation forcée" russe et souligné notamment l'appui qu'y rechercha la contre-révolution stalinienne auprès de l'immense paysannerie soviétique, il nous faut à présent montrer que c'est par cette voie – tortueuse mais aux caractéristiques indiscutables – que s'est affirmé, sur les ruines de la révolution d'Octobre, un **authentique capitalisme national**.

Le personnage du kolkhozien reflète assez bien l'impasse économique et sociale d'une révolution qui, à l'intérieur de ses frontières nationales, ne pouvait pas dépasser le stade d'une **transformation historique bourgeoise**. Transition impérieusement exigée par l'abandon de la stratégie révolutionnaire internationale, le kolkhoze n'a cessé de représenter le principal obstacle à un développement rapide du capitalisme en Russie. Non pas que cet obstacle représentât des survivances incoercibles d'un "ancien cours" en direction du socialisme, comme les trotskystes l'ont maintenu en dépit de tous les démentis de fait : il démontre bien au contraire le lourd tribut payé par le prolétariat à l'histoire lorsque la contre révolution, après avoir brisé nette la perspective du socialisme, n'offre même pas la contre-partie d'en créer les prémisses économiques et sociales les plus radicales.

En révélant les retards et difficultés économiques de la Russie actuelle, dont les économistes et politiciens occidentaux croient pouvoir déduire une « faillite du communisme », nous voulons au contraire en rétablir les véritables causes en déjouant, non seulement les mensonges du stalinisme et les illusions de ceux qui soutiennent la survivance en Russie de "conquêtes socialistes", mais encore les critiques qui reprochent à Lénine d'avoir imprudemment emprunté la voie du **capitalisme d'État**. Pas plus qu'il n'est une "réalisation socialiste", le kolkhoze ne relève de cette dernière catégorie. Ses bénéficiaires sont des paysans qui ont apporté au fond collectif une parcelle de sol et un certain nombre de têtes de bétail (s'ils n'en disposaient pas, c'est l'État qui y a pourvu). Le kolkhozien participe à la mise en valeur collective de toutes les parcelles désormais réunies et des troupeaux ainsi constitués, reçoit du produit de cette mise en valeur une part proportionnelle au nombre de journées de travail qu'il lui a consacrées, tandis que, par ailleurs, il dispose d'un lopin et d'un bétail dont il utilise les produits à son gré.

Par sa condition comme par sa psychologie sociale, le kolkhozien est aussi étranger au socialisme que peut l'être le **farmer américain** ou le vigneron d'une coopérative du midi de la

France. La façon dont est rétribué son labour dans la ferme collective l'apparente au travailleur salarié, mais aussi au petit actionnaire des pays capitalistes, puisqu'il perçoit également une part du profit d'entreprise. La disposition de son minuscule patrimoine lui confère, par contre, une position identique à celle du paysan parcellaire d'Occident. Le "personnage" de la société rurale le plus proche en URSS du prolétaires des pays capitalistes de l'Ouest, et susceptible donc de se comporter comme tel, est le sovkhozien. Mais le **sovkhoze**, ou entreprise d'État ne représente qu'une faible partie dans la production agraire russe.

Le kolkhoze, quel que soit l'angle où on le considère, est le facteur économique et social le plus réactionnaire de la société soviétique. Non pas en raison de la psychologie conservatrice de ses membres seulement, mais encore par le poids qu'il représente sur la seule classe moderne : le prolétariat. On imagine aisément que, sauvé de la faim et de l'expropriation par le kolkhoze, le petit producteur rural russe n'ait pas marchandé son sang, lors de la dernière guerre mondiale, pour défendre, en même temps que l'État stalinien, les garanties de survivance et de stabilité que ce dernier lui octroyait. Mais il faut considérer l'ensemble de la structure économique et sociale russe pour comprendre que cette survivance et cette stabilité, il les doit, en définitive, à la surexploitation du prolétariat. La médiocrité des conditions sociales dans la campagne russe ne doit pas tromper : le système kolkhozien, outre les distorsions fondamentales qu'il accentue de la nature capitaliste des rapports de production russe, constitue le principal obstacle à l'élévation générale du niveau de vie.

Imposé par la stratégie politique du stalinisme qui cessait de lier le sort de l'État russe à celui du prolétariat international, la forme kolkhozienne est devenue quasi-indéracinable ; dans la mesure où elle ne peut être éliminée – comme le désireraient fort les dirigeants soviétiques actuels – que par la **concurrence** d'une forme à productivité supérieure dont l'apparition, sauf bouleversement général, apparaît encore éloignée. Quelques chiffres suffiraient à fixer les idées à ce propos : le rendement moyen des céréales qui, bien qu'ayant progressé (de 1913 à 1956 : 25% contre 30% environ aux États-Unis et au Canada) est notoirement insuffisant par rapport à l'accroissement démographique : la population paysanne, preuve caractéristique de la faible productivité agricole (42% contre 12% aux États-Unis et 28% en France – toujours en 1956) ; la situation effroyable du cheptel qui, à l'exception d'une croissance spectaculaire de l'élevage du cochon (+63%) a **diminué de 20%** environ par rapport à 1913 pour les bovins et les vaches.

Cette carence du système kolkhozien ne réside pas seulement dans les insuffisances de sa production, mais aussi et de plus en plus, dans la façon dont elle s'oriente : en vendant aux kolkhozes les tracteurs dont précédemment il leur louait les services, l'État russe a perdu le seul moyen de pression dont il disposait pour leur imposer la production des denrées indispensables dont il fixait lui-même, avant la fameuse réforme de Krouchtchev, la quantité et le prix. Aussi a-t-on vu le propre promoteur de cette réforme parcourir la campagne russe et exhorter sans succès les kolkhoziens à produire du blé à la place de l'orge et de l'avoine qui permettent l'élevage beaucoup plus lucratif du cochon. Ainsi, sous le régime du pseudo "socialisme" russe, l'appétit de lucre des entreprises kolkhoziennes l'emporte sur les exigences de l'alimentation du "peuple" prétendument **au pouvoir**.

Cela ne signifie pas pour autant que le sort des kolkhoziens eux-mêmes soit paradisiaque. Il semble au contraire qu'après tous les prélèvements effectués sur le produit global du kolkhoze (parmi figurent exactement les mêmes rubriques que dans toute entreprise capitaliste d'Occident, et

notamment **un taux d'investissement** d'un même ordre de grandeur) il reste peu à "partager" entre ses membres. Mais ce fait, en contraignant le kolkhozien à compléter son "salaire" insuffisant par la vente des produits de sa parcelle personnelle, aggrave encore l'anarchie de l'approvisionnement de la population.

En effet, le faible rendement des céréales (qui constituent encore la base de l'alimentation russe) se combine avec l'indépendance de fait du kolkhoze et donc sa prédilection à produire, **non pas ce qui est indispensable, mais ce qui rapporte le plus**, raréfie les denrées sur le marché officiel et fait monter le prix du marché "parallèle". Si bien que le kolkhozien retire de la vente sur ce marché des produits de sa parcelle autant que de son travail au kolkhoze. Pour se faire une idée du prix auquel le salarié urbain doit payer sa subsistance, il suffit de savoir qu'en 1938 les 3/4 des produits agricoles mis sur le marché provenaient encore des parcelles individuelles, que moins du quart restant était fourni par les kolkhozes proprement dits et qu'aujourd'hui même la moitié du revenu global du kolkhozien est constitué par les fruits de l'exploitation de son lopin individuel.

La place manque ici pour relater comment La "réforme Krouchtchev" du kolkhoze s'est imposée aux dirigeants soviétiques¹³, mais elle démontre que l'économie russe – et particulièrement **son talon d'Achille**, l'agriculture – obéit aux lois inexorables du capitalisme. Le seul critère irréfutable du socialisme, c'est le **triomphe de la valeur d'usage sur la valeur marchande** : ce n'est que lorsqu'il est devenu une réalité qu'on peut affirmer que la production sert les besoins des hommes et non ceux du capital. L'agriculture pseudo-socialiste de l'URSS illustre de façon éclatante le cas contraire : ce sont **les lois du marché** et non les besoins les plus élémentaires des travailleurs qui déterminent quantitativement et qualitativement la production kolkhozienne.

Le développement même de l'économie russe dans son ensemble, qui lui impose et lui permet tout à la fois l'accès au marché mondial, n'en éclaire que davantage les contradictions. La concurrence internationale exige des coûts de production peu élevés, donc l'abaissement des prix agricoles afin de pouvoir nourrir la force de travail salariée sans trop avoir à la payer. C'est là une des contradictions fondamentales du capitalisme puisque, en raison des limites naturelles que le secteur agraire impose à la rotation du capital, ce dernier se dirige de préférence vers l'industrie. L'accroissement de la productivité agricole à laquelle le capitalisme occidental est tout de même parvenu, grâce à l'industrialisation des cultures et à l'expropriation séculaire du petit producteur, le capitalisme russe a bien plus de difficultés à la réussir à cause de l'inébranlable secteur kolkhozien que le pouvoir soviétique s'efforce seulement de « sélectionner » en encourageant les kolkhozes rentables contre ceux qui ne le sont pas.

On peut imaginer quel degré d'exploitation ce pouvoir doit imposer à ses salariés industriels pour parvenir tout de même à comprimer ses coûts de production, cumulant ainsi la misère endémique du secteur agraire due aux conditions que nous venons d'exposer et la contrainte la plus barbare subie par les ouvriers dont nous parlerons dans notre prochain et dernier article.

Le capitalisme russe, comme **tous les capitalismes neufs**, jette la lumière la plus crue sur toutes les contradictions du capitalisme en général : pour cette raison, ses laquais internationaux ne pourront longtemps encore taire la nature exploiteuse du prétendu "socialisme en un seul pays", entretenir indéfiniment la superstition qui, dans tous les pays du monde, désarme chaque prolétariat

13 Voir "Dialogue avec Staline", notre réponse à la série d'articles de Staline rassemblée sous le titre "Les problèmes économiques du socialisme en URSS", ainsi que "Dialogue avec les morts", suite de notre réponse.

devant sa propre bourgeoisie.

VIII. LA RÉALITÉ DU CAPITALISME RUSSE

La preuve de l'exploitation de la force de travail ne réside pas dans le seul fait que la classe qui travaille ne perçoit qu'une partie du produit social tandis que celle qui ne fait rien s'en adjuge une belle tranche pour sa consommation personnelle. Une telle « injustice » ne contiendrait pas en soi la perspective de la disparition possible et nécessaire du capitalisme. Ce qui, à l'échelle de l'histoire, condamne irrévocablement ce dernier, c'est la nécessité dans laquelle il se trouve de transformer une partie toujours croissante du produit social **en capital : cette force sociale aveugle** ne se survit qu'en exaspérant toujours davantage ses propres contradictions et donc la révolte de la classe qui en est la première victime.

Dénoncer l'existence de cette force aveugle dans la Russie prétendument "socialiste", ce n'est donc pas, comme l'affirment les staliniens inconditionnels, "attaquer et diffamer le communisme", mais démasquer sa plus impudente **contrefaçon**. C'est orienter l'hostilité instinctive des ouvriers à l'égard des manifestations visibles du capitalisme contre son essence intime, contre ses catégories meurtrières : **le salaire, l'argent, la concurrence**. C'est démontrer que le mouvement prolétarien a été battu parce qu'il a capitulé, en Russie et ailleurs, devant ces catégories.

D'autres ont décrit bien mieux que nous ne pourrions le faire l'exploitation féroce de la force de travail en Russie. Nous nous bornerons donc à en illustrer les causes au travers d'une des lois les plus caractéristiques du capitalisme : celle du développement croissant, vérifié dans tous les pays bourgeois, du secteur qui produit les **biens de production** (secteur A) au détriment du secteur B qui produit **les biens de consommation**.

"Des canons plutôt que du beurre" : cette formule d'Hitler qu'imitent aujourd'hui avec leur « force de frappe » ceux qui hier la raillaient, pourrait se traduire en russe de la façon suivante : des machines plutôt que des chaussures, l'industrie lourde plutôt que la légère, l'accumulation plutôt que la consommation. Quelques chiffres suffisent à l'illustrer. De 1913 à 1964, la production industrielle russe totale a été multipliée par 62. Celle du secteur A par 141, celle du secteur B par 20. En tenant compte de l'accroissement démographique survenu entre ces dates, **le secteur des biens de production est devenu 113 fois plus grand, celui des biens de consommation 12 fois**.

Pareils chiffres pourraient tenir lieu de légendes aux anecdotes dont l'occident fait des gorges chaudes en disant qu'il faut plus de temps en Russie pour obtenir un beefsteak à la boucherie qu'à Gagarine pour faire le tour de la lune ! Mais bien plus importants sont les effets sociaux de ce contraste entre production et consommation en URSS. Le "retard" de l'industrie légère peut être comblé, ses carences guéries, mais de la contradiction inséparable du capitalisme – accumulation de la richesse à un pôle et de la misère à un autre – l'économie russe ne se dégagera plus.

Déjà, l'ingénieur, le technicien, le spécialiste ont leur villa sur la mer Noire. Mais au manœuvre, au Tatar, au Kirghize ou au Kalmouk déracinés de leur vie rurale ou naturelle, il ne reste que le rôle de misère tenu en France par l'Algérien ou le Portugais, en Italie par l'immigré du Sud. Que cet aspect monstrueux du "modèle russe" de socialisme ne choque plus les ouvriers aujourd'hui, c'est la principale charge que retiendra, contre le stalinisme, le verdict de l'histoire. Les termes de "socialisme" et "capitalisme", il les a réduits à n'être plus que des étiquettes différentes pour

recouvrir le même contenu.

Dès lors que manœuvres et ouvriers acceptent comme éternels le salaire aux pièces et tous les autres aspects de la **concurrence** entre donneurs de force de travail, il est facile à l'intellectuel opportuniste – convaincu que le principal mérite de la révolution d'Octobre c'est d'avoir tiré la Russie de son arriération économique – d'assimiler **socialisme à accumulation de capital**. Le fait que tout le Tiers-Monde en révolte contre l'impérialisme fasse sienne à son tour cette formule montre l'ampleur d'une défaite du mouvement prolétarien qui n'a pas seulement détruit la force vive de La classe ouvrière, mais encore profondément altéré sa conscience politique. À suivre cette effroyable "voie du socialisme, on condamnerait tous les prolétariats du monde à reparcourir chacun à leur tour le calvaire d'horreurs qui fut partout **celui du capitalisme**.

Il suffit de voir ce qu'il fut, sous Staline, en Russie. **Les plans quinquennaux** – trop faciles à admirer pour l'intellectuel occidental qui n'a jamais touché un outil de sa vie – furent littéralement un enfer de travail, un carnage d'énergies humaines. Ils supprimaient les garanties les plus élémentaires des ouvriers, ramenaient, par l'institution du "livret du travail", la condition du salarié russe à celle du salarié français sous la férule policière du Second Empire. Ils pliaient les travailleurs aux méthodes infamantes du stakhanovisme, recrutaient la main d'œuvre à coups de répression, la gaspillaient en "réalisations" souvent inutiles, intitulaient **sabotages** les fruits de l'incurie bureaucratique, les faisaient payer en des procès d'une monstruosité moyenâgeuse aux « trotskystes » ou baptisés tels. Ces "excès staliniens" ne sont pas dus, comme le prétendent aujourd'hui ceux qui leur doivent leur sinécure de bureaucrates ou de politiciens, aux « conditions spécifiques » du « socialisme » russe, mais aux conditions générales, universelles, propres à la genèse de tout capitalisme. **L'accumulation primitive du capitalisme** anglais exécuta des milliers de paysans libres ; celle du néo-capitalisme russe transforma les citoyens russes en criminels politiques pour mieux en faire des **forçats** : durant la seconde guerre mondiale, les chefs de la N.K.V.D. (police politique) qui se trouvaient à court de main d'œuvre puisée dans les camps de concentration, firent cette auto-critique édifiante : nous n'avons pas été assez vigilants dans notre surveillance politique !

Toutes ces atrocités ont été commises en encensant un **faux dieu** : on chantait **les louanges du socialisme, on sacrifiait à la production** ! L'essor industriel d'après-guerre en Russie aida à cette supercherie. Le capitalisme décadent n'étant plus, selon Staline, capable de développer les forces productives (paroles d'or pour les « communistes » occidentaux siégeant aux gouvernements bourgeois de reconstruction patriotique : les grèves y devenaient "armes des trusts" !). La preuve du socialisme en URSS, on devait la trouver dans la courbe ascendante des indices de production russes, au moment où ceux de l'Occident capitaliste stagnaient encore.

L'illusion devait durer juste le temps nécessaire à l'économie occidentale pour prendre un nouveau départ. C'est une constante dans l'histoire du capitalisme : **le taux d'accroissement de la production diminue** au fur et à mesure que le capitalisme **vieillit**. Ce taux, d'autant plus élevé pour le jeune capitalisme russe qu'il partait à peu près de zéro, devait retrouver par la suite sa véritable place derrière des capitalismes, plus anciens sans doute, mais que les destructions de la guerre avaient considérablement **rajeunis** : si le taux annuel d'accroissement de la production était réellement un critère de socialisme, il faudrait admettre que l'Allemagne Fédérale et le Japon, dont les chiffres de production galopent à un rythme hallucinant, sont **plus socialistes** que la Russie !

Dans ce dernier pays en effet, l'augmentation moyenne annuelle de la production se modère progressivement de la façon suivante : 22,6% de 1947 à 1951, 13,1% de 1951 à 1955, 9,1% de 1959 à 1965. Ce tassement, qui se vérifie dans l'histoire de tous les capitalismes, confirme que l'économie russe n'échappe à aucune de leurs caractéristiques essentielles.

Le bluff stalinien à propos de la marche irrésistible de la production russe devait s'effondrer après avoir servi de prétexte à la liquidation de la « guerre froide » et à la réconciliation des Russes et des Américains. Non seulement les « miracles » de la production soviétique, en dépit des fanfaronnades de Krouchtchev, n'ont pas convaincu ces derniers de la "supériorité du système socialiste sur le système capitaliste" (et pour cause !), mais encore le promoteur de « l'émulation pacifique entre systèmes différents » a dû reconnaître lui-même la nécessité, pour les Russes, de se mettre à l'école de la technique de l'Occident.

Avec les mots d'ordre lancés par l'économiste Lieberman¹⁴ – productivité du travail, rentabilité des entreprises – tombent les derniers voiles qui cachaient la réalité du capitalisme russe. La phase d'accumulation primitive de capital en URSS est achevée : la production russe s'efforce de trouver accès au marché mondial et doit donc se plier à toutes ses exigences. C'est un lieu où s'affrontent des **marchandises**. Qui dit marchandise dit profit. La production russe est aussi une production pour le profit. Mais ce terme doit être pris dans son acception marxiste – sur-travail destiné à être converti en capital – et non dans sa formule vulgaire de "bénéfice du patron".

Sous ce déguisement grossier, il était facile aux staliniens d'en nier l'existence puisque la propriété privée des moyens de production n'existe pas en URSS. Quant à leurs adversaires de gauche qui soutiennent que la force de travail russe est exploitée, ils s'enferment eux aussi, pour la plupart, dans ce critère juridique et purement formel en invoquant l'existence d'une « bureaucratie » monopolisant arbitrairement le profit national.

Cette explication n'en est pas une. La "bureaucratie", peu ou prou, est toujours apparue en des moments déterminés de la genèse ou de l'évolution de tous les grands modes de production. Or c'est la nature de ces modes de production qui détermine les rôles et privilèges de la bureaucratie et non l'inverse. Au demeurant, les structures du capitalisme moderne, tant dans leurs expressions « traditionnelles » que russe, tendent à s'unifier. Celui d'Europe et d'Amérique se "bureaucratise" dans la mesure où propriété et gestion y étant depuis longtemps dissociées, la fonction de l'État devient déterminante et engendre toute une mafia de « managers » et d'affairistes qui sont les véritables maîtres de l'économie. Celui de Russie, parcourant un "compte à rebours", se "libéralise" en relâchant le contrôle étatique de la production, en prônant les vertus de la concurrence, du commerce, de la libre entreprise – même si ce processus n'est pas rectiligne mais contradictoire pour des raisons politiques et sociales que nous aurons certainement l'occasion d'examiner dans le futur.

Appliquées à l'histoire économique de l'URSS, les critères énoncés en début de cet article permettent de retracer la genèse du capitalisme russe. Salarariat et accumulation de capital sont d'évidence incompatibles avec le socialisme. Imposés à la révolution d'Octobre par l'arriération économique du pays, ils n'autorisaient la perspective d'un socialisme futur que dans la stricte mesure où leur utilisation se bornait à la satisfaction des exigences de la vie sociale en URSS et se subordonnait étroitement à la stratégie d'extension internationale de la révolution.

14 Evseï Grigorievitch Liberman (1897-1981) : économiste soviétique

Cette stratégie abandonnée, la "coexistence pacifique" se traduisait en lutte pour le marché mondial, la Russie devait, au grand jour, proclamer la primauté, dans son économie, des catégories universelles du capitalisme : concurrence, profit. Certes elles ont vu le jour sans l'existence d'une **classe bourgeoise dirigeante** dont la bureaucratie assure un **intérim** qui d'ailleurs touche à sa fin. Mais cette classe ne saurait indéfiniment demeurer souterraine, cachée, presque clandestine comme elle l'est encore aujourd'hui. Agissent pour son compte, tout autant les **commis voyageurs politiques** qui concluent des accords commerciaux dans les capitales étrangères que les militaires qui réduisent par la terreur toute velléité émancipatrice des « partis-frères » d'Europe centrale ou balkanique. Sont au même titre instruments de la future bourgeoisie capitaliste russe, les diplomates qui "aident" les pays arabes ou le Nord-Vietnam et les tanks qui font la police en Tchécoslovaquie. Oppresseur militaire avant d'être concurrent « valable », racoleur de main d'œuvre forcée avant d'extorquer de la plus value à la façon raffinée de ses rivaux d'Ouest, le capitalisme russe a parcouru, durant un demi-siècle de stalinisme, le trajet marqué de sang, de violence, d'infamie et de corruption qui est **la voie royale de tout capitalisme**.

L'enseignement à en tirer peut tenir en quelques phrases. La possibilité du socialisme en URSS était conditionnée par la victoire de la révolution communiste européenne. L'imposture stalinienne, en assimilant les rapports de production russes actuels à des rapports non capitalistes, a effacé toute distinction, même la plus élémentaire entre socialisme et capitalisme, ruiné le seul armement véritable du prolétariat : son programme de classe.

L'essentiel de ce programme c'est, sur le plan politique, La dictature du prolétariat, sur le plan économique, l'abolition des échanges mercantiles fondés sur l'exploitation de la force de travail. De ces deux conditions du socialisme, la révolution d'Octobre n'a réalisé que la première et sans pouvoir la maintenir au-delà de quelques années, tandis qu'elle était incapable – **et ses chefs le savaient** – de parvenir à la seconde.

La dictature du prolétariat est morte au cours de la dégénérescence du parti bolchevik. Celui-ci, devenu instrument de l'État soviétique au lieu d'être son maître, a rendu impossible et la victoire internationale du prolétariat et le dépérissement de l'État qui est un point fondamental du marxisme. Tandis que, sur le plan social, la "Constitution démocratique de 1936" donnait la primauté à l'immense masse conservatrice de la paysannerie russe, sur le plan économique l'URSS se soumettait définitivement à la loi de la valeur, au mécanisme d'accumulation du capital qui, forces irrésistibles, devaient, sans le secours de la révolution internationale, reproduire en Russie les mêmes tares et les mêmes monstruosité que partout.

Au moment où la logique implacable des faits dévoile, même aux yeux des plus incrédules, leurs infamies et leurs contradictions, la dénonciation du faux socialisme russe est la condition primordiale du retour du prolétariat international à ses objectifs révolutionnaires et à la réhabilitation, devant les exploités du monde entier, des principes fondamentaux du communisme.

VIE DU PARTI.

Bien que la classe ouvrière mondiale ne réussisse aujourd'hui que sporadiquement et faiblement à s'opposer à l'oppression capitaliste et qu'apparaissent floues les délimitations de classe et l'âpreté de leurs contradictions, le parti ne renonce en rien à maintenir une CONTINUITÉ séculaire de doctrine et de bataille, féconde dans un futur de catastrophes bourgeoises et d'assauts prolétariens, dont nous ne pouvons pas prévoir la distance, mais nous savons qu'ils feront place nette aux montagnes d'excréments qui empestent le cycle contre-révolutionnaire actuel, le pire de l'histoire.

Le but de la volonté collective du parti est de nous entraîner au maniement de notre – et de la notre seulement – dialectique matérialiste pour l'interprétation des faits sociaux d'hier et d'aujourd'hui, que depuis des décennies, dans une parfaite constance d'analyses et de positions, nous opposons efficacement aux diverses écoles de la conservation bourgeoise, ignorant leurs crises éternelles, les "nouvelles formulations" opportunistes vulgaires et l'envahissement de l'éclectisme à la mode de doctrines et de navigations à vue politiques dans la poursuite démente et sans fin de l'auto contemplation.

Ce travail de parti, dans l'attente de se voir compléter par la révolution sociale, tend pour le moment à importer au sein de la classe qui travaille la lecture claire de la réalité historique et la prévision des moyens pour la défense et la victoire définitive sur l'ennemi bourgeois, ce qui passe par l'exclusion des impasses dénoncées depuis longtemps, en utilisant aujourd'hui en priorité les instruments de la presse imprimée tout en s'efforçant de pénétrer dans toute ouverture que la situation offre pour notre propagande et pour l'organisation des travailleurs autonome de l'État et des traîtres.

Nous n'attendons pas du travail de parti des résultats brillants et spectaculaires, au goût publicitaire mercantile et selon le mythe puant et vraiment stupide de l'individu, – choses que ne peuvent comprendre les bourgeois et surtout, pire encore, les petits bourgeois en mal de références idéologiques : nous ne nous en plaindrons pas ! –, mais nous nous proposons, par nos recherches impersonnelles et planifiées dont nous faisons part en détail à tous les camarades lors des réunions périodiques générales, de maintenir une quantité d'habitudes collectives à développer les fonctions communistes, suivant les possibilités et selon notre méthode, en en livrant les résultats afin d'assurer, quand sonnera l'heure historique et en liaison étroite avec les masses insurgées, la qualité d'état major de la plus radicale des révolutions.

RÉUNION DE PARTI, FLORENCE 23-24 MAI 1987.

La réunion du samedi matin, préparatoire et organisationnelle, fit le point sur l'état d'avancement des différents travaux du parti, prenant notamment acte de l'impression en français de la brochure "**En défense de la continuité du programme communiste**", volume regroupant un ensemble de textes

dont la lecture d'ensemble est ainsi facilitée ; nous n'insisterons jamais assez sur ce recueil de thèses, manuel de base synthétisant l'expérience de plus d'un siècle et demi d'histoire de luttes prolétariennes et communistes.

Le premier rapport poursuivait l'étude du mouvement ouvrier anglais dans la première moitié du XIX^{ème}, avec cette forme de parti de classe que fut le **Chartisme**, présent jusqu'à l'assaut révolutionnaire et à la défaite européenne de 1848. Début XIX^{ème}, bien que La révolution bourgeoise fut accomplie depuis deux siècles en Angleterre, la classe ouvrière avait encore à appuyer la classe des industriels face à l'aristocratie bourgeoise foncière. Mais la chartisme ne fut pas un mouvement démocratique interclassiste, malgré quelques revendications encore démocratiques. A partir du moment où la bourgeoisie industrielle obtint la Réforme Parlementaire demandée, toute alliance avec la classe bourgeoise fut niée. Furent ainsi décrites les premières formes d'organisations syndicales, depuis le Congrès de 1829 qui mit sur pied la Grand General Union of All the Spinners of the United-Kingdom, qui regroupait aussi les tisserands écossais et irlandais.

Suivait l'exposition du rapport sur la tactique, qui affrontait la question du parlementarisme révolutionnaire préconisé par la direction de l'Internationale et par sa majorité, que nous avons critiqué tout en l'appliquant par discipline envers l'IC. Cela ne nous empêcha évidemment pas de maintenir notre point de vue que l'histoire a ensuite malheureusement que trop confirmé basé sur la solide conviction du degré archi-mûr de la démocratie parlementaire et électorale en occident et sur sa fascination extrêmement dangereuse pour le prolétariat. Fut relu notre article très clair de 1919 "ou préparation révolutionnaire ou préparation électorale" et un passage du discours de l'intervenant pour la fraction abstentionniste au Congrès de Bologne. Enfin, on revint sur le concept général de tactique en relisant le chapitre 3 ("Exposé ultérieur sur la tactique") de notre étude "Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui".

Le groupe de travail sur le thème général de la connaissance exposa ensuite un rapport intitulé "Humanité du communisme, déshumanité de la civilisation", qui, dans sa première partie traitait du processus historique de l'aliénation de l'homme dans l'arc historique allant du communisme primitif aux premières sociétés classistes de l'antiquité grecque au monde capitaliste moderne. A l'encontre des niaiseries des historiens et des psychologues actuels, on constatait que l'homme réellement sain de corps et d'esprit n'a encore jamais existé, tout en pouvant le prévoir seulement dans la future société communiste ; l'homme actuel est loin comme il ne l'a jamais été de sa vraie humanité, comme le démontrent les misères et les souffrances contemporaines et l'état de guerre mortelle qu'a engagé l'homme capitaliste face au milieu ambiant qu'il détruit et saccage « comme en pays conquis ». Le rapport signalait enfin dans la pensée des longs cycles de l'histoire humaine tant le regret pour le bien social commun perdu (ou son contraire la condamnation de l'enfer classiste) que l'intuition, sous forme poétique, de toute la trajectoire humaine millénaire destinée à se retrouver elle-même dans le communisme futur. On démontrait en particulier comment l'épopée d'Ulysse, transcrite au moment du déclin du communisme ancestral, représentait l'allégorie du parcours à venir et le retour de l'homme à lui-même. (Le texte complet de ce rapport est paru dans Il Partito Comunista n°155 de Juillet, n°156 d'août 1987).

Le quatrième rapport traitait de l'économie russe dans ses plus récents développements, démythifiant les dits tournants et réformes. Un tableau statistique illustre clairement ce qui se

passe : une vraie crise de surproduction dans l'appareil industriel russe. La production de ces dernières années que le tableau suivait pour tout l'après guerre montrait bien deux phénomènes: d'abord la forte croissance jusqu'aux années 70 qui portait l'économie à près des deux tiers, en volume, de celle de la machine productive américaine, tout particulièrement dans les productions de base ; puis un brusque arrêt, avec même de fréquentes régressions annuelles, dans la période récente. En somme, le dépassement manqué, et pourtant tant promis, des États-Unis et la crise économique de type purement capitaliste imposent aux dirigeants du Kremlin la même politique de redressement appliquée, ou du moins souhaitée à grands cris, dans les pays occidentaux: même remède pour une même maladie. On parle ainsi de libérer les entreprises, c'est-à-dire de laisser libre cours à la guerre commerciale pour faire succomber les moins compétitives, de réduire la production, comme dans les pays occidentaux, mais surtout d'augmenter le taux de profit. Nous assistons en Russie, sous le couvert de Perestroïka et de glasnost, réforme et transparence, à la sanction de la formation d'un taux moyen de profit et de la guerre nécessaire entre capitaux. Il est donc évident que la transparence est demandée du fait des lois capitalistes et de la crise capitaliste qui impose ses nécessités, et se traduira par des réductions de salaire, des licenciements, augmentation des prix, des biens de consommation prolétariens aussi. Ce qui est sûr, c'est qu'aucune des fractions au pouvoir ne représente le prolétariat qui retrouvera le chemin de la lutte de classe, comme l'ont encore montré à la mi-novembre les ouvriers de Brasov, en Roumanie.

Enfin, rapport sur l'activité syndicale, avec une relation détaillée de la grève de l'école, en nette opposition aux syndicats officiels comme aux orientations de sabotage de la gauche syndicale, et dont il faut souligner le travail quotidien de liaison organisationnelle. Malgré la grande confusion idéologique de ces travailleurs, éduqués dans les méphitiques superstitions professionnelles, éducationnistes, etc., la plate-forme, base et ciment du "mouvement des comités de base", est pourtant nettement et point à point la négation de celle des syndicats autonomes et confédéraux et de leur politique "professionnelle", corporatiste, réformiste. C'est une plate-forme avec certainement des revendications "de classe" qui, sans bien sûr le savoir, reprend nos orientations vieilles de décennies, comme nous l'avons déjà aussi noté de la part des cheminots français par exemple. Mais ces travailleurs n'ont pas encore bien acquis la conscience de la nécessité de la liaison avec les luttes de toute la classe ouvrière et donc, non d'un point de vue organisationnel mais par réflexe, sont amenés à coexister "à côté" des syndicats de régime, comme "vrai" syndicat de catégorie, plutôt qu'à s'opposer frontalement à leur politique traître. Notre tâche est de faire en sorte, qu'au sein aussi des travailleurs du secteur public, le sain instinct de classe prenne le dessus.

RÉUNION DE TRAVAIL, BOLZANO 26-27 SEPTEMBRE 1987.

La réunion commençait par un premier rapport sur un argument insolite, mais qui n'est en rien secondaire et extérieur à la science de la révolution : notre point de vue sur le débat en cours entre bourgeois et églises sur la **reproduction humaine et sa nécessité**. Évidemment, notre tâche n'est pas d'offrir des sermons aux particuliers et encore moins d'indiquer une voie juste aux classes et régimes en dissolution, mais de chercher à connaître le rapport historiquement déterminé Vie humaine - Capital, qui n'est autre que celui entre Capital variable et Capital constant auquel nous opposons le Communisme comme seul futur de l'espèce. Nous reconnaissons dans les biotechnologies une branche de la production capitaliste réalisant des profits juteux avec un marché en extension, comme pour les armes. La multiplication de la vie n'est conçue que comme

multiplication des profits. La fantaisie "scientifique" bourgeoise, asservie au profit, appauvrie et rendue stérile par la spécialisation moderne, ne réussit plus qu'à imaginer le bestial, le non-humain, comme Frankenstein, alors qu'elle laisse à l'Église le monopole de l'humain en général, de la "défense de la vie". Mais Vie est synonyme de Travail, et nous sommes les seuls, nous communistes, à le défendre, en théorie et dans la pratique : nous seuls luttons pour la réduction drastique de la journée de travail et pour le travail obligatoire pour tous. Seul celui qui défend cela pourra un jour parler vraiment de la vie et de ses problèmes ; les autres sont des marchands d'esclaves. Dans la société de classe la défense de la vie est l'affaire du parti révolutionnaire.

La bourgeoisie comme classe reste tendanciellement **stérile**, malgré ses auxiliaires technologiques. La Science est pour nous un objectif insuffisant dans la mesure où le vrai mandant est le Capital, qui s'illusionne aujourd'hui de pouvoir reproduire la partie variable. Mais les sociétés de classes sont historiquement incapables de planifier la vie comme d'ailleurs toute activité particulière.

Deuxième rapport, sur ce que le matérialisme dialectique a à dire sur l'essence et les mécanismes de la **psyché humaine**, en réponse aux fumisteries idéalistes ou matérialistes vulgaires.

Tant l'introspection moderne que la vieille métaphysique, qui se fondent sur le dualisme et l'innéisme, c'est-à-dire sur l'autonomie de l'individualité intérieure par rapport à l'ambiance matérielle, ne pourront jamais résoudre scientifiquement le problème. Pour les matérialistes, comprendre signifie contenir, disposer de la connaissance des choses, des phénomènes naturels ou des faits sociaux, que des procédés physico-chimiques coordonnent dans la structure de la connaissance. Le rapport reparcourait donc l'histoire du concept de psyché, en mettant ainsi en évidence que dans les sociétés de classe, en cela aussi, tout progrès est en même temps une régression: la psychiatrie contemporaine est encore à la recherche de son propre objet, recherche désespérée car inexistante en soi. Comme le disait Friedrich Engels, dans le Communisme primitif, la psyché collective est le vécu social sans contradiction ; alors que l'antique Homère entend par psyché la vigueur physique, qui abandonne le corps à la mort, chez les grecs déjà on imagine l'âme comme quelque chose de séparé du corps. Ce qu'encore Saint Thomas reconnaissait, à savoir que la conscience est l'application de la connaissance à quelque chose, est ignoré par le subjectivisme moderne, forme la plus réactionnaire de l'idéalisme contemporain, reflet de l'anarchie de la production mercantile et de l'antagonisme des intérêts individuels. La seconde partie de ce rapport sera exposée prochainement.

La dernière partie de la soirée fut réservée aux relations des manifestations de lutte prolétarienne en cours et des efforts d'organisation des mécaniciens des chemins de fer et des enseignants en Italie. Il s'agit de mouvements ayant pris de vastes proportions au niveau de la catégorie, avec des revendications qui tendent réellement à défendre ces travailleurs de l'exploitation, sans s'incliner devant les nécessités de l'économie nationale. Ce sont des luttes qui de fait rompent la paix sociale et le monopole des syndicats de régime. Nos camarades et sympathisants enseignants et cheminots participent à ces luttes et à l'organisation des travailleurs, externe aux syndicats, mais mettent en évidence les limites du mouvement et ses difficultés à avancer: la nécessité de la liaison avec toute la classe ouvrière et le jugement clair sur la trahison du syndicalisme tricolore.

Quatrième rapport, reprenant **le thème syndical**. Vu la masse du travail du parti sur l'argument, fut fournie aux camarades une espèce de formulaire des positions marxistes de base sur la question

en utilisant une série de passages significatifs dans nos textes. Deux temps essentiels : A) la victoire du fascisme au niveau syndical ; B) l'historique de l'action économique du parti, résumés en 18 points. Le rapport parvenait à ces considérations : dans le premier après-guerre, les communistes se refusèrent à créer un nouveau syndicat, mais travaillèrent à conquérir les anciens syndicats de classe devenus réformistes : CGIL et USL ; attitude qui était déjà celle du parti socialiste qui excluait de travailler dans des syndicats blancs et jaunes, considérés comme non conquérables. Dans les années qui suivirent, s'affirmait l'encadrement syndical dans les articulations du pouvoir bourgeois jusqu'à son emprisonnement effectif, phénomène sans doute irréversible, mais qui s'est actualisé et précisé au cours des événements de la lutte entre les classes. Cela explique pourquoi, dans le second après-guerre, le parti évalua possible de militer et d'organiser sa fraction dans la CGIL en Italie et dans la CGT en France et laissait ouverte la double perspective de **la reconquête par la force**, en chassant la direction bourgeoise, ou de la reformation de nouveaux syndicats. Si ces syndicats, bien que tricolores et cousus sur le modèle mussolinien, avaient été complètement intégrés dans l'appareil d'État, ils n'auraient pas laissé la plus minime possibilité d'activité autonome de classe, condition sine qua non de notre présence. La nécessité d'organismes à but économique regroupant les larges masses prolétariennes, indépendamment de leurs opinions politiques ou religieuses, que le parti cherche à contrôler, fait partie des grands principes de notre doctrine. Ces organismes servent de courroie de transmission entre le parti et la classe. **Autre chose, la décision que prend le parti de s'organiser dans un pays donné à une époque donnée dans tel syndicat ou dans tel autre, n'est pas une question de principe, mais dérive de la possibilité que ces syndicats offrent à l'action militante du parti.** A la différence de la période précédent la seconde guerre mondiale, nous ne pouvons plus distinguer les grands syndicats, dans la majeure partie des pays, entre ceux qui sont ouvertement des organismes bourgeois et ceux qui aurait su conserver des traditions de classe : tous sont aujourd'hui tricolores et bourgeois. En tant que communistes, nous nous organisons à l'intérieur aussi de ces syndicats tant qu'ils maintiennent la possibilité virtuelle d'une action autonome de classe. Quand cette activité devient impossible même formellement, le parti est contraint de rester en dehors.

Dernier rapport, les graphiques de la conjoncture capitaliste internationale, mis à jour jusqu'au mois de juillet dernier. On y démontrait, avec ces chiffres, les premiers signes d'une reprise de la courbe productive aux États-Unis comme en Europe et au Japon. La faible gravité de la crise "intercalaire" de 1986-1987 des "locomotives" USA-RFA-JAPON, n'a pas eu d'effet significatif sur les taux de chômage, bien que la tendance historique à la chute de l'emploi industriel ne puisse être inversée. L'autre déséquilibre fondamental de cette phase de la crise mondiale est représenté par les passifs croissants des balances commerciales, qui trouvent cependant une certaine stabilisation dans les derniers mois, tout en restant à un niveau élevé (excédent pour la RFA et le Japon et déficit pour les USA), à plus de 5% du PNB pour ces trois derniers pays.

Table des matières

| | |
|---|----|
| PRÉSENTATION :..... | 1 |
| QUE VIENNE LA CRISE !..... | 3 |
| I. LA FIN DES ILLUSIONS..... | 3 |
| II. EXALTATION DE LA PRODUCTION ET MONTÉE DES TAUX D'INTÉRÊT..... | 3 |
| 1. LES TROIS PHASES DU CYCLE PRODUCTIF..... | 3 |
| 2. CRÉDIT ET SPÉCULATION..... | 4 |
| III. DE LA REPRISE ÉCONOMIQUE A LA CRISE BOURSIÈRE..... | 6 |
| 1. LA MONTÉE DES TAUX EN 1974 ET 1980 - 1981..... | 6 |
| 2. 1983-84 : REPRISE ÉCONOMIQUE, MAIS AU PRIX D'UN ÉNORME ENDETTEMENT..... | 8 |
| 3. LES IMPORTATIONS AMÉRICAINES TIRENT L'INDUSTRIE MONDIALE..... | 9 |
| 4. 1986 : CONTRACTION DU MARCHÉ MONDIAL..... | 9 |
| 5. ENDETTEMENT GALOPANT DES ÉTATS ET MONTÉE DES TAUX..... | 11 |
| 6. QUAND LES BOURGEOIS SE LANCENT CORPS ET ÂME DANS LA SPÉCULATION..... | 11 |
| 7. EN ROUTE POUR UN NOUVEAU 1929, BIEN PLUS FORMIDABLE ENCORE !..... | 14 |
| 8. LA MONTÉE DES TAUX ET LE KRACH BOURSIER..... | 14 |
| IV. BIEN CREUSÉ VIEILLE TAUPE !..... | 16 |
| 1. LA CRISE DE 1975..... | 16 |
| 2. QUAND L'INCENDIE EST ÉTEINT AVEC DU PÉTROLE..... | 18 |
| 3. LA CRISE DE 1847, PROTOTYPE DE TOUTES LES CRISES DE SURPRODUCTION..... | 19 |
| V. LES FORCES PRODUCTIVES SE REBELLENT CONTRE LES RAPPORTS DE PRODUCTION..... | 20 |
| VI. CRISES ET GUERRES SONT INÉVITABLES SI LE PROLÉTARIAT NE PREND PAS LE CHEMIN DE LA RÉVOLUTION..... | 24 |
| GUERRE IMPÉRIALISTE OU RÉVOLUTION..... | 27 |
| LA GUERRE, PHÉNOMÈNE INÉLUCTABLE DES SOCIÉTÉS DE CLASSE..... | 29 |
| OU PACIFISME OU MARXISME :..... | 29 |
| LE MILITARISME CAPITALISTE :..... | 34 |
| LES CARACTÈRES DES GUERRES :..... | 37 |
| NOTRE ANTI-MILITARISME :..... | 39 |
| L'ANTIMILITARISME DANS LA SECONDE INTERNATIONALE..... | 40 |
| PRÉMISSSE :..... | 40 |
| LES CONGRÈS LES RÉOLUTIONS SUR ANTIMILITARISME ET GUERRE..... | 43 |
| LA QUESTION COLONIALE OU LE CHEMIN DE L'OPPORTUNISME AU SEIN DE L'INTERNATIONALE :..... | 47 |
| LES FRACTIONS DE GAUCHE CONTRE LA VAGUE OPPORTUNISTE :..... | 49 |
| LA TRAHISON DU 4 AOÛT 1914 :..... | 53 |
| VERS L'AVENIR :..... | 55 |
| L'OCTOBRE PROLÉTARIEN RUSSE A BALAYÉ A LA FOIS L'ÉTAT BOURGEOIS ET LA GUERRE..... | 58 |
| POURQUOI LA RUSSIE N'EST PAS SOCIALISTE..... | 63 |
| Présentation..... | 63 |
| POURQUOI LA RUSSIE N'EST PAS SOCIALISTE..... | 68 |
| I. LE CAPITALISME RUSSE..... | 68 |
| II. ÉCONOMIE RUSSE ET RÉVOLUTION D'OCTOBRE..... | 70 |
| III. ISOLEMENT ET DÉFAITE DU PROLÉTARIAT RUSSE..... | 72 |

| | |
|---|----|
| IV. LA CONTRE-RÉVOLUTION STALINIENNE..... | 74 |
| V. SOCIALISME ET CAPITALISME D'État..... | 77 |
| VI. SOCIALISME ET PETITE PRODUCTION..... | 80 |
| VII. LE FAUX "COMMUNISME" KOLKHOZIEN..... | 83 |
| VIII. TOUTES LES TARES D'UNE AGRICULTURE CAPITALISTE SANS LES AVANTAGES..... | 87 |
| VIII. LA RÉALITÉ DU CAPITALISME RUSSE..... | 90 |
| VIE DU PARTI..... | 94 |
| RÉUNION DE PARTI, FLORENCE 23-24 MAI 1987..... | 94 |
| RÉUNION DE TRAVAIL, BOLZANO 26-27 SEPTEMBRE 1987..... | 96 |